

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 30 MAI 2013

VOLUME 103

ODETTE GAGNON et DANIELLE BERGERON
Sténographes officielles

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS
215, rue St-Jacques, Bureau 110
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me PAUL CREPEAU,
Me ÉLIZABETH FERLAND,
Me SIMON TREMBLAY
Me ÉRIKA PORTER

INTERVENANTS :

Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN pour le Parti québécois
Me BENOIT BOUCHER pour le Procureur général du Québec
Me STÉPHANIE DESROSIERS pour Dessau
Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN pour Ville de Laval
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la construction du Québec
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec
Me FÉLIX RHÉAUME pour le Parti libéral du Québec
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales
Me CHRISTIANE FILTEAU pour M. Ronnie Mergl
Me ÉLISE PINSONNEAULT pour M. Claude Deguise

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	6
 RONNIE MERGL	
INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU	9
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE	25
 JEAN BERTRAND	
INTERROGÉ PAR Me SIMON TREMBLAY	52
 REPRÉSENTATIONS PAR Me PIERRE POULIN	248
DÉCISION	250
DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE	250
ARGUMENTATION PAR Me ÉLISE PINSONNEAULT	257
RÉPLIQUE PAR Me ÉRIKA PORTER	298
DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE	303

LISTE DES ENGAGEMENTS

	PAGE
68E-45: Engagement du témoin de fournir les statuts du Parti PRO des Lavallois	99

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
68P-732 : Lettre-type de sollicitation du 27 avril 2010 pour le cocktail de financement de 2010 du parti PRO des Lavallois	158
68P-733: Liste des conseillers municipaux élus par le Parti PRO lavallois (en y retirant la page 1)	205
68P-734 : Chèque personnel de Jean Bertrand à Francine Dupuis du 29 septembre 2008	235
I-1 : Liste des passages pertinents des témoignages concernant M. Claude Deguise	255

VOLUME 103
Le 30 mai 2013

- 5 -

I-2 :	Couverture médiatique	255
-------	-----------------------	-----

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce trentième (30e) jour du
2 mois de mai,
3

4 PRÉLIMINAIRES
5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bon matin à tous. Alors, comme à l'habitude, est-ce
8 que les procureurs peuvent s'identifier, s'il vous
9 plaît?

10 Me PAUL CRÉPEAU :

11 Alors, bon matin, Madame la Présidente. Paul
12 Crépeau pour la Commission.

13 Me ÉLIZABETH FERLAND :

14 Élisabeth Ferland pour la Commission.

15 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

16 Marie-Claude Sarrazin pour le Parti québécois. Bon
17 matin.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Bon matin.

20 Me BENOIT BOUCHER :

21 Bonjour. Benoit Boucher pour le Procureur général
22 du Québec.

23 Me STÉPHANIE DESROSIERS :

24 Bonjour. Stéphanie Desrosiers pour Dessau.
25

1 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

2 Bonjour. Jean-François Longtin, Ville de Laval.

3 Me DANIEL ROCHEFORT :

4 Bon matin. Daniel Rochefort pour l'Association de
5 la construction du Québec.

6 Me DENIS HOULE :

7 Bonjour, Madame, Monsieur. Denis Houle pour
8 l'Association des constructeurs de routes et grands
9 travaux du Québec.

10 Me SIMON LAPLANTE :

11 Bon matin à vous. Simon Laplante pour l'Association
12 des constructeurs de routes et grands travaux du
13 Québec.

14 Me GASTON GAUTHIER :

15 Bonjour. Gaston Gauthier pour le Barreau du Québec.

16 Me FÉLIX RHÉAUME :

17 Bonjour à tous. Félix Rhéaume pour le Parti libéral
18 du Québec.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Maître Poulin.

21 Me PIERRE POULIN :

22 Bonjour. Pierre Poulin pour le Directeur des
23 poursuites criminelles et pénales.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Maître Filteau.

1 Me CHRISTIANE FILTEAU :
2 Bonjour. Christiane Filteau pour monsieur Mergl.
3 LA PRÉSIDENTE :
4 Maître Crépeau.
5 LA GREFFIÈRE :
6 Si vous voulez rester debout pour être assermenté.
7
8
9

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce trentième (30e) jour du
2 mois de mai,
3

4 A COMPARU :
5

6 RONNIE MERGL,
7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :
9

10 (09:37:59)

11 INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU :

12 Q. [1] Alors, Madame la Présidente, j'aurai quelques
13 questions pour terminer les sujets là qu'on a
14 abordés hier. Et peut-être justement pour
15 reprendre, Monsieur Mergl où on a laissé hier, vous
16 cherchiez dans votre mémoire, vous vous souvenez,
17 vous avez dit que vous avez participé à une
18 activité de financement pour l'ouverture du pont de
19 l'Autoroute 25 et vous vous demandiez qui était
20 l'invité ou la personne responsable de l'activité.
21 L'avez-vous retrouvé?

22 R. Tout à fait.

23 Q. [2] Oui.

24 R. Maurice... Maurice Clermont.

25 Q. [3] Monsieur Maurice Clermont. O.K. Maintenant, sur

1 un tout autre sujet, vous nous avez parlé aussi
2 longuement hier, vous nous avez expliqué qu'il y a
3 un système de collusion dans les contrats du...
4 dans le secteur de l'ingénierie, dans la direction
5 de l'ingénierie à Ville de Laval, des contrats
6 truqués.

7 R. Pour les génies?

8 Q. [4] Oui, c'étaient des contrats...

9 R. De génie.

10 Q. [5] ... des contrats de construction...

11 R. Oui, de génie. O.K.

12 Q. [6] ... c'était dans la division de génie à Ville
13 de Laval.

14 R. Oui. Oui.

15 Q. [7] À votre connaissance, y a-t-il des contrats
16 truqués ou sous collusion dans d'autres divisions à
17 Ville de Laval? Et je pense spécifiquement peut-
18 être aux Travaux publics et à l'Urbanisme.

19 R. L'Urbanisme, non. Travaux publics... non.

20 Q. [8] Est-ce que la compagnie Nepcon a obtenu des
21 contrats de ces autres divisions-là? Je pense
22 particulièrement, vous avez parlé de transport de
23 déchets vous-même.

24 R. Oui, oui.

25 Q. [9] Le transport de déchets, obtenez-vous ces

1 contrats-là de la division de génie ou des Travaux
2 publics?

3 R. Je crois, c'était les Travaux publics.

4 Q. [10] Et est-ce qu'il y a collusion dans ces
5 contrats-là?

6 R. Non.

7 Q. [11] Vous avez parlé aussi de contrats de
8 déneigement.

9 R. Oui.

10 Q. [12] Est-ce que Nepcon a obtenu des contrats, de
11 déneigement de Ville de Laval?

12 R. Oui.

13 Q. [13] Vous parliez aussi spécifiquement peut-être
14 des contrats au centre où on décharge la neige.

15 R. De la neige, tout à fait.

16 Q. [14] Est-ce qu'il y a collusion dans ces contrats-
17 là?

18 R. Non.

19 Q. [15] O.K. Vous avez abordé aussi hier vos relations
20 avec le maire Gilles Vaillancourt, vous avez dit
21 des relations sociales dans des activités sociales,
22 et celles de votre frère Anthony qui était plus
23 près du maire Vaillancourt.

24 R. Tout à fait.

25 Q. [16] Vous nous avez expliqué aussi que votre frère

1 a eu l'occasion... vous nous avez raconté que votre
2 frère a eu l'occasion de rencontrer le... monsieur
3 Gilles Vaillancourt dans des activités plus
4 privées.

5 R. Oui.

6 Q. [17] O.K. Savez-vous si votre frère... vous a-t-il
7 parlé qu'il avait eu des rencontres avec le maire
8 Vaillancourt sur son bateau ici là, son bateau à
9 Laval?

10 R. Sur son bateau à Laval du maire?

11 Q. [18] Oui.

12 R. Je ne suis pas au courant. Si lui était présent sur
13 le bateau?

14 Q. [19] Si votre frère, est-ce qu'il vous a dit qu'il
15 avait eu des rencontres avec monsieur Vaillancourt
16 sur son bateau...

17 R. Oui.

18 Q. [20] ... ici à Laval?

19 R. Aucune connaissance.

20 Q. [21] Vous ne le savez pas.

21 R. Non.

22 Q. [22] Si je vous parle spécifiquement, est-ce que
23 votre frère Anthony a eu un bateau avec le maire
24 Vaillancourt en Floride?

25 R. Il a eu un bateau de un tiers, selon les

1 informations qu'on a reçues par la Commission. Non.

2 Mais, en fait...

3 Q. [23] Dites-nous pas ce que vous avez appris à la
4 Commission...

5 R. Oui. Oui. Mais, c'est oui.

6 Q. [24] ... ce que vous savez.

7 R. Ce que je sais, c'est qu'il a eu un tiers.

8 Q. [25] Un tiers.

9 R. Oui.

10 Q. [26] Dans un bateau.

11 R. Oui.

12 Q. [27] Et êtes-vous capable de mettre une période là-
13 dessus? Vous-même êtes-vous allé sur ce bateau-là?

14 R. Non, jamais.

15 Q. [28] Jamais.

16 R. Jamais sur le bateau.

17 Q. [29] O.K. Votre frère Anthony, est-ce qu'il passait
18 ses hivers en Floride...

19 R. Oui.

20 Q. [30] ... dans les dernières années?

21 R. Assez fréquent.

22 Q. [31] Assez fréquemment.

23 R. Oui.

24 Q. [32] Est-ce que c'est lui qui vous a parlé de son
25 bateau un tiers avec le maire?

1 R. Ça a venu... ça a venu tout bonnement. Oui.

2 Q. [33] O.K. Et votre frère avait un tiers?

3 R. Un tiers. Monsieur Marc Gendron, un tiers et il y
4 avait un autre tiers que... lui il était flottant.
5 On ne sait pas qui était propriétaire du troisième
6 tiers.

7 Q. [34] Quand vous dites « On ne le sait pas », vous,
8 vous ne le savez pas?

9 R. Moi. Moi je ne le sais pas.

10 Q. [35] O.K.

11 R. Oui.

12 Q. [36] Et savez-vous si votre frère Anthony a eu ce
13 bateau-là pendant un certain temps... Ça a duré
14 combien de temps? Est-ce qu'ils l'ont encore?

15 R. Ils ne l'ont pas, puis c'est qu'il y a eu un feu.
16 Il a passé au feu.

17 Q. [37] O.K. Vous, vous n'avez jamais été invité sur
18 ce bateau-là?

19 R. Non. Non. Non.

20 Q. [38] O.K. Savez-vous où est-ce qu'on le gardait, ce
21 bateau-là, spécifiquement, en Floride?

22 R. La marina quelconque...

23 Q. [39] O.K.

24 R. Non, je n'ai aucune idée.

25 Q. [40] O.K. Dernière ques... Dernier sujet que

1 j'aimerais aborder avec vous, vous êtes un
2 administrateur chez Nepcon, vous avez accès aux
3 états financiers, j'imagine que vous regardez les
4 états financiers année après année?

5 R. Oui. Oui.

6 Q. [41] Avez-vous déjà eu un employé, chez Nepcon, qui
7 s'appelait Bernard Trépanier?

8 R. C'est un fournisseur, Bernard Tré...

9 Q. [42] Un fournisseur.

10 R. Fournisseur. Oui.

11 Q. [43] Qui a été fournisseur à quelle période?

12 R. Ah... Court terme. V'là peut-être deux, trois ans.

13 Q. [44] O.K. Est-ce qu'on s'entend que Bernard
14 Trépanier, c'est le monsieur Trépanier qui est venu
15 témoigner ici?

16 R. Tout à fait.

17 Q. [45] Dont on a parlé des activités...

18 R. Oui.

19 Q. [46] ... reliées au parti Union Montréal?

20 R. Exact.

21 Q. [47] Alors il a été fournisseur chez Nepcon.

22 Fournisseur de quoi?

23 R. Eux... Lui c'était pour promouvoir des abribus, des
24 panneaux d'affichage pour leur... Son client à lui
25 c'était Astral. Alors nous...

1 Q. [48] Oui?

2 R. Nous, Astral, on pouvait avoir des possibilités de
3 faire des abris et les travaux connexes.

4 Q. [49] Oui. Alors, en fait, qu'est-ce qu'il a fait
5 pour... C'était un fournisseur. Il vous a fourni...

6 R. Bien...

7 Q. [50] Qu'est-ce qu'il vous a fourni, monsieur
8 Trépanier?

9 R. En fait, des possibilités d'obtenir des projets
10 pour les fabrications pour eux, pour les panneaux
11 d'affichage.

12 Q. [51] Et est-ce que ces projets-là ont fonctionné?

13 R. Oui.

14 Q. [52] Oui?

15 R. Maintenant, ce n'est pas tout à fait moi qui opère
16 cette compagnie, c'est dans l'Industrie Meragl.
17 C'est sa fille qui fait la gestion de tout ça
18 aussi.

19 Q. [53] Alors, les contrats... Les panneaux
20 d'affichage, c'est fabriqué par Industries Meragl?

21 R. Oui.

22 Q. [54] Ça c'est votre frère Anthony?

23 R. Oui. Oui.

24 Q. [55] Vous n'aviez rien à voir là-dedans.

25 R. Non.

1 Q. [56] Mais je vous ai demandé spécifiquement s'il
2 avait facturé chez Nepcon.

3 R. Ah oui. Tout à fait. Pour faire... obtenir des
4 projets qui est relié directement dans notre
5 discipline à nous.

6 Q. [57] Votre discipline, qui est?

7 R. Qui est, autrement dit, aménagement... contrat qui
8 peut être relié au point de vue excavation avec eux
9 aussi.

10 Q. [58] O.K. Alors, est-ce que... Vous souvenez-vous
11 des montants que vous avez... que Nepcon a versés à
12 Bernard Trépanier ou à sa compagnie au cours des
13 deux, trois dernières années?

14 R. C'était tant par mois. Je crois que c'était une...
15 Je n'ai pas le chiffre exact, mais on le payait
16 tant par mois.

17 Q. [59] Comme un retainer?

18 R. Un retainer. Tout à fait.

19 Q. [60] O.K. Et ce retainer-là a duré pendant combien
20 de mois, combien d'années?

21 R. Je crois que c'est un an.

22 Q. [61] Si je vous suggère que, huit mille trois cents
23 dollars (8 300 \$) par mois?

24 R. Oui.

25 Q. [62] En fait, attendez, là. En deux mille dix

1 (2010) vous auriez... Nepcon aurait versé seize
2 mille six cents dollars (16 600 \$) à monsieur
3 Ber... à la compagnie de monsieur Trépanier?

4 R. Oui.

5 Q. [63] En deux mille dix (2010), et en deux mille
6 onze (2011), soixante-quinze mille dollars
7 (75 000 \$)?

8 R. C'est possible.

9 Q. [64] À raison de huit mille trois cents dollars
10 (8 300 \$) par mois?

11 R. Tout à fait.

12 Q. [65] Alors, le rôle de monsieur Trépanier, c'était
13 d'identifier des projets.

14 R. Exact.

15 Q. [66] Pour Nepcon. Est-ce que Nepcon a réalisé
16 certains de ces projets-là qui avaient été
17 identifiés par monsieur Trépanier?

18 R. Pas sûr. Non. Ça, je... C'était possible d'en
19 avoir, mais ça ne s'est jamais réalisé.

20 Q. [67] O.K.

21 R. Nous on a remplacé un vendeur, un représentant, qui
22 était Pierre Caron. Daniel Caron. Lui, on l'avait
23 aussi annuellement, mais les entrées se faisaient
24 pour, également pour lui, alors on a décidé de
25 prendre Bernard.

1 Q. [68] Monsieur Trépanier.

2 R. Monsieur Trépanier.

3 Q. [69] Puis quand vous dites... C'était en relation,
4 vous dites, avec des panneaux publicitaires?

5 R. Publicitaires, oui.

6 Q. [70] Pour des abribus?

7 R. Des abribus, effectivement, et aussi des panneaux
8 d'affichage.

9 Q. [71] O.K. Mais ça ce n'était pas des produits qui
10 étaient fabriqués par Nepcon?

11 R. Non. Non. Non.

12 Q. [72] Nepcon ne fabrique pas...

13 R. Ils ne fabriquent pas... Non.

14 Q. [73] C'est Industries.

15 R. Exact.

16 Q. [74] Alors...

17 R. En fait, ils portaient deux chapeaux.

18 Q. [75] Deux chapeaux.

19 R. Oui.

20 Q. [76] La fabrication aurait été faite par
21 Industries?

22 R. Industries.

23 Q. [77] Puis l'installation, par Nepcon?

24 R. Oui.

25 Q. [78] Ce qui n'est pas directement relié,

1 généralement, avec votre expertise, qui est les
2 infrastructures municipales puis le pavage.

3 R. Non, mais c'est... On a la main-d'oeuvre qualifiée
4 pour pouvoir faire l'installation. Qu'est-ce qu'on
5 fait avec les installations, on loue des grues.

6 Q. [79] Oui?

7 R. Que ça soit pour l'Industrie ou que ça soit pour
8 Nepcon, on a besoin des grues.

9 (09:46:45)

10 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

11 Q. [80] Comment avez-vous été mis en contact avec
12 Bernard Trépanier?

13 R. C'est le contact de mon frère. C'est le contact,
14 c'est lui qui l'avait, le contact.

15 Me PAUL CRÉPEAU :

16 Q. [81] Avec monsieur Trépanier.

17 R. Oui. Monsieur Trépanier.

18 Q. [82] Vous, le connaissiez-vous avant?

19 R. Comme... Tout bonnement.

20 Q. [83] Bien, tout bonnement...

21 R. Dans... dans... Lorsqu'il me l'a présenté.

22 Q. [84] Est-ce que c'est dans le cadre de ses
23 activités politiques, où monsieur Trépanier
24 semblait impliqué de près avec des...

25 R. Possiblement. Possiblement.

1 Q. [85] ... des organisations politiques?

2 R. Oui. Des orga... Énormément, oui.

3 Q. [86] O.K. Est-ce que ça faisait partie aussi du
4 travail de monsieur Trépanier de faire du
5 développement d'affaires pour d'autres types de
6 contrats pour Nepcon?

7 R. Lui il avait un dossier assez large, pour si jamais
8 qu'on avait des possibilités dans d'autres
9 domaines, puis si lui pouvait l'apporter on le
10 regardait sérieusement. Que ce soit même à Montréal
11 s'il y avait une possibilité on pourrait même
12 l'analyser pour autant.

13 Q. [87] Alors, si je vous dis qu'entre le premier e)r
14 juin deux mille dix (2010) et juin deux mille onze
15 (2011), on a, vous avez, Nepcon a versé pour
16 quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) à
17 quelques sous près, là, d'honoraires à monsieur
18 Trépanier. Ça c'est exact?

19 R. Oui.

20 Q. [88] Pour lesquels il n'y a aucun, il n'y a rien
21 qui a développé aucun projet?

22 R. Que je sache, non.

23 Q. [89] Pourquoi vous avez mis fin, qui a mis fin au
24 contrat de monsieur Trépanier?

25 R. Lorsqu'il y a eu l'arrestation ça a mis fin à notre

1 relation avec eux, avec lui. Parce qu'on ne voyait
2 plus...

3 Q. [90] D'utilité?

4 R. D'utilité puis je n'étais même pas sûr s'il
5 travaillait encore pour Astral.

6 Q. [91] Et savez-vous le travail qu'il a fait, si je
7 vous résumais ça en disant que monsieur Trépanier
8 se promenait un peu partout en Amérique du Nord
9 puis en Floride puis dans le sud des États-Unis à
10 prendre des photos des abribus, est-ce que ça peut
11 être?

12 R. J'ai cru croire qu'il en a fait effectivement.

13 Q. [92] Oui?

14 R. Est-ce que ça a fait avoir d'autres opportunités
15 ici d'avoir fourni d'autres produits à nos clients
16 pour voir si ça pourrait être intéressant. Alors,
17 il faisait des études en fait puis on les étudie
18 aussi.

19 Q. [93] Et le marché, je comprends que Nepcon à part
20 l'installation c'était plus l'entreprise de votre
21 frère...

22 R. Oui.

23 Q. [94] ... qui était installée, intéressée à en faire
24 de la construction?

25 R. Tout à fait.

1 Q. [95] Est-ce qu'on en a vendu, tiens, à Ville de
2 Laval ou à la Société de transport de Laval?

3 R. La Société de transport de Laval, c'est différent,
4 c'est plutôt par appel d'offres directement avec la
5 Société de transport. Les compagnies Astral ils en
6 ont eu aussi, avec des panneaux. Puis aussi les
7 abris où ils mettaient des affiches. Lorsqu'il y
8 avait des affiches qui étaient possibles à être mis
9 dans les abris, on passait par Astral non pas par
10 la Société de transport.

11 Q. [96] Par Astral pour mettre des affiches, mais pour
12 la construction d'abribus?

13 R. C'est ça, on faisait les deux. Les deux pour la
14 Société de transport de Laval et pour Astral
15 également. Pour Astral, eux Astral ils avaient une
16 entente de mettre une possibilité d'avoir de la
17 publicité. Eux se payaient leur abri avec la
18 publicité. Pour Astral pour leur (inaudible) de ce
19 que je puisse comprendre.

20 Q. [97] Mais quand vous dites « nous », là, ça est-ce
21 que c'est Nepcon dans lequel vous avez des intérêts
22 ou c'est?

23 R. Les Industries.

24 Q. [98] Industries d'Anthony dans lequel vous n'avez
25 pas d'intérêt?

1 R. Exact.

2 Q. [99] Je vous remercie. Je n'aurai pas d'autres
3 questions pour le témoin.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Alors, est-ce que des parties ont l'intention de
6 poser des questions? Maître Houle.

7 (09:50:51)

8 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

9 Jusqu'à maintenant on n'aura pas de questions à
10 moins qu'il n'y ait des faits nouveaux.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Donc, le Parti québécois ne posera pas de questions
13 à monsieur Mergl.

14 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

15 Le Parti québécois ne posera pas de questions pour
16 l'instant. Merci.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Quand vous dites pour l'instant, vous voulez dire
19 jusqu'à temps que les autres. O.K. Parfait. Suite
20 au contre-interrogatoire ou à l'interrogatoire des
21 autres.

22 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

23 Exactement.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Parfait. Merci, Maître Sarrazin.

1 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE :

2 Q. [100] Bonjour, Monsieur Mergl?

3 R. Bonjour, Maître.

4 Q. [101] Alors, Denis Houle, je représente

5 l'Association des constructeurs de routes et grands
6 travaux du Québec?

7 R. Tout à fait.

8 Q. [102] Et je voulais d'abord vous parler d'une
9 association dont il a été question hier quand
10 maître Crépeau vous interrogeait alors qui l'AQEI?

11 R. L'AQEI.

12 Q. [103] Et vous en avez été membre pendant une
13 quinzaine d'années?

14 R. Oui.

15 Q. [104] C'est ce que vous avez dit?

16 R. Oui.

17 Q. [105] O.K. Ça avait été fondé, ça avait été
18 incorporé avant que vous arriviez, c'est exact?

19 R. Moi j'étais au tout début.

20 Q. [106] Bon.

21 R. Au tout début.

22 Q. [107] Oui, on parle d'une incorporation le vingt-
23 quatre (24) octobre quatre-vingt-quinze (95), est-
24 ce que ça va?

25 R. Ça se pourrait, oui.

1 Q. [108] Et vous en avez été membre jusqu'en deux
2 mille douze (2012), jusqu'à temps que...

3 R. Que la faillite.

4 Q. [109] ... la faillite ou le concordat de la
5 compagnie Nepcon?

6 R. Exact.

7 Q. [110] Est-ce que vous avez été sur le conseil
8 d'administration pendant toute cette période-là
9 aussi?

10 R. Oui, à l'exception probablement d'un an ou deux que
11 je me suis retiré, un an ou deux.

12 Q. [111] O.K.

13 R. Je me suis retiré et le poste s'est réouvert et je
14 me suis réintégré.

15 Q. [112] Vous êtes d'accord avec moi que ce n'est pas
16 une association qui est si on veut accréditée par
17 la Loi R-20 pour représenter une des conventions
18 qui s'applique dans le domaine de la construction?

19 R. Ça je ne peux pas vous répondre là-dessus.

20 Q. [113] Vous ne savez pas. Est-ce que vous êtes
21 d'accord avec moi qu'au début cette association-là,
22 au point de départ ça n'a rien à voir avec la
23 ACHDPQ, vous êtes d'accord?

24 R. Non.

25 Q. [114] C'est une association complètement

1 indépendante?

2 R. Je sais que la ACHCDQ voulait prendre possession.

3 Q. [115] Ah oui?

4 R. Oui.

5 Q. [116] Ce n'est pas plutôt l'inverse?

6 R. Ouf! une petite association ne pourrait pas prendre
7 l'ACHDQ, je suis membre aussi de l'ACHDQ.

8 Q. [117] Je sais, Monsieur. Et, Monsieur Mer gl, est-ce
9 que vous êtes d'accord avec moi que lorsque ça a
10 été fondé vous êtes là au début, c'était une
11 association qui regroupait simplement certains
12 petits entrepreneurs de la région de Montréal dans
13 le domaine des égouts et aqueducs?

14 R. Ça a débuté vraiment petit, mais pour le but pour
15 le grossir.

16 Q. [118] O.K. Et au tout début vous étiez là, donc,
17 évidemment vous n'êtes pas un Italien, mais est-ce
18 que ce n'était pas un groupe d'entrepreneurs
19 italiens qui étaient, si on veut, davantage dans
20 cette organisation-là et dans sa création au début
21 dans la région de Montréal?

22 R. Il y avait plusieurs Italiens, effectivement.

23 Q. [119] Le conseil d'administration, vous avez siégé
24 une quinzaine... une douzaine d'années?

25 R. Une douzaine d'années, oui.

1 Q. [120] Est composé de combien de membres?

2 R. Sur le conseil, une douzaine.

3 Q. [121] Est-ce que vous pouvez nous parler des...
4 est-ce qu'il y avait des Italiens...

5 R. Oui.

6 Q. [122] ... sur le conseil d'administration? Oui?

7 R. Oui.

8 Q. [123] Qui, entre autres, vous avez rencontré?

9 R. Ah, bien j'ai Joe Borsellino, de Garnier.

10 Q. [124] Monsieur Borsellino?

11 R. Oui. Il y avait Rick Andreoli, de Canbec...

12 Q. [125] Oui.

13 R. ... que je me souviens, dans les Italiens.

14 Q. [126] Monsieur Milioto?

15 R. Non, non. Jamais. Jamais monsieur Milioto.

16 Q. [127] Est-ce qu'il était membre?

17 R. Non plus.

18 Q. [128] O.K.

19 R. Non plus. On essayait de les avoir, mais ils n'ont
20 pas suivi.

21 Q. [129] Est-ce que parmi les entrepreneurs qui
22 faisaient de la collusion avec vous à Laval, alors,
23 il y avait vous, évidemment qui étiez sur le
24 conseil d'administration?

25 R. Oui.

1 Q. [130] Est-ce qu'il y en avait d'autres?

2 R. Temporairement il y avait Marc Lefrançois...

3 Q. [131] Oui.

4 R. ... et Jocelyn Dufresne. Ils ont tous débarqué du
5 conseil, ils ont siégé pour probablement quelques
6 années seulement.

7 Q. [132] Et je pense qu'il y a eu un changement majeur
8 au niveau du conseil d'administration en deux mille
9 douze (2012)...

10 R. Ah oui.

11 Q. [133] ... quand vous, vous avez démissionné, il y a
12 eu beaucoup de modifications, là?

13 R. Qui, qui a démissionné, vous dites?

14 Q. [134] En deux mille douze (2012)...

15 R. Oui.

16 Q. [135] ... quand vous, vous avez démissionné...

17 R. Oui.

18 Q. [136] ... il y a eu un changement passablement
19 complet des administrateurs, c'est exact?

20 R. Oui... on changeait, oui, moi j'ai lib... j'ai
21 sorti du conseil pour mettre du nouveau sang.

22 Q. [137] O.K.

23 R. Moi, ce que je voulais préconiser à cette
24 association, ne jamais garder les mêmes longtemps.

25 Q. [138] O.K.

1 R. Alors, si on pouvait mettre d'autres gens dans
2 l'association pour voir qu'est-ce qu'ils font,
3 qu'est-ce qu'on réalise.

4 Q. [139] Lorsqu'elle a été créée en quatre-vingt-
5 quinze (95), l'association portait le nom de
6 l'Association québécoise des entrepreneurs en
7 égouts et aqueducs, c'est ça?

8 R. Tout à fait.

9 Q. [140] Et ça a été modifié quelques années plus
10 tard, je pense, en deux mille huit (2008) pour
11 porter le nom actuel de l'AQEI, c'est ça?

12 R. Exact.

13 Q. [141] Parfait. J'ai compris que Nepcon, qui a fait
14 un concordat est toujours une compagnie qui existe.

15 R. Tout à fait.

16 Q. [142] Mais la compagnie active, c'est Nepcon
17 Transport?

18 R. Présentement, oui.

19 Q. [143] Et qui est propriété d'un holding dont seul
20 votre frère Anthony est actionnaire et administra-
21 teur?

22 R. Exact.

23 Q. [144] O.K. Il est le président de Nepcon Transport?

24 R. Oui.

25 Q. [145] Nepcon Transport, je vous résume un petit

1 peu, principalement, c'est de la quête de déchets?

2 R. C'est du transbordement de déchets.

3 Q. [146] Un peu de déneigement?

4 R. Un peu de dénei... non, le déneigement, c'est
5 Nepcon inc.

6 Q. [147] Ah, O.K. Et un peu d'égouts et d'aqueducs
7 également?

8 R. J'ai un ingénieur qui a siégé, qui est habilitant
9 dans cette compagnie.

10 Q. [148] Et votre rôle, vous, vous vous êtes décrit
11 comme étant employé, mais êtes-vous...

12 R. Bien...

13 Q. [149] ... un peu comme le directeur?

14 R. Je suis administrateur pour cette entreprise.

15 Q. [150] Un peu comme le directeur général?

16 R. Comme le directeur général, oui.

17 Q. [151] Est-ce que votre compagnie, Nepcon Transport
18 et/ou Nepcon inc., en vertu de la nouvelle loi 1,
19 que le gouvernement actuel du Parti Québécois a mis
20 en place...

21 R. Oui.

22 Q. [152] ... en début de l'année, est-ce que votre
23 compagnie a demandé à l'Autorité des marchés
24 financiers d'obtenir un certificat pour continuer
25 des contrats publics?

1 R. Pas présentement.

2 Q. [153] Ce n'est pas fait?

3 R. Ce n'est pas fait.

4 Q. [154] C'est discuté?

5 R. Oui.

6 Q. [155] Entre votre frère et vous?

7 R. Oui, oui.

8 Q. [156] O.K. Vous avez, à quelques reprises, comme le
9 témoin qui vous a précédé, quand on parle de Laval,
10 utilisé le mot « harmonie ». Alors, vous êtes le
11 deuxième témoin qui parle d'« harmonie » au lieu de
12 parler de collusion.

13 R. En fait, ça veut dire collusion.

14 Q. [157] Oui, on est d'accord, mais d'où vous vient
15 cette appellation ou ce qualificatif-là que vous
16 utilisez fréquemment comme le témoin Théberge qui
17 vous a précédé?

18 R. Aucune idée pourquoi ça a été utilisé. C'est...
19 aucune idée.

20 Q. [158] Aucune idée?

21 R. Aucune idée.

22 (09:57:42)

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [159] Est-ce que c'était utilisé à la Ville de
25 Laval?

1 R. Je ne crois pas. Je n'ai pas... ce n'est pas une...
2 ça a sorti tout bonnement. C'est Gilles Théberge
3 qui l'a sorti et... c'est de lui-même.

4 Me DENIS HOULE :

5 Q. [160] Alors, ça vient de monsieur Théberge?

6 R. Monsieur Théberge.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. [161] Donc, vous avez décidé de...

9 R. De prendre parce que ça...

10 Q. [162] ... d'utiliser les propos qu'avait utilisé
11 monsieur Théberge?

12 R. Monsieur Théberge pour ce genre de conversation.

13 Me DENIS HOULE :

14 Q. [163] Vous aviez un rôle plus important que
15 d'autres entrepreneurs au niveau de la collusion à
16 Laval, puisque vous avez été entre autres le
17 courrier?

18 R. Oui.

19 Q. [164] O.K., un pos...

20 R. Messenger.

21 Q. [165] Messenger, postier, oui, donc ça vous donnait
22 davantage de relations, si on veut, avec les
23 fonctionnaires, les hauts fonctionnaires de Laval
24 que d'autres entrepreneurs?

25 R. On pourrait sembler, mais ça pouvait aussi être

1 néfaste parmi les autres...

2 Q. [166] Oui.

3 R. ... les autres entrepreneurs...

4 Q. [167] Oui, je comprends...

5 R. .. la jalousie, tout, ça ne valait pas réellement
6 la peine.

7 Q. [168] Et c'est dans le cadre, peut-être de ces
8 relations un peu plus privilégiées que vous aviez
9 avec les gens de la direction et hauts
10 fonctionnaires de la Ville de Laval que vous avez
11 rencontré monsieur Châgnon de la compagnie ABC
12 Rive-Nord, c'est exact?

13 R. Moi, j'ai rencontré... parce que Claude Chagnon, je
14 l'ai connu, il était avec moi à l'AQEI, au conseil.

15 Q. [169] Oui, j'ai retenu ça...

16 R. Oui.

17 Q. [170] ... mais c'est parce que vous avez dit, à un
18 moment donné: « Je l'ai rencontré par hasard pour
19 l'inciter...

20 R. Oui.

21 Q. [171] ... à s'immiscer », si on veut « dans la
22 collusion ». Ce n'est pas un hasard.

23 R. Oui... non, non.

24 Q. [172] Ce n'est pas un hasard.

25 R. Non, non.

1 Q. [173] C'est une rencontre que vous vouliez obtenir?

2 R. Oui.

3 Q. [174] Et c'est à la demande de qui que vous alliez
4 le rencontrer?

5 R. De moi-même.

6 Q. [175] Alors le maire Vaillancourt...

7 R. Non.

8 Q. [176] ... ne s'est pas mêlé de ça, ni monsieur
9 Deguise?

10 R. Non plus. En fait, nous, ils nous donnent des
11 invités, des entrepreneurs qui sont sur la liste et
12 on doit faire nos devoirs, mais ce n'est pas Claude
13 Deguise, ce n'est pas le maire, ce n'est pas le DG,
14 c'est chacun et soi qui fasse leur travail.

15 Q. [177] O.K. Lorsque vous avez été questionné par
16 maître Crépeau vous avez utilisé à un moment donné
17 le terme « manufacturier ». Je ne sais pas ce que
18 ça signifiait. Est-ce que vous vous rappelez
19 d'avoir utilisé ce terme-là?

20 R. Manufacturier pour les usines d'asphalte.

21 Q. [178] Alors c'était plutôt un fournisseur?

22 R. Un fournisseur, oui.

23 Q. [179] O.K. D'accord.

24 R. Oui.

25 Q. [180] Quand vous avez refusé de payer d'une façon

1 définitive...

2 R. Oui.

3 Q. [181] ... à monsieur DesBois le deux pour cent
4 (2 %), on a situé ça dans les années plutôt deux
5 mille neuf (2009), c'est ça?

6 R. Peut-être avant aussi.

7 Q. [182] Est-ce qu'il y a eu des réactions de la part
8 du maire Vaillancourt?

9 R. Je n'ai aucun commentaire qui s'est suivi.

10 Q. [183] Personne de la ville, monsieur Deguise ou
11 monsieur Vaillancourt n'a...

12 R. Non.

13 Q. [184] ... n'a demandé de vous rencontrer?

14 R. Non. Pas du tout.

15 Q. [185] O.K.

16 R. Pas du tout.

17 Q. [186] On a parlé longuement dans votre
18 interrogatoire en chef du cautionnement. O.K.

19 R. Hum, hum.

20 Q. [187] Avec l'assureur La Garantie.

21 R. Hum, hum.

22 Q. [188] Et vous avez dit « Bon, bien j'ai parlé avec
23 mon courtier, des fois que certaines soumissions
24 que je faisais n'étaient pas sérieuses. ».

25 R. Tu sais ce qui arrive, c'est pas sérieuses, on est

1 toujours sérieux...

2 Q. [189] Oui, je comprends.

3 R. ... dans toutes les appels d'offres. On va mettre
4 plus d'emphase ou le pourcentage de profit va
5 augmenter. Si j'augmente le profit ou la marge, ça
6 me met hors contexte.

7 Q. [190] En fait, quand vous parliez de soumissions
8 qui n'étaient pas sérieuses, c'était les
9 soumissions que vous faisiez de complaisance.

10 R. Hum, hum.

11 Q. [191] C'est ça? Quand vous n'étiez pas le gagnant.

12 R. Exact.

13 Q. [192] C'est exact?

14 R. Exact.

15 Q. [193] Est-ce que vous connaissez la notion en droit
16 des assurances d'un risque amoral?

17 R. Je ne connais pas rien du tout dans ce qui concerne
18 les cautionnements.

19 Q. [194] Êtes-vous d'accord avec moi que si vous aviez
20 parlé de collusion à votre courtier ou à
21 l'assureur...

22 R. Jamais je parlais de ça.

23 Q. [195] Oui, mais si vous en aviez parlé...

24 R. Ah! O.K.

25 Q. [196] ... Monsieur Mergl.

1 R. O.K.

2 Q. [197] Ils auraient refusé de vous assurer.

3 R. Sûrement.

4 Q. [198] Sûrement.

5 R. Sûrement.

6 Q. [199] Parce que, finalement, c'est un risque
7 beaucoup plus grand.

8 R. Oui.

9 Q. [200] Si, comme quand vous avez fait faillite, la
10 compagnie a fait faillite puis que la caution
11 exécute le contrat.

12 R. Oui.

13 Q. [201] Ça lui aurait coûté plus cher.

14 R. Oui.

15 Q. [202] Puisque c'était des prix gonflés.

16 R. Tout à fait.

17 Q. [203] Alors si l'assureur avait su, donc, que vous
18 faisiez de la collusion et des soumissions de
19 complaisance, il aurait refusé de vous assurer,
20 vous êtes d'accord avec moi?

21 R. Je suis d'accord.

22 Q. [204] O.K. Je voudrais juste qu'on...

23 10:02:16

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Q. [205] Mais je voudrais juste revenir là-dessus.

1 Me DENIS HOULE :

2 Allez-y Madame.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [206] Mais si la compagnie d'assurance sait que
5 c'est une soumission de complaisance, elle sait
6 donc qu'elle n'encoure véritablement aucun risque
7 puisque c'est une soumission de complaisance, vous
8 ne l'obtiendrez pas. Donc, en réalité, elle
9 n'encoure aucun risque.

10 R. Il peut y avoir un risque seulement si je suis
11 deuxième et le premier n'est pas conforme et
12 j'obtiens le projet, je deviens le preneur du
13 contrat additionnel.

14 Me DENIS HOULE :

15 Q. [207] Vous êtes substitué à...

16 R. Substitué. Ça pourrait arriver. Une erreur de
17 soumission dans les présentations, c'est soit le
18 cautionnement n'était pas de la bonne façon.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [208] Et dans un tel cas, qu'advierait-il?

21 R. Dans quel cas? Si vous avez des prix qui sont
22 identiques dans toutes les pages, dans tous les
23 règlements, et si vous faites un changement mais
24 vous ne le faites pas dans l'autre règlement, c'est
25 clair et net que le contrat peut être annulé.

1 Q. [209] Oui, mais qu'est-ce qui arriverait dans ce
2 cas-là?

3 R. Ah! C'est que c'est le prochain qui...

4 Q. [210] Je comprends.

5 R. Oui.

6 Q. [211] Admettons que vous êtes le prochain.

7 R. J'exécute les travaux.

8 Q. [212] Donc vous l'auriez exécuté le travail?

9 R. Je l'aurais exécuté, oui.

10 Q. [213] Bon.

11 R. Oui.

12 Q. [214] Alors à ce moment-là, exécutant le travail,
13 la compagnie de caution n'a pas un grand risque non
14 plus.

15 R. Il n'y a pas de risque.

16 Q. [215] Bon. Ce qui veut dire que pour vous permettre
17 de soumissionner sur dix (10) ou quinze (15)
18 contrats en même temps.

19 R. Hum, hum.

20 Q. [216] Lorsque vous dites « On n'est pas sérieux
21 dans cette offre-là. ».

22 R. Bien, en fait, c'est à nous, la compagnie
23 d'assurance elle nous donne les cautions selon les
24 capacités si on peut le réaliser. Si je leur ai
25 demandé comme maître Crépeau vingt-cinq millions

1 (25 M\$), c'est sûr qu'on n'aurait jamais pu
2 l'obtenir. Et c'est pour ça que lorsque le délai le
3 quatre (4) décembre et deux semaines après on a eu
4 une autre série de soumissions...

5 Q. [217] Qui représentaient beaucoup.

6 R. Beaucoup encore, mais c'est avec les ingénieurs-
7 conseils, et la Ville, la direction, les octrois,
8 les compagnies conformes, c'est connu trois, quatre
9 jours après. C'est connu. Alors si sur douze (12)
10 projets j'en ai seulement qu'un, la compagnie de
11 caution elle n'a pas à avoir cette responsabilité.

12 Q. [218] Mais d'un autre côté, si vous faites partie
13 d'un système de complaisance et que vous n'avez pas
14 le cautionnement.

15 R. Hum, hum.

16 Q. [219] C'est une fausse. De toute façon, c'en est
17 toujours une fausse mais, de toute manière, pour
18 que ça ait un air de vraisemblance, il faut que
19 vous puissiez avoir la caution.

20 R. Si on n'a pas de caution on n'a pas d'appel
21 d'offres.

22 Q. [220] Alors dans cette optique-là, c'est pour ça
23 que vous dites aux compagnies d'assurance que tel
24 ou tel projet vous n'êtes pas sérieux dedans.

25 R. Eux, il y a toujours un risque pour eux si jamais

1 que je peux rafler tous les projets, mais s'ils ont
2 pris le risque, c'est possible que je puisse les
3 exécuter quand même.

4 Q. [221] Oui, mais sachant que vous n'êtes pas sérieux
5 dans l'une ou l'autre, le risque est de beaucoup
6 amoindri.

7 R. Amoindri pour la caution, mais, eux, ils ne le
8 savent pas. Oui.

9 Q. [222] Mais, vous dites que vous leur dites que vous
10 n'êtes pas sérieux.

11 R. Non, en fait, on leur dit - comment je pourrais
12 dire. C'est que on se protège nous-même de ne pas
13 prendre d'autres projets additionnels, mais, eux,
14 ils ne le savent pas du tout.

15 Q. [223] Mais, c'est parce que vous avez dit...

16 R. Oui, oui.

17 Q. [224] ... que vous leur disiez que vous n'étiez pas
18 sérieux.

19 R. Sérieux, mais... « sérieux », peut-être mal exprimé
20 pour...

21 Q. [225] Mais, je pense que eux comprennent...

22 R. Oui.

23 Q. [226] ... quand vous dites que vous n'êtes pas
24 sérieux.

25 R. « Eux comprennent », je ne suis pas dans leur...

1 dans leur mentalité à eux là, de quelle façon que
2 eux peuvent le percevoir.

3 Q. [227] Merci.

4 R. Merci.

5 (10:06:27)

6 Me DENIS HOULE :

7 Q. [228] Effectivement, quand vous demandez un
8 cautionnement, c'est par l'intermédiaire de votre
9 courtier.

10 R. Oui, tout à fait.

11 Q. [229] Vous n'avez pas de contact directement avec
12 l'assureur, c'est exact?

13 R. Non, pas du tout, pas du tout, pas du tout.

14 Q. [230] Et lorsque vous payez une prime pour le
15 cautionnement de soumission...

16 R. Hum, hum.

17 Q. [231] ... c'est exact, vous devez nécessairement de
18 toute façon avoir un cautionnement...

19 R. Oui.

20 Q. [232] ... pour répondre à un appel d'offres.

21 R. Ah! Tout à fait.

22 Q. [233] Hein! Sans ça, votre soumission est refusée.

23 R. Elle est refusée.

24 Q. [234] Et si vous êtes le gagnant ou si vous êtes en
25 substitution à un premier gagnant qui ne répond pas

1 aux conditions...

2 R. Oui, oui.

3 Q. [235] ... à ce moment-là votre cautionnement est
4 transformé en un cautionnement d'exécution.

5 R. D'exécution, tout à fait.

6 Q. [236] Et là vous payez une prime supérieure.

7 R. Ah! On paye le plein prix de la caution.

8 Q. [237] O.K.

9 R. Oui.

10 Q. [238] Je voudrais juste éclaircir un petit peu les
11 contrats que vous obtenez sous l'appellation
12 « MOP ».

13 R. Oui.

14 Q. [239] O.K. Alors... parce que c'est un petit peu
15 nébuleux les réponses que vous donniez hier. Est-ce
16 que finalement c'était la Ville ou le développeur
17 qui choisissait l'entrepreneur?

18 R. La Ville donne des suggestions au développeur.

19 Q. [240] Oui.

20 R. Si le développeur ne connaît pas le milieu
21 d'entrepreneurs, lui, il va les suggérer.

22 Q. [241] D'accord.

23 R. Et celui qui le suggère, c'est le directeur de
24 génie, donc Claude Deguise.

25 Q. [242] C'est ça que j'allais vous demander. Alors,

1 c'est monsieur Deguise qui suggère.

2 R. Oui, oui. Par contre, le développer a un droit
3 aussi d'en rajouter de ses propres grés.

4 Q. [243] Oui, j'ai compris ça.

5 R. Oui.

6 Q. [244] Est-ce que quand monsieur Deguise suggère
7 certaines entreprises, certains entrepreneurs, il
8 réfère toujours à des gens qui font partie du
9 groupe collusionnaire?

10 R. Je peux pas vous dire, je suis pas nécessairement
11 toujours présent.

12 Q. [245] Non, quand c'est...

13 R. Oui, dans ces...

14 Q. [246] Quand vous êtes présent, quand c'est votre
15 cas.

16 R. Quand je suis présent, bien, en fait, c'est...

17 Q. [247] Ce sont les mêmes entrepreneurs.

18 R. C'est les entrepreneurs, oui, mais il y a toujours
19 un autre entrepreneur qui est toujours rajouté
20 parmi eux. Oui.

21 Q. [248] Mais, ma question, je vais prendre
22 l'expression de mon confrère, ma question est la
23 suivante et je la répète. Est-ce que lorsque
24 monsieur Deguise fournit des noms d'entrepreneurs,
25 il se limite à consulter ou à les choisir à

1 l'intérieur du groupe collusionnaire?

2 R. C'est possible.

3 Q. [249] C'est plutôt ça, hein!

4 R. C'est possible. Oui.

5 Q. [250] O.K. Une dernière question, Monsieur Mer gl.

6 C'est que vous avez parlé de contribution assez
7 exceptionnelle, par exemple, pour Grégory Charles.

8 Alors...

9 R. Ah! Oui. Oui.

10 Q. [251] ... deux fois vingt-cinq mille dollars

11 (25 000 \$).

12 R. Une affaire semblable.

13 Q. [252] Et ça, c'est officiel ça.

14 R. Bien, c'est... c'est...

15 Q. [253] C'est légal.

16 R. C'est légal. Bien, c'est légal, oui.

17 Q. [254] C'est légal. Alors, à ce moment-là, c'est la
18 compagnie qui...

19 R. Oui.

20 Q. [255] ... qui fournit, c'était Nepcon Incorporée.

21 C'est l'époque de Nepcon?

22 R. Tout à fait, oui.

23 Q. [256] Évidemment, c'est déductible d'impôt.

24 R. Je présume.

25 Q. [257] Parce que c'est de la bienfaisance.

1 R. Oui, c'est de la bienfaisance, oui.

2 Q. [258] O.K. Merci. Je n'ai pas d'autre question.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Merci, Maître Houle. Est-ce que quelqu'un d'autre
5 désire interroger le témoin?

6 R. Bonne journée.

7 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

8 Je n'ai pas de question.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Vous n'avez pas de question. Je vois que... Est-ce
11 que vous savez si maître Rochefort avait des
12 questions? Parce qu'il brille par son absence.

13 Me DENIS HOULE :

14 Il a dit « non » hier.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Il a dit « non »! Parfait. Maître Sarrazin.

17 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

18 Ça va aller. Merci. Pas de questions.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Parfait.

21 Q. [259] Alors, merci beaucoup, Monsieur Mergl.

22 R. Merci beaucoup, Madame la Présidente.

23 Q. [260] Merci. Merci, Maître Filteau.

24 R. Merci.

25 (10:09:40)

1 Me CHRISTIANE FILTEAU :
2 Est-ce qu'on peut...
3 LA PRÉSIDENTE :
4 Oui, je sais.
5 Me CHRISTIANE FILTEAU :
6 ... régler la dernière...
7 LA PRÉSIDENTE :
8 Oui.
9 Me CHRISTIANE FILTEAU :
10 ... question sur la requête?
11 LA PRÉSIDENTE :
12 Oui.
13 Me CHRISTIANE FILTEAU :
14 Je vais peut-être... Je sais que mon confrère
15 maître Poulin me parlait peut-être de lundi après-
16 midi.
17 LA PRÉSIDENTE :
18 Je ne sais plus où vous en êtes rendue dans vos...
19 Bien, c'est que l'idée, c'est de recevoir les
20 transcriptions pour pouvoir mieux plaider, si l'on
21 veut.
22 Me CHRISTIANE FILTEAU :
23 Oui. Bien sûr.
24 LA PRÉSIDENTE :
25 Et qu'est-ce que vous en pensez, vous?

1 Me CHRISTIANE FILTEAU :

2 Bien, moi, lundi après-midi, ça me conviendrait.

3 D'après moi, les transcriptions devraient être
4 prêtes.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Ça peut être lundi matin aussi, onze heures
7 (11 h 00).

8 Me CHRISTIANE FILTEAU :

9 Ça pourrait être onze heures (11 h 00)!

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Onze heures (11 h 00).

12 Me CHRISTIANE FILTEAU :

13 Très bien.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Oui.

16 Me CHRISTIANE FILTEAU :

17 Alors, je prends pour acquis que c'est lundi matin
18 onze heures (11 h 00). Si jamais il y avait un
19 changement, je présume qu'on va m'en informer.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Parfait.

22 Me CHRISTIANE FILTEAU :

23 Merci beaucoup. Bonne journée.

24 Me PIERRE POULIN :

25 Ça nous convient.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Parfait.

3 Me CHRISTIANE FILTEAU :

4 Merci.

5 LA GREFFIÈRE :

6 C'est beau, Monsieur Mergl.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Merci, Monsieur Mergl.

9 R. Bonne journée. Merci beaucoup.

10 Q. [261] Bonne journée à vous aussi.

11

12 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

13

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Oui, Maître Tremblay.

16 Me SIMON TREMBLAY :

17 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le

18 Commissaire. On est prêt pour le prochain témoin,

19 il s'agit de maître Jean Bertrand...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Parfait.

22 Me SIMON TREMBLAY :

23 ... l'ex-agent officiel du Parti PRO des lavallois.

24 Il est prêt à rentrer dans les prochaines secondes.

25

- 1 LA PRÉSIDENTE :
- 2 Parfait. Merci. Merci, Maître Filteau.
- 3 Me CHRISTIANE FILTEAU :
- 4 Merci.
- 5
- 6
- 7

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce trentième (30e) jour du
2 mois de mai,
3

4 A COMPARU :
5

6 JEAN BERTRAND,
7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :
9

10 INTERROGÉ PAR Me SIMON TREMBLAY :

11 Q. [262] Merci beaucoup, Madame la Greffière. Vous
12 pouvez vous asseoir, Maître Bertrand.

13 R. Merci.

14 Q. [263] Donc, comme à l'habitude, Maître Bertrand, on
15 va faire un peu votre parcours académique et
16 professionnel avant de rentrer dans le coeur du
17 sujet. Donc, votre formation, je comprends que vous
18 êtes avocat?

19 R. Oui.

20 Q. [264] O.K.

21 R. J'ai été reçu en décembre quatre-vingts (80).

22 Q. [265] D'accord. Avant d'être reçu avocat, qu'est-ce
23 que vous avez fait?

24 R. J'étais commerçant.

25 Q. [266] O.K.

1 R. Vers l'âge de dix-sept (17) ans, environ, mon père
2 m'a parti un commerce, à moi et mon frère, dans les
3 véhicules automobiles Toyota, véhicules neufs. On a
4 été commerçants pendant à peu près, on pourrait
5 dire six ans, sept ans, six ans, dans ce coin-là,
6 et après ça moi j'ai retourné aux études pour
7 devenir avocat.

8 Q. [267] Pour finalement compléter, donc, pour devenir
9 membre du tableau de l'ordre du Barreau du
10 Québec...

11 R. Exact.

12 Q. [268] ... en mil neuf cent quatre-vingt (1980).

13 R. Exact, oui.

14 Q. [269] Une fois que vous avez complété votre stage,
15 qu'avez-vous fait? Au niveau professionnel, bien
16 entendu.

17 R. J'ai parti mon propre bureau dans un immeuble qui
18 appartenait à mes parents, pour essayer d'avoir les
19 coûts fixes les plus bas possible. J'ai parti à mon
20 propre compte, et j'ai commencé à faire de
21 l'organisation politique. J'en faisais déjà quand
22 j'étais plus jeune, et j'ai commencé à faire de
23 l'organisation politique au niveau municipal dans
24 le district de Pont Viau.

25 Q. [270] Parfait. On va y revenir, on va juste

1 terminer un peu votre parcours professionnel...
2 personnel.

3 R. Oui. Excusez.

4 Q. [271] Et professionnel, par le fait même. Donc,
5 vous ouvrez seul...

6 R. Oui.

7 Q. [272] Donc, vous partez avec pas de partenaire...

8 R. Exact. Seul.

9 Q. [273] Aucun associé, ou... Vous débutez seul, dans
10 un immeuble qui appartient alors à vos parents.

11 R. Oui.

12 Q. [274] Et cette aventure-là, seul, va se terminer en
13 quelle année?

14 R. Mai deux mille six (2006).

15 Q. [275] Mai deux mille six (2006). De quatre-vingt-un
16 (81) à deux mille six (2006), donc, vous êtes à
17 votre compte. Quel genre de pratique avez-vous,
18 quel genre de clientèle avez-vous?

19 R. J'ai des Caisses Populaires, beaucoup de Caisses
20 Populaires, parce que j'étais impliqué dans les
21 Caisses Populaires. Droit immobilier. Beaucoup de
22 vices cachés. Beaucoup de corrections de titres
23 aussi. Et j'ai commencé aussi du divorce. Du litige
24 en général en droit civil. Du commercial aussi.

25 Q. [276] Vous faisiez un peu de tout.

- 1 R. Oui. C'est mes clients qui...
- 2 Q. [277] Qui dictaient le genre de pratique.
- 3 R. Ma pratique. Oui.
- 4 Q. [278] O.K. Vous dites que vous avez été impliqué au
- 5 niveau des Caisses Populaires.
- 6 R. Oui.
- 7 Q. [279] Pouvez-vous nous en parler davantage?
- 8 R. J'étais administrateur dans une Caisse Populaire à
- 9 partir d'environ mil neuf cent quatre-vingt-un
- 10 (1981), et aller à tout récemment.
- 11 Q. [280] O.K. Récemment en deux mille douze (2012),
- 12 treize (13)?
- 13 R. Deux mille douze (2012). J'ai démissionné lorsqu'il
- 14 y a eu la perquisition à mon domicile.
- 15 Q. [281] O.K.
- 16 R. J'ai démissionné pour ne pas entacher la réputation
- 17 des Caisses, qui n'ont rien à voir là-dedans, là.
- 18 Q. [282] Quand vous dites perquisition à votre
- 19 domicile?
- 20 R. Oui. J'ai eu une perquisition à mon domicile, et en
- 21 même temps au bureau du Parti PRO des Lavallois le
- 22 vingt (20) novembre deux mille douze (2012).
- 23 Q. [283] O.K. On va y revenir plus tard. Donc, vous
- 24 avez été administrateur...
- 25 R. Oui.

1 Q. [284] ... pendant une bonne période de temps des
2 Caisses Populaires.

3 R. Oui.

4 Q. [285] Est-ce que c'est la seule implication que
5 vous avez eue au niveau des Caisses Populaires?

6 R. Oui.

7 Q. [286] Donc, une seule Caisse Populaire.

8 R. Oui. Mais ça m'emmenait des clients. Vous savez,
9 c'est de se faire connaître, là. Quand j'ai parti
10 mon bureau en mil neuf cent quatre-vingt (1980), je
11 me disais je suis un bon avocat, je vais me faire
12 connaître. C'est en m'impliquant un peu partout que
13 je me suis fait connaître comme avocat, pour
14 pouvoir avoir des clients pour ma pratique.

15 Q. [287] O.K. Les Caisses Populaires, c'était des
16 réclamations, c'est...

17 R. Les Caisses Populaires, oui. Des prises en
18 paiement, des réclamations, des prêts personnels.
19 Il y avait des périodes, il y avait beaucoup de
20 reprises en paiement, des recours hypothécaires.
21 Oui, j'ai fait ça aussi pour les Caisses.

22 Q. [288] D'accord. Et donc, vous nous avez dit il y a
23 quelques instants qu'en mai deux mille six (2006)
24 s'est terminée l'aventure de votre bureau en
25 pratique solitaire?

1 R. Oui. Oui. Oui.

2 Q. [289] Qu'est-ce que vous avez fait, en mai deux
3 mille six (2006), au niveau professionnel?

4 R. J'ai joint le bureau de Dunton Rainville à Laval
5 comme avocat-conseil.

6 Q. [290] Et est-ce que vous êtes encore à cet endroit-
7 là?

8 R. Non. Depuis mai deux mille douze (2012) ou environ,
9 là.

10 Q. [291] Donc, ça fait environ un an que vous avez
11 quitté.

12 R. Oui.

13 Q. [292] Dunton Rainville. Vous avez effleuré votre
14 implication politique, on va y venir, justement.
15 Est-ce que ça remonte à loin, votre implication au
16 niveau de la politique, que ce soit municipal ou
17 provincial?

18 R. J'ai commencé en soixante-douze (72), j'avais vingt
19 (20) ans, pour le Parti québécois, dans Laval-des-
20 Rapides, comme chef de secteur dans l'organisation.

21 Q. [293] O.K. Donc, mil neuf cent soixante-douze
22 (1972), c'est votre première expérience politique à
23 ce moment-là?

24 R. Mon père était un organisateur politique. J'ai
25 toujours vécu, baigné dans l'organisation

1 politique. Mon père était un organisateur
2 politique. Ça m'a amené à être plus sensible à ce
3 genre d'occupation-là, oui.

4 Q. [294] Au niveau provincial, est-ce que vous vous
5 êtes réimpliqué de façon plus poussée à l'avenir?

6 R. Non. Après... Non. Après...

7 Q. [295] Dans le futur, pardon?

8 R. En soixante-douze (72)... En soixante-seize (76),
9 non, parce que là j'étais aux études. En quatre-
10 vingt-un (81), là je me suis impliqué au niveau
11 municipal, mais je n'ai jamais retourné au
12 provincial. J'ai fait une petite excursion au
13 fédéral, dans le temps du beau risque de monsieur
14 René Lévesque, à l'époque de monsieur Mulroney,
15 j'avais été organiser dans un comté.

16 Q. [296] Parfait. Donc, si on va au niveau municipal,
17 vous dites, donc, en quatre-vingt-un (81) vous
18 débutez votre implication?

19 R. Quatre-vingt-un (81). Oui.

20 Q. [297] Expliquez-nous un peu le contexte du début de
21 votre implication au niveau municipal.

22 R. Oh, bien, j'étais reconnu un peu comme un
23 organisateur, parce que j'avais été chef de secteur
24 en soixante-douze (72) dans le Parti québécois, et
25 mon père étant un ancien organisateur aussi, était

1 quand même un commerçant très connu à Laval. Son
2 ami, maître Rosaire Gauthier, qui était maire de
3 Pont Viau à l'époque, avant la fusion, son fils,
4 Georges Gauthier, notaire lui aussi, voulait se
5 présenter comme candidat dans l'équipe de monsieur
6 Lefebvre en mil neuf cent quatre-vingt-un (1981),
7 et il m'a demandé d'aller faire son organisation
8 électorale dans son quartier.

9 Q. [298] Donc, à titre d'organisateur électoral?

10 R. À titre d'organisateur.

11 Q. [299] O.K. Est-ce que ça... Vous avez été...

12 R. On a perdu dans le quartier.

13 Q. [300] Ah! D'accord?

14 R. Mais on a gagné à la mairie, et aussi, je pense,
15 une majorité peut-être de... À l'époque c'était
16 vingt-quatre (24) districts, peut-être treize, onze
17 (13/11), là, ou douze, onze (12/11), là, c'était
18 vraiment serré au niveau des districts, mais la
19 mairie de monsieur Lefebvre avait gagné.

20 Q. [301] Et à partir de ce moment-là, comment mesurez-
21 vous votre implication?

22 R. Bien j'ai toujours resté impliqué dans le Parti
23 parce que moi j'étais toujours, pourquoi je faisais
24 ça, c'était à la recherche de mandats pour mon
25 bureau, pour me faire connaître aussi de tout le

1 monde, ça m'amenait des mandats. Dans le fond, moi
2 en étant organisateur je n'étais vraiment jamais un
3 perdant parce que je me faisais connaître, c'était
4 le but de ce que je faisais, me faire connaître
5 pour aller chercher des clients.

6 Mais j'ai commencé à avoir des mandats,
7 c'est monsieur Lefebvre le premier qui m'a donné ma
8 chance à avoir des mandats de la Ville de Laval.

9 Q. [302] Quand vous dites...

10 R. Mais pas exclusivement de Ville de Laval.

11 (10:18:09)

12 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

13 Excusez-moi, Maître. Je vais évoquer à ce stade-ci
14 puisqu'il est question de mandats de Ville de Laval
15 le principe sacro-saint du secret professionnel que
16 tout tribunal, incluant cette commission, doit lui-
17 même voir à faire respecter. Je n'ai aucune idée de
18 la ligne de questions qui est entrevue par mon
19 confrère, mais c'est une mise en garde pour éviter
20 que nous sombrions dans un problème de violation du
21 secret professionnel.

22 Et comme vous savez je représente Ville de
23 Laval, l'institution, je n'ai aucune indication que
24 maître Bertrand, ès qualités de procureur ayant des
25 mandats de Ville de Laval est libéré de son secret

1 professionnel. Alors, c'est préventif mon
2 intervention, mais je préférerais que la Commission
3 soit au courant et évidemment maître Tremblay
4 également.

5 Me SIMON TREMBLAY :

6 Vous n'avez pas à vous inquiéter, Maître Longtin,
7 la seule, le plus loin qu'on va aller au niveau du
8 secret professionnel c'est la nature des mandats,
9 on ne parlera pas d'aucun dossier en particulier.
10 Et je ne crois pas qu'à la raison principale de
11 l'interrogatoire de monsieur, de maître Bertrand
12 c'est à titre d'agent officiel du Parti PRO et dans
13 ce cadre-là le fait qu'il soit avocat pour moi est
14 accessoire, il n'est pas dans le cadre de ses
15 fonctions d'agent officiel. Mais je prends note de
16 votre commentaire.

17 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

18 Vous m'en voyez ravi et soyez assuré que
19 j'interviendrai si nécessaire, mais je ne crois pas
20 que ça le sera. Merci.

21 Me SIMON TREMBLAY :

22 Vous serez le bienvenu.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Alors, je pense que je n'ai pas à intervenir.

25

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Q. [303] Donc, on était, vous nous disiez, dans le
3 fond, que c'était une forme de marketing si on veut
4 pour vous le fait de vous impliquer bénévolement au
5 niveau du Parti PRO des Lavallois et vous nous
6 disiez lorsque maître Longtin s'est levé pour faire
7 son intervention que le premier qui vous avait
8 donné une chance au niveau de vous avoir confié des
9 mandats juridiques c'est monsieur Lefebvre?

10 R. Oui.

11 Q. [304] Là, j'allais vous demander qui est monsieur
12 Lefebvre, vous parlez de Claude Ulysse Lefebvre?

13 R. Qui est le maire qui était dans l'équipe du Parti
14 PRO des Lavallois.

15 Q. [305] Qui a été élu en quatre-vingt-un (81)?

16 R. Qui a été élu en quatre-vingt-un (81), oui.

17 Q. [306] Donc, lui il vous donne votre première
18 chance?

19 R. Oui.

20 Q. [307] Il va vous donner quel genre de mandats?

21 R. Des mandats de perception, uniquement. Au début
22 c'était des mandats de perception. Donc, mes
23 honoraires variaient selon le succès que j'avais à
24 percevoir les comptes. C'est-à-dire que si je
25 pouvais percevoir le compte, j'avais une

1 commission.

2 Q. [308] À ce moment-là, je vais m'arrêter ici pour...

3 R. Excusez.

4 Q. [309] ... ne pas fatiguer les jambes de mon
5 confrère, maître Longtin. Donc, c'est le genre de
6 mandat que vous aviez, à ce moment-là?

7 R. Oui.

8 Q. [310] La première fois que vous avez des mandats
9 est-ce qu'on vous explique que c'est, parce que
10 vous donnez beaucoup de temps au Parti, donc, c'est
11 une façon un peu de vous renvoyer l'ascenseur?

12 R. Moi, on ne m'a pas dit ça. Moi, mais j'ai vu ça
13 comme ça, oui. Je mets du temps puis je me fais
14 connaître. J'ai travaillé comme organisateur puis
15 après être organisateur, j'ai travaillé à la
16 rédaction des statuts du Parti. J'étais présent à
17 toutes les réunions du conseil de ville pour
18 montrer que j'étais là, comme on dit loin des yeux,
19 loin du coeur. Je me montrais le plus possible pour
20 justement avoir des mandats et j'ai eu des mandats
21 de monsieur Lefebvre.

22 Mais je n'avais pas, comment que je dirais
23 ça, de pouvoir quelconque, je ne rendais pas de
24 service à monsieur Lefebvre comme tel. J'étais dans
25 mon quartier de Pont-Viau qui avait perdu son

1 élection.

2 Q. [311] Et, grosso modo, bon an mal an, vous faisiez
3 environ combien d'honoraires avec la Ville de Laval
4 et là je comprends qu'entre quatre-vingt-un (81) à
5 deux mille six (2006), juste la valeur du dollar
6 fluctue, mais en dollars d'aujourd'hui
7 approximativement pour nous donner une idée, Maître
8 Bertrand?

9 R. Ma méthode de fonctionnement au niveau comptable,
10 je n'ai jamais regardé les chiffres d'affaires, moi
11 ce que je regardais c'est ce que j'avais à la fin.
12 Puis c'est pour ça, moi ce que j'essayais de faire,
13 j'avais un bureau avec les coûts fixes les plus bas
14 possibles, pas de loyer à payer, presque rien à
15 payer, mes coûts variables, secrétaire, tout ça,
16 puis il y a même des temps où je n'avais même pas
17 de secrétaire. Pour moi c'était le profit à la fin
18 de l'année. Puis je ne pouvais pas vous dire, mais
19 ce que je peux vous dire c'est que les premières
20 années la Ville de Laval ne représentait pas vingt
21 pour cent (20 %) de ma pratique. Puis dans les
22 années ça a fluctué, ça a déjà monté jusqu'à
23 soixante (60), soixante-dix pour cent (70 %), puis
24 ça a déjà descendu à vingt pour cent (20 %) de ma
25 pratique. Même dans des années où je m'impliquais

1 beaucoup plus, parce que j'avais des dossiers de
2 responsabilité civile.

3 Q. [312] Donc, s'il y a une grosse pluie vous allez
4 avoir plus de dossiers d'une année?

5 R. S'il y a des chutes sur les trottoirs.

6 Q. [313] Sur la glace un hiver, il y a plus de
7 réclamations?

8 R. C'est ça, ou je faisais aussi des responsabilités
9 contractuelles. S'il y avait des dommages causés
10 par des entrepreneurs dans l'exécution de leurs
11 travaux, j'avais, pas tous les mandats de la Ville,
12 j'avais, j'étais le petit bureau qui ne
13 concurrençait pas personne. Moi, je faisais, dans
14 le fond, des dossiers qui n'intéressaient pas les
15 plus gros bureaux. Parce que pour eux ce n'était
16 peut-être pas payant puis pour moi avec mes coûts
17 fixes les plus bas possibles, tout était payant.

18 Q. [314] C'était suffisant pour gagner?

19 R. Bien j'étais avocat tout seul, je n'ai pas besoin
20 de milliers de dossiers pour rouler, là. Puis moi
21 j'avais ma qualité de vie. Je commençais à neuf
22 heures (9 h) le matin puis à cinq heures (5 h) mon
23 crayon tombait sur mon bureau et je m'occupais de
24 ma famille, je m'en allais à ma famille. Puis j'ai
25 toujours été quelqu'un d'assez méticuleux, j'étais

1 toujours prêt moi à une semaine ou deux avant le
2 procès, jamais la veille. J'étais... je prenais mon
3 temps, j'organisais bien mon temps puis... non, ce
4 n'était pas la recherche absolue des mandats, puis
5 je n'ai jamais demandé de mandat à personne
6 directement comme ça, en disant: « Je veux des
7 mandats », je n'ai jamais, à personne, jamais, même
8 pas dans les caisses populaires, même pas à la
9 Ville ou dans d'autres clients, commissions
10 scolaires, j'ai déjà eu de la perception de
11 commissions scolaires, jamais.

12 Q. [315] C'est que vous étiez quelqu'un de prévoyant,
13 vous n'étiez pas le genre à préparer le matin
14 même...

15 R. Non.

16 Q. [316] ... un témoin pour un procès?

17 R. Non. Comme aujourd'hui, là.

18 Q. [317] Vous dites que vous avez participé à la
19 rédaction des statuts...

20 R. Oui.

21 Q. [318] ... du parti. On est en quelle année,
22 approximativement?

23 R. Quatre-vingt-deux (82), quatre-vingt-trois (83),
24 dans ces années-là, oui.

25 Q. [319] Mais le parti existe déjà, sauf qu'il est...

1 R. Excusez-moi, je dirais quatre-vingt-quatre (84),
2 parce que les statuts du parti ont été rédigés
3 après ce qu'on a appelé la tentative de putsch à
4 Laval, en quatre-vingt-quatre (84), c'est en
5 quatre-vingt-quatre (84) que j'ai fait les statuts
6 du parti, avec d'autres personnes.

7 Q. [320] Parfait. Parlez-nous de cette tentative de
8 putsch là, en mil neuf cent quatre-vingt-quatre
9 (1984).

10 R. Pour faire une histoire courte, c'est le maire,
11 monsieur Lefebvre, qui ne s'entendait pas avec le
12 numéro 2 et le numéro 3 de l'administration
13 municipale.

14 Q. [321] O.K.

15 R. Et les numéro 2 et numéro 3 sont partis puis ils
16 ont amené avec eux tous les conseillers municipaux.

17 Q. [322] Tous?

18 R. Tous.

19 Q. [323] Incluant l'opposition ou tous ceux du Parti
20 PRO?

21 R. Non, du PRO.

22 Q. [324] O.K.

23 R. Et là, monsieur Vaillancourt était isolé seul et...

24 Q. [325] Monsieur Lefebvre, vous voulez dire?

25 R. Monsieur... oui, monsieur Lefebvre était isolé,

1 exactement.

2 Q. [326] O.K.

3 R. Et moi, j'ai resté avec le groupe de monsieur
4 Lefebvre.

5 Q. [327] Qui était dans le groupe de monsieur
6 Lefebvre?

7 R. Il y avait Jean Gauthier, qui était un ami de mon
8 père et j'ai resté avec lui parce que c'était des
9 liens d'amitié, il y avait Jean Gauthier qui était
10 là puis quelques autres personnes, là, mais
11 vraiment, il était seul, monsieur Lefebvre, à cette
12 époque-là.

13 Q. [328] Puis la raison pourquoi vous suivez monsieur
14 Lefebvre...

15 R. Parce que j'étais un lien d'amitié avec Maître Jean
16 Gauthier.

17 Q. [329] C'est quoi votre lien d'amitié avec Maître
18 Gauthier?

19 R. Maître Gauthier a à peu près... je pense qu'il a
20 soixante-douze (72), soixante-treize (73) ans, j'ai
21 soixante (60) ans, il a treize (13) ans de
22 différence, il y avait à peu près la même
23 différence d'âge avec mon père à l'époque et mon
24 père a fait des organisations politiques avec
25 Maître Gauthier. C'était un ami de mon père. Et

1 moi, quand je l'ai rencontré comme tel, c'était en
2 quatre-vingt-un (81), lors des élections, la
3 première élection et il m'a vu à peu près deux,
4 trois semaines avant, il m'a dit: « Bon, bien, le
5 fils de Roger? - Oui, je suis le fils de Roger »,
6 puis mon père était quand même très connu, c'était
7 un commerçant de machinerie agricole à Laval, donc
8 il connaissait tous les originaires de Laval qui
9 étaient des cultivateurs, à l'époque, il vendait
10 même de la machinerie agricole jusqu'en Afrique du
11 Nord, là, il était connu, très connu. Puis là, il
12 me disait: « Bien, ton père, c'était mon ami, puis
13 je vais t'aider comme ton père m'a aidé à
14 l'époque », puis il s'est créé un lien avec lui,
15 puis même là, il me disait: « Je vais faire de toi
16 un candidat »... non, pas je vais faire...
17 « J'aurais pu faire de toi un candidat, mais là on
18 est trop tard », mais je n'aurais pas voulu être un
19 candidat, j'étais quelqu'un d'organisation. Mais il
20 était quand même très impliqué, très proche de
21 monsieur Lefebvre à cette époque. C'est quelqu'un
22 qui était en politique, qui était en politique
23 depuis une cinquantaine d'années, là, avec Maître
24 Tétrault, là, qui a été le deuxième maire de Laval,
25 après monsieur Lavoie.

1 Q. [330] Avant monsieur Paiement?

2 R. Avant monsieur Paiement.

3 Q. [331] O.K. Et donc, comment va se terminer ce
4 putsch-là?

5 R. Ce putsch-là, c'est que...

6 Q. [332] Est-ce qu'il va réussir ou non?

7 R. ... le maire... le maire, lui, il est élu par toute
8 la Ville de Laval, alors que les conseillers sont
9 élus dans chacun de leur secteur. Et les
10 conseillers ont fini par revenir, disons... c'est
11 ça, ils ont fini par revenir, à force d'être
12 appelés puis mettre une certaine pression politique
13 sur eux, ils ont fini par revenir. Et, en même
14 temps, monsieur Lefebvre a décidé de - comment je
15 pourrais bien dire ça - couper la tête de
16 l'opposition, il a fait une entente avec monsieur
17 Vaillancourt, qui était le chef de l'opposition.

18 Q. [333] O.K.

19 R. Qui a joint l'équipe de monsieur Lefebvre, à
20 l'époque du putsch.

21 Q. [334] Donc...

22 R. C'est là qu'en quatre-vingt-quatre (84), monsieur
23 Lefebvre... monsieur Lef... monsieur Vaillancourt a
24 transféré de l'équipe... de l'ancienne équipe
25 Paiement pour transférer dans l'équipe de monsieur

1 Lefebvre.

2 Q. [335] Donc, est-ce qu'on se trouvait dans une
3 situation d'absence d'opposition, à ce moment-là,
4 ou il restait encore...

5 R. Non, il restait de l'opposition, mais disons qu'on
6 leur avait coupé la tête, parce que le dirigeant...

7 Q. [336] O.K., c'est le dirigeant de l'opposition...

8 R. ... qui était monsieur Vaillancourt, exactement.

9 Q. [337] O.K. Et...

10 R. Là, on rentrait... pour nous, on rentrait le loup
11 dans la bergerie, là, c'était le pire ennemi, puis
12 du jour au lendemain, bien, il devenait notre
13 allié.

14 Q. [338] O.K. Et pour vous, personnellement, au sein
15 du parti, quelles ont été les conséquences du
16 putsch?

17 R. Bien, moi, c'est là que Maître Jean Gauthier m'a
18 recommandé pour être représentant officiel, donc,
19 de prendre le contrôle de la caisse électorale du
20 parti à cette époque, qui était dénudée, là, il n'y
21 avait rien dans la caisse, là.

22 Q. [339] O.K. Donc, c'est à ce moment-là que vous avez
23 débuté vos fonctions?

24 R. Exact, comme représentant officiel, en mil neuf
25 cent quatre-vingt-quatre (1984), là, je ne me

1 rappelle pas les mois, là, mais...

2 Q. [340] Cette fonction-là, vous allez...

3 R. Jusqu'en...

4 Q. [341] ... l'occuper...

5 R. ... janvier deux mille douze (2012)... deux mille
6 treize (2013).

7 Q. [342] Donc, jusqu'à tout récemment?

8 R. Parce que je voulais partir avant, mais les
9 représentants du directeur général des élections
10 m'ont dit: « Prends tes responsabilités, ferme...
11 fais la dissolution ordonnée du parti » et j'ai
12 pris mes responsabilités puis j'ai retourné au-
13 dessus de un million trois cent mille (1,3 M\$), si
14 je calcule les comptes recevables, tout ça, au DGE,
15 pour aller, après ça, à la Ville de Laval.

16 Q. [343] On va y revenir à la dissolution...

17 R. Oui.

18 Q. [344] ... du parti, là, en temps et lieu. Si on
19 revient à vos fonctions comme représentant
20 officiel, là, pouvez-vous nous les détailler?

21 R. C'est un comptable, dans le fond. J'étais avocat
22 qui faisait un travail de comptable. C'était de
23 gérer les fonds, c'était de prendre les fonds, les
24 gérer, les déposer. Après ça, dépenser... il y a
25 une distinction entre le provincial et le

1 municipal. Au provincial, un député peut être
2 autonome et faire ses propres dépenses. Au
3 municipal, c'est le représentant officiel qui,
4 seul, dépense pour les conseillers et pour le
5 parti, les dépenses politiques. C'était ça un petit
6 peu aussi. C'est être au service des conseillers,
7 aussi, pour les aider, là, pour faire les dépenses
8 pour eux. Mais c'est un travail vraiment, au début
9 c'était un travail vraiment comptable.

10 Q. [345] O.K. Mais est-ce que vous êtes plus présent
11 pour... vous offrez plutôt du service au maire?

12 R. Oui.

13 Q. [346] Au comité exécutif? Aux conseillers?

14 R. Non. Au maire je ne suis pas, je n'ai jamais été au
15 service du maire. C'est pour ça que les gens qui
16 disaient que j'étais proche du maire, c'était
17 absolument faux. Le maire, lorsqu'il est élu, il
18 est entouré des attachés politiques, des porte-
19 parole, des secrétaires, du directeur général et
20 autres fonctionnaires et j'ajouterais un paquet de
21 gérants d'estrade, là. Moi, je n'avais pas de
22 contacts avec monsieur Vaillancourt. Donc, tout ce
23 qu'on pouvait voir dans les journaux, là, non, je
24 n'étais pas un proche de monsieur Vaillancourt, je
25 n'avais pas de contacts avec monsieur Vaillancourt.

1 Moi, j'avais des contacts plus avec les conseillers
2 qui n'étaient pas membres du comité exécutif. Un
3 peu de membres du comité exécutif mais comme eux
4 ils avaient un service de secrétariat, ils avaient
5 des secrétaires les membres du comité exécutif, ils
6 avaient des bureaux, alors que les autres
7 conseillers ils n'avaient pas aucune ressource ou
8 peut-être un bureau à l'hôtel de ville, j'étais
9 plus au service des conseillers et non pas au
10 service du maire.

11 Q. [347] C'est quoi exactement vos relations? Parce
12 que vous dites que vous n'êtes pas au service du
13 maire mais peut-être on va s'attarder maintenant
14 sur les relations que vous avez avec monsieur
15 Vaillancourt. Est-ce que c'est un ami? Est-ce que
16 vous allez manger au restaurant à toutes les
17 semaines?

18 R. Non, ce n'était pas un ami. J'ai dîné en tête à
19 tête avec monsieur Vaillancourt, en vingt-huit (28)
20 ans, trois fois.

21 Q. [348] Trois fois?

22 R. Trois fois. J'ai participé... J'organisais le
23 congrès général, j'organisais l'activité de la
24 cabane à sucre, j'organisais le cocktail bénéfice.
25 C'est certain que je le voyais là, mais c'était

1 mondain. Puis je n'avais pas le temps de manger ou
2 de parler avec lui, j'étais l'organisateur de ces
3 activités-là. Non. J'avais des... il a pu y avoir
4 des soupers avec monsieur Vaillancourt mais avec
5 beaucoup de personnes, là. Mais en tête à tête, je
6 n'ai même pas eu de soupers avec monsieur
7 Vaillancourt, en tête à tête.

8 Q. [349] Vous avez eu trois dîners.

9 R. Trois dîners. J'ai eu un souper qui passait proche
10 d'être un tête à tête mais j'avais mon fils et ma
11 bru qui étaient là lors d'un souper à Sainte-Anne-
12 de-Bellevue. J'essaie de tout me rappeler, là, mais
13 non, je n'avais pas de contacts avec monsieur
14 Vaillancourt. C'était une relation plus de, avec
15 l'autorité. J'ai toujours vouvoyé monsieur
16 Vaillancourt, je l'ai toujours vouvoyé en privé
17 comme en public.

18 10:31:50

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [350] Qui était présent outre votre fils et votre
21 bru à ce souper-là?

22 R. À ce souper-là? Mon fils, ma bru, moi, ma femme,
23 monsieur Vaillancourt, sa femme et à ce souper-là
24 s'est joint après monsieur Bernard Landry et son
25 épouse qu'on a rencontrés au restaurant à Sainte-

1 Anne-de-Bellevue et qui ont été sur le bateau de
2 monsieur Vaillancourt mais juste pour discuter, là,
3 ils n'ont pas fait de tour de bateau. C'est pour ça
4 que je me rappelle de ce souper.

5 Q. [351] Merci.

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 Q. [352] Puis c'était quoi à la base, avant cette
8 rencontre fortuite là avec monsieur Landry, c'était
9 quoi la raison de ce souper-là entre, dans le fond,
10 entre vos deux familles?

11 R. C'était... monsieur Vaillancourt, l'été, prenait
12 son bateau et il invitait plusieurs personnes et
13 c'est arrivé qu'il m'a invité une fois comme ça à
14 aller souper.

15 Q. [353] Dans ce cadre...

16 R. On partait en bateau, on allait à Sainte-Anne-de-
17 Bellevue puis on retournait. Je pense que c'était
18 une marina, je ne me rappelle pas quelle marina.

19 Q. [354] Puis dans ce cadre-là...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [355] C'était en quelle année?

22 R. Ouf! Madame, je ne pourrais pas... Dans les, je
23 pourrais dire peut-être dans les années deux mille
24 (2000), je ne pourrais pas vous dire. Mais à
25 l'époque monsieur Landry n'était pas premier

1 ministre, là, mais dans les années peut-être deux
2 mille cinq (2005), dans ces coins-là, deux mille
3 quatre (2004). Je ne le sais pas, je ne pourrais
4 pas... J'essaie de vous donner une réponse, là...

5 Me SIMON TREMBLAY :

6 Q. [356] Quand vous dites que monsieur Landry n'était
7 pas premier ministre, c'est avant ou après sa
8 période de premier ministre?

9 R. Je pense que c'était après. Après.

10 Q. [357] Dans le cadre de ce...

11 R. Bien, peut-être pas parce qu'il y avait une escorte
12 avec lui. Il y avait des policiers de la Sûreté du
13 Québec avec lui. Il était peut-être premier
14 ministre.

15 Q. [358] Ou ministre mais...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [359] Mais ça n'indique pas nécessairement qu'il
18 n'était plus premier ministre.

19 R. C'est... ah! peut-être, oui, c'est vrai. Mais je me
20 rappelle qu'il y avait... J'essaie de vous... Je me
21 rappelle qu'il y avait une escorte.

22 Me SIMON TREMBLAY :

23 Q. [360] Dans le cadre de ce souper-là, est-ce qu'il y
24 a eu des conversations relativement au Parti PRO
25 des Lavallois ou...

1 R. Mondain. Point.

2 Q. [361] Et si je reviens, vous avez dit que vous avez
3 eu en vingt-huit (28) ans l'occasion de dîner avec
4 lui à trois reprises.

5 R. Oui.

6 Q. [362] Quel genre de conversations avez-vous lorsque
7 vous dînez avec lui, compte tenu que ce n'est pas
8 un ami ou une connaissance?

9 R. Uniquement politique. Uniquement d'organisation
10 politique, politique. Pas de financement. Il ne
11 s'occupait pas du financement du PRO. Il y a eu une
12 des discussions où il y avait eu un chèque en deux
13 mille huit (2008) qu'on va peut-être revenir plus
14 tard.

15 Q. [363] On va y revenir tout à l'heure, oui.

16 R. Ça, c'était le troisième dîner, celui-là.

17 Q. [364] O.K.

18 R. Les deux autres, le premier c'était au Hilton,
19 c'était à l'époque, je pense, qu'il pensait peut-
20 être aller en politique provinciale. Je me rappelle
21 de ça. Ça, c'est au Hilton, le premier dîner. Puis
22 le deuxième, c'était à un autre restaurant, au
23 Sterlings, comme je vous avais déjà parlé, mais je
24 ne me rappelle pas vraiment du contenu. Il devait y
25 avoir rien d'important parce qu'on ne parlait que

1 de politique. Je n'ai jamais parlé d'argent avec
2 monsieur Vaillancourt.

3 Q. [365] Mais est-ce que vous le rencontriez des fois
4 à son bureau?

5 R. Oui, j'ai déjà été à son bureau à plusieurs
6 reprises. Les premiers temps, j'allais là, c'était
7 comme un petit peu une rencontre officielle avec
8 les états financiers du parti.

9 Q. [366] Bien là, quand vous dites les premiers temps,
10 on est en quelle année?

11 R. Premiers temps, quatre-vingt-neuf (89), qu'il a été
12 élu en quatre-vingt-neuf (89).

13 Q. [367] Donc, les premiers temps de monsieur
14 Vaillancourt à la mairie.

15 R. À la mairie. À la mairie. J'allais le voir quand je
16 faisais mes états financiers comme représentant
17 officiel et que je les déposais en fin février,
18 début mars, milieu mars. J'allais le voir à la
19 place de lui envoyer une copie, j'allais le voir
20 avec les états financiers pour discuter des états
21 financiers. Mais ça a duré peut-être un an ou deux
22 parce que les discussions n'étaient pas très
23 élaborées. À la fin, j'envoyais les états
24 financiers, je le donnais au chef de cabinet.

25 Q. [368] Mais autrement que pour faire le rapport,

1 est-ce qu'il y a des...

2 R. C'était très rare.

3 Q. [369] Est-ce qu'il serait venu dans votre bureau
4 pour des commandes spéciales ou des instructions?

5 R. C'est arrivé une fois, peut-être il est revenu plus
6 tard, en deux mille six (2006). En deux mille six
7 (2006) il m'avait appelé à son bureau, pour aller à
8 son bureau. Je pouvais y aller peut-être une fois
9 par deux ans, on pourrait dire, là. Ce n'était pas
10 vraiment, je n'avais pas de contacts. Ça, vous
11 pouvez en parler avec le chef de cabinet, les
12 attachés politiques, là, et même la secrétaire de
13 monsieur Vaillancourt. Je n'avais pas vraiment de
14 contacts. Puis quand je voulais le rencontrer, que
15 j'étais en dehors des périodes électorales, ça
16 pouvait prendre deux, trois semaines avant de le
17 rencontrer, puis j'attendais dans la salle
18 d'attente une demi-heure, trois quarts d'heure.
19 Mais quand j'étais en période électorale, les deux,
20 trois mois d'élections, c'était plus rapide.

21 Q. [370] C'était plus fréquent aussi, je présume?

22 R. Non. Pas plus fréquent. Mais plus rapide. Parce
23 que, écoutez, je faisais ça depuis quatre-vingt-
24 quatre (84). Je faisais toujours... C'est un
25 éternel recommencement, des élections, là. Je n'ai

1 pas besoin de parler à beaucoup de monde, là. Ça
2 recommence toujours la même chose.

3 Q. [371] Vous dites que monsieur Vaillancourt ne
4 s'occupait pas de financement.

5 R. Bien, du parti. Du parti, en voulant dire, quand
6 moi je faisais mes campagnes de financement, que
7 j'appelais les gens pour vendre des billets, il ne
8 m'appelait pas pour savoir où j'en étais rendu, ou
9 si j'avais vendu des billets à telle personne ou
10 telle autre personne. Non.

11 Q. [372] Mais quand je vous dis il faisait du fi...
12 Est-ce qu'il faisait du financement, il ne faisait
13 pas de financement, vous dites, du parti.

14 R. Non.

15 Q. [373] Pourquoi vous insistez avec cette précision-
16 là? Le « du parti »? Est-ce qu'il faisait d'autre
17 sorte de financement?

18 R. Non. Pas avec moi.

19 Q. [374] Avec...

20 R. Non, non. C'est moi qui ai dit du parti, parce que
21 je parle... Moi je travaille pour le parti. Mes
22 responsabilités se limitaient au parti. C'est pour
23 ça que je vous ai répondu au parti.

24 Q. [375] O.K. Mais est-ce que vous avez...

25 R. Non.

1 Q. [376] Est-ce que vous connaissez quelconque autre
2 sorte...

3 R. Je n'ai jamais donné...

4 Q. [377] ... forme de financement que...

5 R. Je n'ai jamais demandé d'argent comptant à monsieur
6 Vaillancourt, je n'ai jamais donné d'argent
7 comptant à monsieur Vaillancourt. Non. Non. Non.
8 Mais, comme je vous dis, mes contacts étaient
9 rares.

10 Q. [378] Avec le maire.

11 R. Avec le maire. Oui.

12 Q. [379] O.K. Quand vous arrivez au Parti PRO, comment
13 le parti est organisé, dans sa structure?

14 R. Aucune organisation en mil neuf cent quatre-vingt-
15 quatre (1984). J'ai pris les documents du parti qui
16 étaient dans une conciergerie dans le sous-sol d'un
17 immeuble. La conciergerie, la porte n'était même
18 pas barrée.

19 Q. [380] Ça fait que vous avez parti de là en quatre-
20 vingt-quatre (84)?

21 R. J'ai été chercher les documents là, puis j'ai sorti
22 les documents. Avec le président du parti de
23 l'époque, on a engagé une permanente.

24 Q. [381] Qui était le président à cette époque-là?

25 R. Monsieur Lemay. Je ne me rappelle pas son prénom,

1 là.

2 Q. [382] Pas de problème.

3 R. Monsieur Lemay. Monsieur Lemay, qui est décédé. Il
4 est décédé, Monsieur Lemay. C'est monsieur Lemay
5 qui avait le, qui a engagé la permanente. Moi j'ai
6 rencontré la permanente après, puis on a commencé à
7 travailler ensemble. Aujourd'hui, je pense qu'elle
8 a quatre-vingts (80) ans aujourd'hui. Mais elle a
9 été là de quatre-vingt-quatre (84) à aller jusqu'en
10 deux mille deux (2002). Elle est partie pendant
11 deux ans, elle est revenue en deux mille quatre
12 (2004), deux mille cinq (2005), pour faire
13 l'élection de deux mille cinq (2005), puis après
14 ça, là elle est repartie, elle a pris sa retraite
15 totale.

16 Q. [383] Pouvez-vous nous entretenir un peu sur la
17 notion de cautionnement pour un parti municipal? En
18 faisant peut-être état de la situation qui
19 prévalait, là...

20 R. Bien, quand je suis arrivé en quatre-vingt-quatre
21 (84), vous ne pouviez pas donner plus que six cent
22 cinquante dollars (650 \$) à tous les partis
23 municipaux de la Ville. Ça veut dire que...

24 Q. [384] Confondus. C'est-à-dire...

25 R. Confondus.

1 Q. [385] Il y avait un budget de six cent cinquante
2 (650) pour tous les partis.

3 R. C'est ça.

4 Q. [386] Et non par parti.

5 R. Si vous aviez trois partis, ou deux partis, il
6 fallait donner trois cents (300), trois cents
7 (300), cinquante (50), je ne sais pas... Il fallait
8 faire une répartition. Mais vous pouviez cautionner
9 illimité. Illimité, là... Moi, quand je suis arrivé
10 en quatre-vingt-quatre (84), là, il y avait un
11 entrepreneur qui avait cautionné pour environ cent
12 cinquante mille (150 000) l'élection de quatre-
13 vingt-un (81). Puis l'élection de quatre-vingt-cinq
14 (85) pour environ deux cent mille (200 000),
15 l'élection de quatre-vingt-neuf (89) pour environ
16 deux cent mille (200 000), puis l'élection de
17 quatre-vingt-treize (93), j'ai refusé la caution,
18 parce que, avec l'argent qui provenait du budget de
19 remboursement de dépenses de recherches et de
20 secrétariat des partis politiques, j'ai réussi à
21 aller chercher une indépendance financière pour me
22 permettre de refuser ces cautions-là. Que le parti
23 était capable d'aller mettre le trois cent mille
24 (300 000) ou le deux cent cinquante mille (250 000)
25 pour la campagne électorale. Pour les dépenses

1 électorales.

2 Q. [387] De façon pragmatique, pour un néophyte
3 d'élections, là, une caution, ça va faire quoi, en
4 pratique?

5 R. C'est que moi je vais emprunter à la banque, puis
6 ils cautionnent le prêt du PRO.

7 Q. [388] Dans le fond, c'est une marge de crédit que
8 la banque vous donne puis qui est cautionnée par...

9 R. Exact.

10 Q. [389] ... cette personne-là en question.

11 R. Exact. Exact.

12 Q. [390] O.K. Savez-vous si aujourd'hui il y a encore
13 des limites au niveau de la caution?

14 R. Il y a une limite de dix mille (10 000). Mais là,
15 récemment, récemment, avec les derniers
16 amendements, je n'ai pas... Je n'ai pas... Je pense
17 qu'il n'y a pas eu d'amendements au municipal. Je
18 pense que c'est au provincial qu'il y a eu le plus
19 d'amendements. Mais au municipal, il y a des
20 donations. Les contributions, je pense, sont encore
21 limitées à mille (1 000). Elles n'ont pas descendu
22 encore. Et d'après moi, la caution de dix mille
23 (10 000) devrait être encore là.

24 Q. [391] O.K. Est-ce que vous vous souvenez en quelle
25 année cette caution-là a débuté, ou a été...

1 R. Vous voulez dire...

2 Q. [392] A été limitée, pardon?

3 R. Je ne pourrais pas vous dire. Mais il faudrait
4 peut-être, en regardant la loi, juste la
5 modification, vous avez la date de modification en
6 dessous de l'article, là.

7 Q. [393] Oui, en dessous.

8 R. C'est peut-être comme ça, vous pourriez la...

9 Q. [394] Non, je demandais juste si vous aviez la
10 connaissance.

11 R. Non, je ne m'en rappelle pas. Je n'ai pas de...

12 Q. [395] Cette démonstration-là sera faite en temps et
13 lieu.

14 R. Non. Oui.

15 Q. [396] Qui sont les âmes dirigeantes, à ce moment-
16 là, du Parti PRO des Lavallois, lorsque vous
17 arrivez?

18 R. Bien, vous voulez dire, par anges... Qu'est-ce
19 que...

20 Q. [397] Âmes dirigeantes. Donc, qui sont les acteurs
21 principaux du parti?

22 R. En pratique ou légalement parlant?

23 Q. [398] On va y aller avec les deux, s'il y a deux
24 réponses différentes.

25 R. Oui. Légalement parlant, bien, le chef du parti

1 c'était monsieur Lefebvre. Vous aviez le président
2 du parti, monsieur Lemay. Il y avait, à cette
3 époque-là en quatre-vingt-quatre (84), les statuts
4 du parti n'étaient pas encore rédigés, c'est à peu
5 près ça. C'est parce que selon le DGE, il faut
6 envoyer au DGE le nom du chef, le nom du président,
7 le nom et coordonnées du représentant officiel, et,
8 je pense, un autre dirigeant du parti, mais là je
9 ne me rappelle pas le nom à cette époque-là.

10 Mais, au niveau pratique, c'est certain que
11 si un entrepreneur cautionnait pour cent cinquante
12 mille (150 000) en quatre-vingt-un (81), c'est lui
13 qui avait quand même un gros contrôle dans le
14 parti. Disons qu'il en menait large, en tout cas.
15 Et moi, quand je suis arrivé en quatre-vingt-quatre
16 (84), je ne contrôlais pas une des sources de
17 financement du parti, qui était le cocktail-
18 bénéfice, ou dans ce temps-là c'était un souper-
19 bénéfice, souper de financement annuel. On avait
20 seulement un événement de financement annuel. Mais
21 je ne le contrôlais pas, c'était contrôlé par cet
22 entrepreneur-là. Parce que là c'était en quatre-
23 vingt-quatre (84), je ne sais pas si je dois nommer
24 les noms, mais... par cet entrepreneur-là et des
25 collecteurs de fonds.

1 Q. [399] Quand vous dites vous ne contrôliez pas
2 l'événement de financement qui était le cocktail,
3 que voulez-vous dire?

4 R. En pratique, ça fonctionnait, il y avait une
5 réunion dans la salle d'attente... dans la salle de
6 conférence de l'entrepreneur et là il y avait six,
7 sept personnes qui nommaient les noms de différents
8 entrepreneurs de Ville de Laval, puis qui
9 disaient : « Bien, moi je m'occupe de lui, je
10 m'occupe de lui, je vais lui vendre des billets. »
11 Je ne faisais pas de sollicitation de ventes de
12 billets. La seule chose que je faisais je ramassais
13 les chèques, dans le fond. Puis les billets je
14 n'avais pas vraiment de contrôle, parce qu'un
15 entrepreneur pouvait prendre quarante (40) billets
16 puis m'amener des chèques pour soixante (60)
17 billets ou m'amener des chèques pour vingt billets.
18 Puis qu'est-ce qu'il faisait avec les vingt autres
19 billets, je ne le savais pas. J'arrivais là, moi,
20 j'arrivais là. C'était comme ça quand je suis
21 arrivé.

22 Q. [400] Quand vous dites...

23 R. Il n'y avait pas grand contrôle. Mais en passant,
24 vous savez, le parti a été fondé en quatre-vingt
25 (80), la première inspection sérieuse qui a été

24

25

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

JEAN BERTRAND
Le 30 mai 2013

Interrogatoire

-
8
9 -

M
e
S
i
m
o
n
T
r
e
m
b
l
a
y

fai
te par
le DGE
c'étais
t en
deux
mille
dix
(2010)
. Q.
[401]
Il n'y
a rien
qui
s'est
passé
pendan

t trente

(30) ans?

R. Non. Il y a eu des
inspections - comment je
pourrais dire ça -
spécifiques quand il y a déjà eu
des plaintes, mais ça n'a
jamais donné lieu à des
infractions. Mais il y a des
fois, comme le six
cent cinquante dollars (650
\$) qui était à tous les
partis politiques, moi
j'avais eu une plainte parce
que j'avais pris six cent
cinquante dollars (650 \$)
d'un contributeur qui en
avait donné six cent
cinquante (650) à l'autre.
Puis là il voulait
prendre une plainte contre
mon parti. Bien là, moi
je n'ai pas la comptabilité
de l'autre parti. S'il
a donné à l'autre parti, moi
je ne le sais pas.
Parce que sinon, moi, je vais
faire mon cocktail le

premier (1e) janvier de l'année, là, je
vais être

sûr de les collecter en

premier, puis s'il y a une

deu pénalisé les contributeurs qui avaient donné plus
xiè que six cent cinquante dollars (650 \$). C'est juste
me donné un exemple. C'est le genre d'inspection
con spécifique qu'il y avait eu.

tri Comme la cabane à sucre, l'activité de

but

ion

,

je

ne

ser

ai

pas

pén

ali

sé.

Bie

n

là,

ils

n'o

nt

pas

été

plu

s

loi

n,

mai

s

ils

ont

1 cabane à sucre, ça a déjà monté jusqu'à deux mille
2 cinq cents (2500) personnes. Bon, bien, ils ne
3 croyaient peut-être pas que l'activité était
4 réelle. Puis ils sont venus voir, puis ils sont
5 venus voir les factures, tout ça, pour inspecter
6 pour voir si... puis aussi ils voulaient être sûrs
7 qu'on avait fait la location d'autobus pour
8 déplacer ces gens-là puis ils voulaient être sûrs
9 que la location d'autobus était payée par le parti
10 et non pas par les conseillers. Parce que si elle
11 avait été payée par les conseillers ça aurait été
12 une contribution déguisée, parce que c'est
13 seulement moi qui peux dépenser au niveau des
14 dépenses politiques pour le parti et les
15 conseillers.

16 Q. [402] Et donc je comprends qu'à part quelques
17 inspections spécifiques suite à des plaintes...

18 R. Jamais rien eu de...

19 Q. [403] ... il n'y a jamais eu d'inspection complète
20 des livres?

21 R. Non.

22 Q. [404] De vérification complète des livres sauf en
23 deux mille dix (2010)?

24 R. Exact.

25 Q. [405] Savez-vous pourquoi en deux mille dix (2010)

1 on vous a vérifié ou inspecté?

2 R. Bien là, la pression, je pense, médiatique était
3 là, les journaux disaient contribution est égale à
4 contrat, il y avait de la pression médiatique sur
5 tout le monde. Puis ça a été aussi, ça a été bon
6 pour moi parce que ça m'a permis de prendre encore
7 plus, un petit peu plus le contrôle du parti, même
8 si... parce que je n'avais pas totalement le
9 contrôle vraiment, mais ça on va revenir un petit
10 peu plus tard, là, si...

11 Q. [406] Pas de problème, on va suivre une
12 chronologie.

13 R. Parce que là, c'est ça, je vais sauter du coq à
14 l'âne, puis je suis très fort là-dessus.

15 Q. [407] Pas de problème. C'est justement, on fait un
16 pas en arrière.

17 R. Je vous écoute.

18 Q. [408] Vous dites qu'il y a des gens qui
19 s'occupaient du cocktail.

20 R. Oui.

21 Q. [409] Le témoin qui vous a précédé, monsieur René
22 Mergl, a dit qu'il avait fait certaines, avait
23 vendu certains billets et tout. Pouvez-vous nous
24 expliquer premièrement s'il avait un rôle à ce
25 moment-là et, si oui, quel est-il?

1 R. C'était un des vendeurs de billets en quatre-vingt-
2 quatre (84), mais il ne vendait pas beaucoup de
3 billets, monsieur Mergl. Ce n'était pas un gros
4 vendeur de billets. Il vendait peut-être dans ce
5 temps-là peut-être un quarante (40) billets, de
6 mémoire, je vous dis de mémoire, ça peut être
7 soixante (60), là, mais, de mémoire, ça n'a jamais
8 été un gros vendeur de billets. Mais dans ce temps-
9 là... mais à la fin, vers les années quatre-vingt-
10 dix-huit (98), moi j'ai réussi à prendre le
11 contrôle, puis je suis devenu le seul sollicitateur.
12 Monsieur Mergl, là, il ne vendait pas des billets
13 jusqu'en deux mille cinq (2005), là, ou des choses
14 comme ça. Je vous parle, c'est dans les années
15 avant deux mille (2000).

16 Q. [410] Jusqu'en quatre-vingt-dix-sept (97), dix-huit
17 (98) quand vous avez repris...

18 R. À peu près.

19 Q. [411] ... le contrôle du cocktail?

20 R. Exact.

21 Q. [412] Ce dont on va rediscuter plus tard.

22 R. Oui.

23 Q. [413] Avant d'aller plus, de façon plus
24 approfondie, dis-je, au parti en tant que tel et à
25 son fonctionnement à l'interne, pouvez-vous juste

1 nous exposer un peu pour qu'on soit tous sur la
2 même longueur d'onde, la structure politique
3 municipale à Laval?

4 R. Qu'est-ce que vous voulez dire par structure?

5 Q. [414] Le nombre de conseillers?

6 R. Au début il y avait vingt-quatre (24) conseillers.

7 Q. [415] D'accord.

8 R. Et le nombre de districts a été réduit à vingt et
9 un (21). Donc, ça a descendu à vingt et un (21)
10 conseillers.

11 Q. [416] Et ce sont des élections par quartier?

12 R. Oui.

13 Q. [417] Par secteur, plutôt, par district, devrais-je
14 même dire?

15 R. Par districts électoraux. Comme, pour donner un
16 exemple, en deux mille neuf (2009), là, il y avait
17 vingt et un (21) districts électoraux avec deux
18 bulletins de vote, un bulletin de vote pour le
19 conseiller municipal de chaque district. Il n'y a
20 pas de réunion de deux, trois districts ensemble,
21 là. C'est chaque district est indépendant. Il y a
22 un bulletin de vote pour les gens qui se présentent
23 dans ce district-là comme conseiller ou conseillère
24 et il y a un bulletin de vote pour la mairie. Et au
25 niveau justement du représentant officiel, ça me

1 fait vingt-deux (22) budgets à respecter, vingt-
2 deux (22) plafonds de dépenses électorales à
3 respecter pour les quarante-cinq (45) jours de la
4 période électorale.

5 Q. [418] O.K. Et ce calcul-là est fait au prorata du
6 nombre d'électeurs...

7 R. Exact.

8 Q. [419] ... ou c'est juste divisé par vingt et un
9 (21)?

10 R. Non, au prorata puis c'est pour ça que je suis
11 obligé de faire des dépenses, toujours des dépenses
12 communes. Je ne peux pas faire des dépenses
13 particulières. Parce que si je fais des dépenses
14 particulières dans un quartier, je ne serai pas
15 capable aller chercher les dépenses d'un quartier
16 qui est plus peuplé. Qu'en faisant des dépenses
17 communes, j'y vais toujours en proportion du nombre
18 d'électeurs. Disons que je fais un pamphlet à la
19 grandeur de la Ville, il coûte dix mille
20 (10 000 \$), bien, je vais le diviser pas par vingt
21 et un (21) mais en proportion du nombre d'électeurs
22 de chaque, parce que le nombre change dans chaque
23 district. Sinon, si je fais ça, bien, je vais me
24 limiter, là, je vais arriver à des dépenses
25 spécifiques à un quartier, je ne pourrai pas aller

1 chercher l'entièreté de l'autre. Je suis obligé de
2 toujours rester une dépense commune.

3 Q. [420] Il y a combien de membres au Parti PRO des
4 Lavallois?

5 R. Ça a varié, là, mais...

6 Q. [421] À sa dissolution, bien entendu?

7 R. Vingt-huit mille (28 000) membres en deux mille
8 neuf (2009). À l'élection de deux mille neuf
9 (2009), il y avait vingt-huit mille (28 000)
10 membres, ça représentait dix pour cent (10 %) de
11 l'électorat lavallois.

12 Q. [422] Et pour...

13 R. Il y avait deux cent quatre-vingt-deux mille
14 (282 000) électeurs, mettons...

15 Q. [423] Oui.

16 R. Oui.

17 Q. [424] Plus ou moins dix pour cent (10 %).

18 R. C'est ça, exact.

19 Q. [425] Et pour pouvoir se présenter comme candidat
20 au Parti PRO des Lavallois, est-ce qu'il y a des
21 formalités quelconques?

22 R. Nous, on exigeait que le candidat ait été chercher
23 un minimum ou près de mille (1 000) cartes de
24 membre par quartier.

25 Q. [426] Des nouvelles cartes de membre ou il doit

1 avoir mille (1 000) membres dans son quartier?

2 R. Non, ça peut être s'il a maintenu son membership
3 c'est parfait. Il peut, avec son membership, s'il
4 part avec six cent (600) membres, bien, il a une
5 avance sur les autres, puis il monte à mille
6 (1 000). Si quelqu'un n'aurait pas de carte de
7 membre puis il ne travaillerait pas son quartier,
8 il y aurait possibilité que quelqu'un d'autre se
9 présente contre lui à l'interne, parce que lui, il
10 est capable de drainer plus de cartes de membre,
11 plus de gens, puis c'est arrivé trois fois dans
12 l'histoire du PRO, qu'il y a eu des élections
13 contestées à l'interne pour connaître le candidat
14 du PRO. C'était quand même très démocratique.

15 Q. [427] Mais, expliquez-moi, il y a quelque chose que
16 j'ai de la misère à saisir.

17 R. Oui.

18 Q. [428] Vous dites, là... comment je fais pour
19 identifier un membre à un candidat, si, dans le
20 fond, vous et moi on se présente dans un district,
21 on a une élection à l'interne, comment je fais pour
22 savoir si moi, j'ai mille (1 000) membres et que
23 vous, vous avez mille (1 000) membres?

24 R. Ah, c'est les membres qui sont domiciliés dans son
25 district.

1 Q. [429] Oui, mais on est dans le même district, si on
2 se présente dans le même district.

3 R. Oui, c'est ça, bien... non, non, il n'y a pas deux
4 conseillers du... s'il y a deux... disons...

5 Q. [430] Non, je ne parle pas à l'élection, mais à
6 l'interne, là...

7 R. À l'interne, bien là...

8 Q. [431] ... savoir quel candidat on va...

9 R. Bien là, on fait une convention puis il y a un
10 vote. Si jamais, là... je vais vous donner un
11 exemple : Si jamais un conseiller ne travaillait
12 pas son quartier, ce qui est déjà arrivé trois
13 fois... bien, deux fois; l'autre, c'est une autre
14 affaire, mais deux fois. Bien là, dans ce temps-là,
15 on lui disait : « Écoutez, vous ne vendez pas de
16 carte de membre, là, puis il y en a d'autres qui
17 sont plus impliqués que vous puis qui veulent
18 vendre des cartes de membre, vendez des cartes de
19 membre, vous allez vous protéger, allez vous
20 chercher six (600), sept cents (700) cartes de
21 membre, il n'y a personne qui va vous attaquer puis
22 on n'ouvrira pas le quartier certain. » Mais s'il
23 ne travaille pas, bien là, on ouvrirait le quartier,
24 puis là, les deux vendaient des cartes de membre.
25 Puis là, après ça, il y avait une convention avec

1 une élection, avec des bulletins de vote puis on
2 demandait, nous autres, bien avant le gouvernement
3 du Québec, de s'identifier avec le permis de
4 conduire puis on faisait une élection interne. Puis
5 le gagnant devenait le candidat du PRO au titre de
6 conseiller municipal dans ce quartier-là... dans ce
7 district électoral là.

8 Q. [432] Et pour pouvoir gagner à l'interne, ça
9 prenait au moins mille (1 000) membres?

10 R. Bien...

11 Q. [433] Il fallait avoir recruté mille (1 000)
12 membres?

13 R. ... là c'était différent, là, parce que là il
14 fallait avoir le plus de votes possibles des
15 membres qui ont été à la convention.

16 Q. [434] O.K. je comprends, je vous suis, parfait.

17 C'est quoi la structure de façon... on va survoler,
18 bien entendu, mais la structure au niveau de
19 l'exécutif, là, du parti, pour savoir un peu
20 comment cet organe-là fonctionne?

21 R. Je pourrais vous produire, là, je ne les ai pas
22 avec moi, mais les statuts du parti, j'en ai encore
23 une copie, je pourrais peut-être vous produire plus
24 tard, si vous voulez.

25 Q. [435] Oui. Pas de problème. On va peut-être prendre

1 l'engagement, à ce stade-ci...

2 R. Oui.

3 Q. [436] ... pour être certain qu'on n'omet pas ça.

4 Donc, et là, je vais avoir besoin de votre aide,

5 Madame la Greffière...

6 LA GREFFIÈRE :

7 E-45.

8

9 68E-45: Engagement du témoin de fournir les statuts

10 du Parti PRO des Lavallois

11

12 R. Oui, parce que je les ai chez moi, je ne les ai pas

13 amenés avec moi. De mémoire, vous aviez et de la

14 première instance, c'était le chef du parti, la

15 deuxième instance, c'était le conseil de direction

16 qui était constitué de quinze (15) personnes, dix

17 (10) élus, trois conseillers municipaux ou

18 conseillères, le maire et le représentant officiel,

19 qui était d'office, le trésorier. Ça c'est le

20 conseil de direction.

21 Me SIMON TREMBLAY :

22 Q. [437] Quand vous dites « dix (10) personnes

23 élues »...

24 R. Élues, c'était des membres du parti, des gens qui

25 n'étaient pas conseillers, des membres du parti qui

1 étaient élus par le congrès général comme membres
2 du conseil de direction.

3 Q. [438] O.K. Et comment ça... ces réunions-là...

4 R. Et ça, on se réunissait, le conseil de direction,
5 c'était l'instance qui dirigeait le parti, on se
6 réunissait à tous les deux, trois, quatre, cinq
7 mois, ça dépendait de... vous savez, entre les
8 élections, souvent, il n'y avait pas beaucoup
9 d'action, on pouvait se réunir seulement deux fois
10 dans une année et quand il y avait une élection, on
11 se réunissait peut-être un peu plus souvent, mais
12 dans les quatre, cinq derniers mois, là il n'y
13 avait plus de réunion, là, c'était vraiment
14 concentré sur l'élection. Mais c'était eux autres
15 qui diri... moi, en tout cas, toutes les dépenses
16 que je faisais, je devais leur rendre compte,
17 j'amenais mes factures et je leur expliquais
18 chacune des dépenses, que ce soit une dépense de
19 quinze dollars (15 \$), de quinze cents dollars
20 (1 500 \$), chacune des dépenses était expliquée, au
21 conseil de direction. Ça, c'est... vous avez le
22 chef du parti, le conseil de direction, le conseil
23 général; le conseil général, c'est... il est
24 constitué de tous les conseillers municipaux élus,
25 plus les organisateurs ou, si vous voulez, les

1 présidents d'associations de districts, parce que
2 chaque district devait avoir une association de
3 district. C'est une réunion du conseil général,
4 justement, qui a dissous le parti. Parce que le
5 conseil général est vraiment l'instance suprême
6 entre les réunions du congrès général. C'est cette
7 réunion-là, vers le quinze (15) novembre, environ,
8 qui a dissous le parti, qui a décidé de dissoudre
9 le parti, à l'unanimité. Après ça, vous avez le
10 congrès général, qui se réunit une fois par année,
11 qui est l'instance suprême...

12 Q. [439] Et là, les vingt-huit mille (28 000) membres
13 sont invités ou...?

14 R. Oui, bien là, nos congrès pouvaient varier entre
15 quatre cents (400) à neuf cents (900) personnes.
16 C'était quand même des gros congrès, là, pour un
17 parti municipal. Mais c'était des délégués de
18 chacun des quartiers. Après ça, là, après le
19 congrès général, vous avez l'association de
20 district. Chaque conseiller ou association de
21 district devait avoir un minimum de, je pense que
22 c'était vingt (20), trente (30), quarante (40)
23 membres, là, pour que l'association soit reconnue
24 ou un peu plus, je ne m'en rappelle pas, le
25 chiffre, pour que l'association soit reconnue par

1 le parti. Et la dernière instance, bien, qui était
2 aussi la plus importante, c'est le membre, le
3 membre du parti qui a le droit de participer au
4 congrès général. C'est ça, en gros, les statuts du
5 parti.

6 Q. [440] Et sans rentrer dans les détails, dans ces
7 réunions-là on discute, dans le fond, des...

8 R. Du conseil de direction. On discute plus du
9 contact... Le PRO a toujours été axé sur un contact
10 rapproché avec les citoyens. C'est pour ça qu'on se
11 servait du budget de recherche sur les secrétariats
12 des partis politiques pour avoir le plus d'outils
13 promotionnels pour obliger nos conseillers ou nos
14 candidats de parler aux gens. Pour donner un
15 exemple, en deux mille un (2001), moi j'ai passé
16 proche d'avoir des gros problèmes parce que j'avais
17 changé la technique. À la place de mettre des
18 affiches sur les poteaux publics et les terrains
19 publics, on a dit, on va mettre les affiches sur
20 les terrains privés uniquement. Des petites
21 affiches avec un piquet sur le terrain privé.
22 Pourquoi? Parce qu'on va obliger le conseiller ou
23 le candidat d'aller cogner à la porte, de parler
24 avec le citoyen, de discuter avec lui et de faire
25 des petits gestes d'humilité comme de lui dire

1 « Bien, prendriez-vous une carte de membre et est-
2 ce que je pourrais mettre une petite affiche sur
3 mon (sic) terrain? » Puis il se trouvait qu'un
4 terrain privé, ça, ça vote. Un poteau public, ça ne
5 vote pas. Puis ça avait un effet d'entraînement sur
6 la rue. Mais tout ça était axé pour le contact
7 entre les gens mais pas juste une fois par quatre
8 ans. À toutes les années il y avait une
9 distribution d'un accroche-porte, il y avait des
10 distributions de crayons promotionnels, de jeux de
11 cartes à l'effigie du PRO, de toutes sortes
12 d'outils promotionnels pour les obliger à aller
13 voir le monde, d'être constamment avec eux et non
14 pas une fois par quatre ans. Être plus proche de la
15 population. C'était ça, dans le fond, la clé du
16 PRO, c'est ça.

17 10:55:33

18 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

19 Q. [441] Pourquoi vous dites que ça a failli, en deux
20 mille un (2001), vous avez eu des problèmes avec
21 ça?

22 R. C'est parce que là, quand en deux mille un (2001),
23 quand que les partis de l'opposition ont posé les
24 pancartes sur les poteaux publics, ça a paniqué
25 parce que les conseillers, ils ne travaillaient pas

1 fort pour poser des pancartes sur les terrains
2 privés. Puis là, quand ils ont vu toutes ces
3 pancartes-là sur les poteaux publics, moi j'ai eu
4 de la pression puis là ils ont commencé à
5 travailler, ça les a fait travailler. Ils ont
6 commencé à travailler. Puis là on a commencé à voir
7 que les terrains privés, ils commençaient à avoir
8 plus de pancartes. Sinon, parce que je vous dis ça
9 mais monsieur Vaillancourt, après le soir de
10 l'élection, quand on a gagné il m'a dit : « Si ça
11 aurait été une semaine de plus, tu n'étais plus
12 là. » Il m'a dit ça. C'est un beau mot
13 d'encouragement après l'élection, là, mais c'est ce
14 qu'il m'a dit. C'est pour ça que je vous ai dit que
15 j'avais... Puis là, j'avais de la pression, je me
16 promenais dans les quartiers puis je regardais les
17 affiches sur les terrains privés puis il n'y en
18 avait pas beaucoup au début. J'ai trouvé ça dur
19 puis tout le monde chicanait en disant : « On ne
20 nous voit pas. On ne nous voit pas. » Vous savez,
21 les politiciens en campagne électorale, ils veulent
22 s'afficher puis il y avait... J'ai eu beaucoup,
23 beaucoup de pression lors de cette élection-là que
24 je me rappelle justement beaucoup.
25

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Q. [442] Où étaient situés les locaux du Parti PRO?

3 R. On changeait de... Entre les élections, c'était le
4 local le plus petit possible, le moins cher
5 possible, pour pouvoir économiser l'argent le plus
6 possible pour pouvoir faire notre prochaine
7 élection. Donc, de quatre-vingt-quatre (1984) à
8 aller à deux mille deux (2002), le local du PRO,
9 entre les élections, était situé dans le sous-sol
10 de la permanente de sa maison privée. Et si on
11 voulait faire des réunions, bien, on allait à
12 l'hôtel, ça coûtait cinq (500 \$), six cents
13 dollars (600 \$), c'était mieux ça que de payer des
14 loyers extravagants. Mais quand arrivait l'année
15 d'élection, là on déménageait notre local dans un
16 plus gros local de quatre (4 000), cinq mille
17 (5 000) pieds carrés qui nous coûtait quand même
18 assez cher et on avait une superstition, nous, on
19 était toujours situé sur le côté nord du boulevard
20 Saint-Martin, entre le boulevard des Laurentides et
21 le boulevard Le Corbusier. On ne pouvait pas aller
22 ailleurs que dans ce secteur-là parce qu'on avait
23 gagné en quatre-vingt-un (81) puis on gagnait les
24 autres élections, mais on avait trop peur d'aller
25 ailleurs. C'est des superstitions, ça.

1 Q. [443] Il n'y a pas de problème. Donc ça, pour les
2 années électorales ou les périodes électorales...

3 R. Oui.

4 Q. [444] ... vous louez un plus grand local mais sinon
5 le siège...

6 R. Le plus petit local possible.

7 Q. [445] Le siège, si on veut..

8 R. Comme il y a un bout de temps qu'il était situé en
9 arrière de mon bureau d'avocats.

10 Q. [446] O.K.

11 R. Qui avait cinq cent soixante-dix (570) pieds
12 carrés.

13 Q. [447] Sur la superficie totale de?

14 R. Deux mille quelques cents pieds carrés, oui.

15 Q. [448] Donc, vous sous-louiez une partie au parti?

16 R. Oui. Puis je vous ai montré, justement, les
17 évaluations. Quand j'ai sous-loué au parti, j'ai
18 fait faire une évaluation du prix de la valeur
19 marchande et, en plus, je le sous-louais au mois,
20 parce que je ne voulais pas m'attacher puis je ne
21 voulais pas les attacher. Puis ça a été, dans les
22 deux cas, quand j'ai loué au PRO, j'ai toujours
23 fait faire une évaluation et ça, le DGE en deux
24 mille dix (2010) il a vu ces évaluations-là parce
25 qu'il m'a questionné sur les baux. Je lui ai montré

1 les baux aussi et les évaluations.

2 Q. [449] Qu'est-ce qui se passe en deux mille six
3 (2006)? En mai deux mille six (2006)? Vous quittez
4 votre pratique solitaire...

5 R. Oui.

6 Q. [450] ... pour aller chez Dunton Rainville.

7 R. Oui.

8 Q. [451] Qu'est-ce qui va se passer avec le local?

9 R. C'est ça, là, en mai deux mille six (2006) quand je
10 suis parti, j'ai fermé mon bureau. C'est le PRO qui
11 a pris l'entièreté du local de deux mille (2 000)
12 pieds carrés et c'est là que j'ai refait un nouveau
13 bail, une nouvelle évaluation de la valeur
14 marchande et là c'était un bail net-net, là, que je
15 vous ai montré et que le DGE aussi a examiné. Et ça
16 a été entériné par le conseil de direction, signé
17 par le président et signé par moi parce que je suis
18 le seul qui peut engager le PRO. Le bail a été
19 signé par moi comme locateur, comme locataire, mais
20 le président du parti, qui était à l'époque
21 monsieur Goyer, a signé sur le bail et ça a été
22 soumis aussi avant au conseil de direction.

23 Q. [452] L'agent officiel du parti, ce n'est pas la
24 même chose que l'organisateur...

25 R. Non.

1 Q. [453] ... des élections?

2 R. Non.

3 Q. [454] Pouvez-vous nous dire qui furent les
4 organisateurs politiques des campagnes de monsieur
5 Vaillancourt...

6 R. Bien...

7 Q. [455] ... si on commence en quatre-vingt-neuf
8 (1989)?

9 R. Bien, il faut que... le représentant officiel,
10 c'est le représentant officiel entre les élections.
11 Lorsque la période électorale commence, c'est un
12 agent officiel qui peut être le même ou qui peut
13 être différent aussi...

14 Q. [456] O.K.

15 R. ... pour le quarante-cinq (45) jours de la période
16 électorale. Mais, moi, je suis un représentant
17 officiel, je ne suis pas un organisateur. Je l'ai
18 fait deux élections, là, parce qu'il n'y avait
19 presque pas d'opposition, là - je vais vous
20 l'expliquer plus tard - mais il y avait des
21 organisateurs qui étaient là. En quatre-vingt-un
22 (81)...

23 Q. [457] Si on commence en quatre-vingt-neuf (89)
24 juste parce que...

25 R. En quatre-vingt-neuf (89). Excusez. Oui. O.K.

1 Q. [458] ... on parlait de monsieur Vaillancourt parce
2 que...

3 R. Oui, oui. Quatre-vingt-neuf (89), c'est monsieur
4 Claude Dumont qui avait été organisateur de
5 monsieur Vaillancourt lorsqu'il était conseiller
6 municipal. C'est lui qui est devenu son
7 organisateur, monsieur Claude Dumont, qui est
8 aujourd'hui décédé.

9 Q. [459] O.K.

10 R. En quatre-vingt-neuf (89), quatre-vingt-treize
11 (93), monsieur Dumont; quatre-vingt-dix-sept (97),
12 monsieur Dumont; deux mille un (2001), monsieur
13 Pietro Perrino.

14 Q. [460] O.K.

15 R. Deux mille cinq (2005), dans le fond, il n'y en
16 avait pas, c'est moi et la permanente qui se sont
17 partagés le travail.

18 Q. [461] D'accord.

19 R. Et la même chose pour deux mille neuf (2009).

20 Q. [462] Deux mille neuf (2009).

21 R. Un organisateur, là, je m'excuse...

22 Q. [463] Non, allez-y. Allez-y.

23 R. ... c'est un peu comme... Moi, je ne veux pas
24 être... ce n'est pas que... Au PRO, c'est... ce
25 n'est pas quelqu'un qui a des grosses

1 responsabilités, parce que le PRO est complètement
2 décentralisé. Dans le fond, il y a vingt et un (21)
3 organisateurs parce qu'il y a vingt et un (21)
4 districts. Puis dans ces organisateurs-là, moi,
5 comme en deux mille cinq (2005), je faisais des...
6 j'étais en avant de ces gens-là pour leur expliquer
7 comment ça fonctionne, mais il y en avait à peu
8 près au moins quinze, seize (15-16) qui en savaient
9 plus que moi. Le PRO a toujours été décentralisé.

10 La journée de l'élection, on pourrait
11 mettre la clé dans la porte, puis ça se fait tout
12 seul parce que ça se fait dans les quartiers. Le
13 central ne peut pas aider personne, ça se fait dans
14 les quartiers, c'est complètement décentralisé.
15 C'est pour ça que le... l'organisateur, c'était
16 plus un confesseur des conseillers. Quand il y
17 avait des problèmes, ils allaient le voir. Un
18 confesseur, quelqu'un pour les aider. C'est ça,
19 plus un conseiller qu'un organisateur.

20 Q. [464] Un chef d'orchestre aussi ou...

21 R. Pas aussi fort que ça. C'était plus monsieur
22 Vaillancourt qui est le chef d'orchestre.

23 Q. [465] Monsieur Claude Dumont, par rapport au Parti
24 PRO des lavallois, est-ce que c'est un membre?
25 C'est un bénévole?

1 R. Non. Non, il ne restait pas à Laval, ce n'est
2 pas... Moi, j'ai toujours considéré, j'ai toujours
3 dit qu'il devait être un bénévole que, moi, je ne
4 l'ai jamais payé. Puis lui, d'après moi, il se
5 servait plus du PRO, puis c'est ce qu'il me disait,
6 comme tremplin pour aller faire des élections
7 ailleurs. Parce que c'était quand même quelqu'un
8 qui faisait beaucoup d'élections, pas juste à
9 Laval. Moi, j'ai toujours fait des élections à
10 Laval, je n'ai jamais été ailleurs que Laval, là.
11 Mais, lui, c'était quelqu'un qui en faisait
12 beaucoup. Surtout quand il y avait les élections.
13 Avant, c'était intercalé, il y avait une moitié des
14 villes qui en faisaient sur deux ans, l'autre
15 moitié sur deux ans. C'était quelqu'un qui était
16 extrêmement actif.

17 Mais, moi, en tout cas, je ne l'ai jamais
18 payé. J'ai toujours dit que s'il était là, il
19 fallait qu'il soit bénévole puis qu'il se
20 servait... Aussi j'ai lu dans les journaux qu'il y
21 avait eu des contrats aussi avec la Ville de Laval,
22 que j'ai lu dans les journaux, mais je n'en sais
23 pas plus.

24 Q. [466] Pietro... comment son... Perrino?

25 R. Pietro Perrino.

1 Q. [467] Est-ce que, lui, c'était un citoyen de Laval?

2 R. Oui. Il restait à Val-des-Arbres, je pense, ou Val-
3 des... Val-des-Arbres.

4 Q. [468] Est-ce que c'était un bénévole du parti?

5 R. Non, ce n'était pas un... je ne l'ai pas payé, mais
6 il n'a pas été là vraiment souvent, monsieur Pietro
7 Perrino. Il a été là... c'était l'organisateur, je
8 pense qu'il avait le titre plus que d'autre chose.
9 Il n'était pas vraiment présent. Puis moi, quant à
10 moi, là aussi je disais la même chose, « il n'a pas
11 d'affaire à être payé. S'il est là pour être payé,
12 moi, je ne suis pas intéressé de prendre une partie
13 du budget de dépenses électorales pour le payer, ça
14 ne marche pas ». Mais, il n'était pas vraiment là,
15 je vous le jure, vraiment souvent.

16 Q. [469] Mais, c'est lui qui avait le titre
17 d'organisateur.

18 R. C'est lui qui avait le titre, il allait là lors des
19 réunions, mais après ça, on ne le voyait pas
20 souvent.

21 Q. [470] Il est onze heures et cinq (11 h 05), on est
22 rendu à aborder, là, les sources de financement du
23 Parti PRO. Je pense que c'est un bon moment pour
24 prendre la pause.
25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Parfait.

3 Me SIMON TREMBLAY :

4 Merci.

5 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

6

7 REPRISE DE L'AUDIENCE

8 (11:32:24)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Avant de reprendre, je voudrais simplement
11 rectifier quelque chose. La requête avec maître
12 Filteau - et elle en a été avisée - la requête avec
13 le DPCP, ce n'est pas lundi qui vient le trois (3)
14 juin, mais c'est le dix (10) juin qu'elle sera
15 entendue. Vous étiez au courant, Maître Poulin?

16 Me PIERRE POULIN :

17 Oui, j'ai discuté avec maître LeBel tout à
18 l'heure...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Parfait.

21 Me PIERRE POULIN :

22 ... et c'est ce que nous avons convenu. Merci.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait. Merci.

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Pendant qu'on est dans l'intendance, Madame la
3 Présidente...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Oui.

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 ... Monsieur le Commissaire, le témoin maître
8 Bertrand a pris... a souscrit à l'engagement 68E-
9 45...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 ... qui se trouve à être de communiquer là les
14 statuts du Parti PRO des lavallois.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Oui.

17 Me CHARLES DEROME :

18 On avait omis - et Madame la Greffière a
19 gentiment... m'a gentiment rappelé à l'ordre - on a
20 omis de mettre un délai pour produire cet
21 engagement-là.

22 Q. [471] Donc, Monsieur... Maître Bertrand, vendredi
23 le sept (7) juin, c'est raisonnable! Ça vous laisse
24 huit jours.

25 R. Ah! Oui, oui, oui, oui. Mais... oui.

1 Q. [472] Bon. Vous avez juste à acheminer ça...

2 R. Oui.

3 Q. [473] ... à moi ou l'enquêteur qui est responsable
4 de vous, donc les statuts du Parti PRO des
5 lavallois. Et s'il y a eu des changements entre le
6 dix-neuf (19) octobre quatre-vingt-seize (96) et,
7 je ne dirai pas « à ce jour », mais jusqu'à la
8 dissolution du Parti, ce serait apprécié si vous
9 pouviez nous donner les différentes versions.

10 R. Oui.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Merci. Alors, on poursuit.

13 Me SIMON TREMBLAY :

14 Q. [474] Oui. Donc, nous en étions rendus à parler des
15 sources de financement du PRO. Avant d'étayer
16 celles-ci, combien de sources distinctes le Parti
17 PRO des lavallois a-t-il... de sources de
18 financement, pardon?

19 R. Le Parti a trois sources de financement.

20 Q. [475] Quelles sont-elles, premièrement?

21 R. La partie la plus importante de sa source de
22 financement, c'est le budget de remboursement de
23 dépenses de recherche et secrétariat des partis
24 politiques.

25 Q. [476] Parfait. L'autre source, on va les détailler

1 une après l'autre après.

2 R. Oui.

3 Q. [477] On va juste les identifier pour commencer.

4 Donc, on a la recherche et le secrétariat. Quelle
5 est la deuxième source?

6 R. La deuxième source, c'est l'événement de
7 financement annuel qui, aujourd'hui, est un
8 cocktail bénéfice.

9 Q. [478] D'accord. Et quelle est la troisième et
10 dernière source de financement du Parti PRO des
11 lavallois, Monsieur Bertrand?

12 R. Les contributions des conseillers-conseillères et
13 les proches.

14 Q. [479] Donc, on va analyser chacune de ces sources
15 de financement du PRO des lavallois de façon
16 détaillée. La première que vous nous avez indiquée,
17 c'est le remboursement des dépenses de recherche et
18 de secrétariat.

19 R. Oui.

20 Q. [480] Qu'est-ce que c'est ça exactement, Maître
21 Bertrand le remboursement et, plus particulière-
22 ment, quelles sont les dépenses de recherche et de
23 secrétariat en matière de politique municipale?

24 R. Voulez-vous que je commence avec l'évolution au
25 début ou...

1 Q. [481] Oui, on peut y aller avec l'évolution et nous
2 expliquer qu'est-ce que c'est.

3 R. Parfait. Moi, j'ai été nommé représentant officiel
4 en mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et en
5 quatre-vingt-quatre (84), il y a eu la Loi sur les
6 budgets des remboursements de dépenses de recherche
7 et de secrétariat des partis politiques qui a été
8 introduite. On l'appelait à cette époque-là la Loi
9 Doré parce que c'était une loi qui avait été faite
10 par le Parti québécois pour favoriser Doré contre
11 le maire Drapeau à l'époque. Et pour pas juste
12 viser la Ville de Montréal, bien, ils ont fait
13 Montréal, Laval et Québec pour cette loi-là.

14 Q. [482] Donc, ce sont des dépenses qui peuvent être
15 remboursées seulement dans ces municipalités-là?

16 R. Oui, exact. Ça, c'est de mil neuf cent quatre-
17 vingt-quatre (1984) à deux mille un (2001).

18 Q. [483] Qu'est-ce qui s'est passé en deux mille un
19 (2001)?

20 R. En deux mille un (2001), la Loi a été amendée pour
21 changer le titre de « Parti politique » pour
22 « Conseiller », mais je veux revenir à la Loi de
23 quatre-vingt-quatre (84).

24 Q. [484] Oui. Allez-y. Allez-y. Excusez-moi.

25 R. C'est l'Honorable Marcoux qui avait été le ministre

1 qui a... des affaires municipales qui a introduit
2 cette loi-là et lorsqu'ils ont introduit cette loi-
3 là, ils n'ont pas voulu donner des balises pour
4 déterminer quelles étaient les dépenses
5 remboursables ou non en vertu de cette loi-là.

6 Q. [485] Donc, qu'est-ce que voulait dire « recherche
7 et secrétariat »?

8 R. C'est ça, exactement.

9 Q. [486] O.K.

10 R. Ça avait été demandé, ils ne voulaient pas pour pas
11 qu'un parti au pouvoir municipal puisse censurer le
12 parti de l'opposition en étant trop strict sur le
13 remboursement des dépenses. Donc, ils ont dit « on
14 n'en met pas de balise », c'est plus comme une
15 allocation à un parti dans le fond. On ne met pas
16 de balise et il n'y a pas eu de délégation de
17 pouvoir réglementaire pour permettre à la ville ou
18 au ministère de définir des balises, il n'y en
19 avait pas.

20 Et nous, de quatre-vingt-quatre (84) à deux
21 mille un (2001), on faisait des demandes de
22 remboursements mensuelles et ce budget-là est
23 administré par le trésorier de la ville. Et de
24 quatre-vingt-quatre (84) à deux mille douze (2012),
25 il y a eu quatre trésoriers différents de la Ville.

1 Q. [487] D'accord.

2 R. Puis, moi, je marchais, je fonctionnais avec les
3 instructions du trésorier. Je pouvais arriver avec
4 une dépense, pour donner un exemple, puis chaque
5 ville a évolué différemment, selon le trésorier,
6 selon leur interprétation eux autres. Parce qu'un
7 fonctionnaire qui est obligé d'appliquer cette loi-
8 là, bien, lui, il essaie de se mettre des balises,
9 lui. Puis il y en a eu des balises qui ont été
10 faites avec un règlement municipal, le règlement
11 L-6074 de Laval qui a été fait pour appliquer
12 certaines balises. Mais là, les balises qu'ils
13 mettaient, les définitions étaient non limitatives.
14 Et il n'y avait pas d'exclusion de dépenses, ce
15 qu'on appelle « dépenses partisans ».

16 Q. [488] Et cette réglementation-là de la Ville de
17 Laval, on est en quelle année lorsqu'elle est...

18 R. C'est quatre-vingt-quatre (84) aussi.

19 Q. [489] O.K. Dès le début là.

20 R. Oui.

21 Q. [490] Aussitôt que la Loi est adoptée...

22 R. Oui.

23 Q. [491] ... il y a un règlement qui s'en suit au
24 niveau de la municipalité.

25 R. Oui. Puis même en deux mille dix (2010), deux mille

1 onze (2011), ils appliquaient le même règlement qui
2 avait été adopté en quatre-vingt-quatre (84).

3 Q. [492] D'accord.

4 R. Là c'est avec ce règlement-là que le trésorier
5 travaillait. Puis moi, avant... Le but du PRO, dans
6 le fond, c'était d'arriver puis d'essayer de faire
7 des dépenses uniquement, ou le plus possible, des
8 dépenses qui étaient remboursables. Des dépenses
9 non remboursables, on essayait d'en faire le moins
10 possible, parce que ce qu'on allait chercher avec
11 le cocktail-bénéfice, on essayait de l'accumuler
12 pour la prochaine élection. Donc, on se limitait à
13 des dépenses remboursables.

14 Q. [493] Je vous interromps une petite seconde, Maître
15 Bertrand.

16 R. Oui.

17 Q. [494] Quand vous dites dépenses remboursables, dans
18 le fond c'est des dépenses qui...

19 R. En vertu du budget.

20 Q. [495] ... qui rentrent dans la définition...

21 R. Exact.

22 Q. [496] ... absente de recherches et secrétariat.

23 R. Exact. Puis avant de faire des dépenses, souvent,
24 quand c'était des grosses dépenses j'appelais le
25 trésorier, puis je lui disais. Ou, des fois

1 j'arrivais avec une dépense puis le trésorier me
2 disait, « Ça, là - comme de la nourriture -
3 nourriture et boissons alcoolisées, jamais je vais
4 te rembourser. » Ça c'est en quatre-vingt-quatre
5 (84). Donc, de quatre-vingt-quatre (84) à deux
6 mille douze (2012), je n'ai jamais produit de
7 factures de remboursement de nourriture.

8 Q. [497] Et d'alcool.

9 R. Et d'alcool.

10 Q. [498] D'accord.

11 R. C'est pour ça que quand des journalistes ont dit
12 qu'il y a des gens qui se sont sucré le bec aux
13 frais des fonds publics, ce n'est pas vrai.

14 Q. [499] O.K. On va s'en tenir aux questions. Je sais
15 que...

16 R. Oui, excusez-moi. Excusez-moi, ça...

17 Q. [500] Non. Les journalistes ont pu dire certaines
18 choses, mais...

19 R. Oui. Excusez-moi.

20 Q. [501] On va...

21 R. Oui mais c'est parce que... Oui.

22 Q. [502] On va s'en tenir à notre mandat et aux
23 questions.

24 R. J'ai subi beaucoup d'accusations avec les années,
25 puis ça... Mais c'est ça. Moi j'essayais de ne

1 dépendre que des dépenses remboursables. Et je
2 suivais les instructions du trésorier, parce que
3 c'est lui qui gérait, et c'était indiqué en toutes
4 lettres dans le règlement que le trésorier avait
5 l'obligation de vérifier que les dépenses
6 rencontrent bien les balises qui étaient
7 mentionnées au règlement municipal.

8 Q. [503] Le trésorier de la Ville.

9 R. De la Ville.

10 Q. [504] Qui nomme le trésorier de la Ville?

11 R. Là je ne pourrais pas vous dire. Le comité
12 exécutif? Je ne le sais pas. Ça, je ne me suis
13 jamais mêlé de l'administration municipale. Je ne
14 pourrais pas vous dire.

15 Q. [505] O.K.

16 R. Il y en a eu quatre trésoriers.

17 Q. [506] Pendant la période de trente (30) ans.

18 R. Oui. Oui oui oui.

19 Q. [507] Ou quelques trente (30) ans.

20 R. Puis des gens extrêmement honnêtes, là. Puis moi je
21 n'ai jamais eu de relations d'affaires, ou de
22 relations sociales ou quoi que ce soit avec ces
23 trésoriers-là.

24 Q. [508] O.K.

25 R. C'est ça. Puis là, avec le temps, c'est ça, ce

1 budget-là est devenu le plus important. En deux
2 mille neuf (2009) c'était cinq cent vingt mille
3 (520 000 \$) environ en deux mille neuf (2009).
4 Bien, comme on était le seul parti élu, bien, on
5 était tout seul à prendre ce budget-là.

6 Q. [509] Comment il est établi, ce budget-là?

7 R. En fonction du nombre de conseillers élus, en
8 proportion du budget de la Ville, et il était
9 séparé en fonction du nombre de conseillers élus
10 pour chacun des partis. Comme en quatre-vingt-dix-
11 sept (97), il y avait trois partis, bien, les trois
12 partis se partageaient cette cagnotte-là. Puis il y
13 avait... Chacun faisait leur demande de rembourse-
14 ment de dépenses du parti.

15 Q. [510] O.K. Est-ce que ce pourcentage-là a évolué...

16 R. Avec le budget.

17 Q. [511] ... pendant ces vingt-huit (28) années-là?

18 R. Avec le budget de la Ville. Ça peut avoir parti à
19 deux cent mille (200 000 \$), cent quatre-vingt
20 mille (180 000 \$), puis monter jusqu'à, comme je
21 vous dis, cinq cent quatre-vingt-dix mille
22 (590 000 \$), je pense même, la dernière année.

23 Q. [512] Mais ça, si ça s'est produit ainsi, c'est
24 parce que le budget de la Ville augmente.

25 R. Exact.

1 Q. [513] Mais ça demeure un pourcentage. Ma question
2 était plutôt de déterminer si le pourcentage, en
3 tant que tel, si lui il varie à travers les vingt-
4 huit (28) quelques années.

5 R. Selon les partis qui sont élus.

6 Q. [514] Non non, je... Il y a un budget total qui est
7 prévu...

8 R. Oui.

9 Q. [515] ... en fonction du budget total de la Ville,
10 il y a un pourcentage de ce budget-là qui est
11 prévu.

12 R. Il augmente toujours.

13 Q. [516] Je sais. Écoutez-moi une seconde.

14 R. Excusez-moi.

15 Q. [517] Pas de problème. La Ville a un budget global.

16 R. Oui.

17 Q. [518] Et parmi ce budget global-là, il y a un
18 pourcentage qui est prévu pour le remboursement des
19 dépenses de recherches et de secrétariat.

20 R. Oui.

21 Q. [519] On s'entend là-dessus?

22 R. Oui.

23 Q. [520] Bon. Ce pourcentage-là, entre quatre-vingt-
24 quatre (84) et deux mille douze (2012), est-ce
25 qu'il a varié? Et je ne parle pas du montant qui

1 résulte de l'application du pourcentage.

2 R. Je ne pourrais pas vous dire.

3 Q. [521] Je parle du pourcentage en tant que tel.

4 R. Je ne pourrais pas... Ce n'est pas moi qui faisais
5 le calcul. Nous on recevait une lettre annuelle-
6 ment, le premier (1er) janvier, dans le coin, au
7 mois de janvier.

8 Q. [522] Oui?

9 R. Nous disant, « Bien, vous avez un budget de tant,
10 et vous devez donc produire des dépenses pour
11 pouvoir être remboursé. » Il fallait le dépenser
12 pour être remboursé.

13 Q. [523] Jusqu'à concurrence de cinq...

14 R. Du montant qui nous était alloué à tous les ans
15 qu'on recevait une lettre à cet effet.

16 Q. [524] Le montant en question a culminé, donc, à
17 cinq cent neuf mille dollars (509 000 \$) en deux
18 mille neuf (2009)?

19 R. Cinq cents (500), même jusqu'à cinq cent quatre-
20 vingt-dix (590) ou dans ces coins-là. Dans ces...
21 En deux mille onze (2011), peut-être, à peu près,
22 là, oui. Aussi élevé...

23 Q. [525] O.K. Ça c'est un budget annuel, donc il
24 continue à évoluer.

25 R. À augmenter, parce que le budget de la Ville

1 augmentait. Le budget annuel augmentait.

2 Q. [526] Et donc, compte tenu de l'absence de balises
3 claires, ou du moins...

4 R. Il n'y en avait pas de balises, dans le fond, oui.

5 Q. [527] Qu'est-ce qui était accepté? Quelles dépenses
6 en recherches et secrétariat étaient remboursées
7 par le trésorier de la Ville de Laval?

8 R. Ce qui est arrivé, c'est que de mil neuf cent
9 quatre-vingt-quatre (1984) à aller jusqu'en deux
10 mille un (2001), les dépenses politiques étaient
11 acceptées assez générales, puis c'était les
12 dépenses du parti qui étaient acceptées. Des outils
13 promotionnels, comme je vous parlais. Toutes ces
14 choses-là étaient acceptées, même si c'était le
15 logo du parti qui était sur l'outil promotionnel.

16 En passant, la Ville nous interdisait de
17 prendre le logo de la Ville. On aurait aimé mieux
18 prendre le logo de la Ville, ça aurait été beaucoup
19 plus crédible. Mais ils nous interdisaient de
20 prendre le logo de la Ville. Donc, on faisait nos
21 outils promotionnels, des sacs écologiques, des...
22 On distribuait des accroche-portes à tous les ans,
23 des timbres. On envoyait des envois postaux à nos
24 membres. En deux mille neuf (2009) on était vingt-
25 huit mille (28 000) membres. Mais dans les années

1 deux mille (2000) on était peut-être à vingt mille
2 (20 000) membres aussi, là. Puis on était, on
3 faisait beaucoup de communications.

4 Il y a des conseillers qui faisaient des
5 réunions, des locations de salles, il y avait une
6 panoplie de dépenses qui étaient remboursées en
7 vertu de ce budget-là. Et ça me permettait, moi, de
8 maintenir mon compte de banque, puis à tous les
9 cocktails, bien, je montais ma cagnotte de plus en
10 plus pour la prochaine élection.

11 Mais là, de quatre-vingt-quatre (84) à
12 aller à deux mille un (2001), le titre était pour
13 les partis politiques. En deux mille un (2001), le
14 titre a changé pour conseiller.

15 Q. [528] C'est quoi la conséquence pratique de ce
16 changement-là?

17 R. Bien, nous on n'en a pas vu, en tout cas, puis il
18 n'y en a pas eu en pratique, parce qu'il y a un
19 article un peu plus loin qui disait que si le
20 conseiller municipal était membre d'un parti
21 autorisé l'argent allait au parti autorisé.

22 Q. [529] O.K. Donc, ça a changé quelque chose juste
23 pour les conseillers indépendants?

24 R. Oui, bien les conseillers indépendants étaient
25 prévus déjà dans la loi de quatre-vingt-quatre

1 (84).

2 Q. [530] En disant que c'était eux-mêmes?

3 R. Oui, qu'ils avaient un budget.

4 Q. [531] Ça n'a rien changé?

5 R. Ça n'a rien changé. Ça n'a rien changé. Puis aussi
6 si on regarde les, comment on va dire, les guides
7 du représentant officiel. Le représentant officiel
8 avait la même interprétation, si c'est un
9 conseiller qui est membre d'un parti autorisé,
10 l'argent allait au parti autorisé. La même chose
11 même dans le guide du ministère des Affaires
12 municipales au nouveau conseiller il disait la même
13 chose, l'argent allait au parti autorisé.

14 Là, par exemple, puis là de mil neuf cent
15 quatre-vingt-quatre (1984) à aller jusqu'en deux
16 mille dix (2010), il n'y a jamais eu d'inspection,
17 jamais eu de recherche pour savoir comment cette
18 loi-là était administrée. Mais en deux mille dix
19 (2010) il a dû y avoir une plainte au ministère des
20 Affaires municipales ou quelque chose d'autre. Là,
21 le ministère des Affaires municipales a envoyé deux
22 vérificateurs ou un vérificateur à la Ville de
23 Laval pour commencer.

24 Q. [532] Je vous arrête, Maître Bernard, on va juste
25 terminer?

1 R. Excusez-moi, oui. Oui.

2 Q. [533] On va juste la notion de remboursement de
3 dépenses, de recherche et secrétariat...

4 R. Excusez.

5 Q. [534] ... et, à ce moment-là, vous pourrez ensuite
6 nous raconter cet épisode-là avec le ministère?

7 R. Oui.

8 Q. [535] Donc, juste pour être certain qu'on est sur
9 la même longueur d'onde?

10 R. Oui.

11 Q. [536] Je comprends que vous le cinq cent quelque
12 mille dollars (500 000 \$) que vous obtenez par
13 année ça paie vos dépenses courantes?

14 R. Oui.

15 Q. [537] Et toute activité autre de financement sert à
16 gonfler la caisse électorale?

17 R. Oui.

18 Q. [538] Et compte tenu que depuis deux mille un
19 (2001), il n'y a pas d'opposant, il n'y a pas
20 conseiller dans l'opposition à la Ville de Laval,
21 je comprends que depuis deux mille un (2001) il y a
22 cent pour cent (100 %) du budget prévu pour les
23 dépenses de recherche et de secrétariat qui sont
24 redonnés au Parti PRO des Lavallois?

25 R. Absolument.

1 Q. [539] Est-ce que c'est vous qui êtes responsable du
2 budget du Parti PRO?

3 R. Oui, je suis le représentant officiel, c'est moi
4 qui gère, qui sollicite, qui encaisse les sommes et
5 qui les dépense et qui fait à la fin, à l'aide d'un
6 comptable agréé un état financier.

7 Q. [540] O.K. Mais c'est vous qui gère, c'est vous qui
8 tenez les livres?

9 R. Oui, oui, qui tient, ma permanente tenait, elle
10 faisait la tenue de livres sous mes instructions,
11 mais c'est moi qui est responsable de la tenue de
12 livres, oui.

13 Q. [541] O.K. Et donc, c'est vous qui s'assure de
14 respecter, par exemple, le budget électoral qui est
15 prévu par la loi...

16 R. Oui, absolument.

17 Q. [542] ... pour une élection X?

18 R. Oui, parce que j'étais représentant officiel entre
19 les élections et pendant la période électorale
20 j'étais également agent officiel.

21 Q. [543] Pouvez-vous nous expliquer un peu comment ça
22 fonctionne un budget en année électorale? C'est-à-
23 dire au niveau il y a un temps où je peux dépenser
24 comme je veux, il y a un temps où je suis limité.
25 Comment ça fonctionne?

1 R. C'est ça, il n'y a pas de, on parle souvent du mode
2 électoral égalitaire au municipal, ça n'existe pas.
3 Parce que le plafond, au municipal, là, c'est la
4 loi électorale provinciale qui est copier-coller au
5 municipal et qui ne reflète pas aucunement la
6 réalité du municipal. Dans le sens que c'est dans
7 ce sens-là que vous m'avez posé la question.

8 Q. [544] Allez-y, puis si ce n'est pas...

9 R. O.K.

10 Q. [545] ... si ce n'est pas ce que je cherchais, je
11 vais vous en poser une autre, inquiétez-vous pas?

12 R. O.K. Comme donner un exemple, au provincial seul le
13 premier ministre sait quand qu'une élection va
14 avoir lieu, lui il décrète l'élection, il y a une
15 période électorale, de quoi, trente-cinq (35)
16 jours. Il a un plafond de dépenses électorales sur
17 ce trente-cinq (35) jours-là. C'est vraiment
18 plafonné, c'est bien fait. Au niveau du municipal,
19 on connaît la date d'élection quatre ans d'avance.
20 C'est toujours le premier jour du mois de novembre,
21 comme là, deux mille treize (2013), deux mille dix-
22 sept (2017), etc., etc. Et au municipal on n'a pas
23 de parti traditionnel comme au provincial. Un parti
24 doit se faire connaître, il doit faire connaître
25 ses politiques pour pouvoir être considéré comme

1 une alternative valable au parti en place. Donc,
2 les campagnes électorales sont toujours longues.

3 Si je prends, par exemple, à Laval en
4 quatre-vingt-neuf (89), quatre-vingt-treize (93),
5 quatre-vingt-dix-sept (97), deux mille un (2001),
6 les campagnes électorales étaient de plus d'un an,
7 ça pouvait aller même jusqu'à un an et demi en
8 quatre-vingt-dix-sept (97). Qu'est-ce qui arrivait
9 dans ce temps-là? Il y avait une pression énorme
10 sur le parti, sur le représentant officiel pour
11 aller chercher le plus d'argent possible, parce
12 que...

13 Donner un exemple, deux mille neuf (2009),
14 deux mille neuf (2009), j'ai dépensé un million
15 cent mille (1 100 000 \$) en chèques, en deux mille
16 neuf (2009). Ce que je faisais, je faisais une
17 première vague, je partais du premier (1^{er}) janvierr
18 deux mille neuf (2009), j'allais jusqu'au quinze
19 (15) septembre deux mille neuf (2009) qui était le
20 début de la période électorale, je montais mes
21 dépenses et la veille du début de la période
22 électorale, dépenses, les dépenses tombaient à
23 zéro.

24 Là, après ça, le quinze (15) septembre, je
25 remontais une deuxième vague, si vous voulez pour

1 les dépenses électorales. Mais je ne dépensais pas.
2 Si j'avais trois cent vingt mille (320 000 \$) en
3 dépenses électorales, j'en dépensais peut-être deux
4 cent soixante (260 000 \$), deux cent cinquante
5 mille (250 000 \$).

6 Pourquoi? Parce qu'après avoir dépensé huit
7 cent cinquante mille (850 000 \$), là, je m'excuse
8 de l'expression, là, mais l'élection était cannée,
9 il me restait juste à aller sur la vitesse de
10 croisière. Sauf en quatre-vingt-dix-sept (97) où on
11 a eu vraiment une grosse bataille, mais si je parle
12 de deux mille neuf (2009), de deux mille cinq
13 (2005), c'était ça.

14 Donc, il n'y en a pas de système égalitaire
15 au municipal. Un parti qui est beaucoup plus riche
16 va écraser l'autre avant d'arriver à la période
17 électorale. Ça on a fait des représentations là-
18 dessus en deux mille un (2001) à l'Union des
19 municipalités, mais ça a donné quoi. Ça a donné
20 qu'on nous a imposé dans la déclaration de
21 candidature d'y inclure les dépenses de publicité
22 qui étaient faites à partir du premier (e) janvierr
23 de l'année d'élection, mais sans aucun plafond, ça
24 ne donne rien. Mais s'il y avait un plafond d'un
25 an, là, vous auriez beaucoup, puis en plus de ça,

1 il n'y aurait pas une recherche de financement au
2 municipal aussi forte qu'on peut voir, parce que
3 là, si on est limité, pour donner un exemple, à
4 trois cent mille (300 000 \$), pendant une année
5 d'élection, bien on n'irait pas chercher un million
6 (1 M\$), on n'irait pas chercher huit cent mille
7 (800 000 \$), ça ne donnerait rien. Il y aurait
8 beaucoup moins de pression.

9 Q. [546] Est-ce que je dois comprendre de votre
10 dernière réponse, là, que vous, vous pouvez, par
11 exemple, avant le quinze (15) septembre deux mille
12 neuf (2009), si je prends l'exemple que vous me
13 donnez, je peux m'acheter des entrepôts de
14 pancartes, mes morceaux de bois pour poser les
15 pancartes, des dépliants, des macarons, tout outil
16 promotionnel inimaginable, je peux tout acheter ça
17 jusqu'au quatorze (14) septembre deux mille neuf
18 (2009) au soir?

19 R. Non. Non. Tout matériel qui est acheté avant la
20 période électorale, qui est utilisé pendant la
21 période électorale, est calculé dans la période
22 électorale.

23 Q. [547] O.K.

24 R. Si... mais, je peux, par exemple, fractionner. Si
25 je me sors une pancarte puis je l'installe... puis

1 c'est ça qu'on faisait, souvent là, une grosse
2 pancarte, un dix pieds (10 pi) par vingt pieds (20
3 pi) qui est un coût énorme, si on la sortait
4 soixante (60) jours avant la campagne électorale ou
5 quatre-vingt-dix (90) jours, quatre-vingt-dix (90)
6 jours avant le début de la période électorale, ça
7 fait cent trente-cinq (135) jours, je prends la
8 dépense, je la divise par cent trente-cinq (135),
9 je la multiplie par quarante-cinq (45), ça me donne
10 ma dépense électorale qui est réglementée par un
11 plafond.

12 Q. [548] O.K.

13 R. Puis mon panneau qui est dessus, je peux le
14 changer, je peux faire ce que je veux. Comme de la
15 publicité télévisée. Je pourrais faire de la
16 publicité télévisée quatre-vingt-dix (90) jours
17 avant, avec le quarante-cinq (45) jours de la
18 période électorale, je fais la même chose, je
19 divise par cent trente-cinq (135), multiplié par
20 quarante-cinq (45). Donc, j'ai fractionné mon coût
21 réel entre la période non électorale et la période
22 électorale.

23 Q. [549] Et est-ce que vous avez d'autres tactiques
24 comme ça pour...

25 R. Bien, ce n'est pas des...

1 Q. [550] ... ce n'est pas des tactiques, non, mais je
2 ne vous dis pas que c'est illégal, mais des façons
3 de faire...

4 R. Oui comme...

5 Q. [551] ... de façon à éluder... pas éluder, mais...

6 R. ... comme un parti...

7 Q. [552] ... maximiser les investissements avant la
8 période électorale?

9 R. ... comme un parti qui est déjà en place...

10 Q. [553] Oui.

11 R. ... pour vous donner un exemple, moi, entre les
12 élections, j'avais un petit local, le plus petit
13 possible. Quand j'arrivais à l'année d'élection,
14 j'ouvrais avec un gros local. Mais il fallait que
15 j'ouvre mon local, au moins, je pense, c'est trois
16 mois ou six mois avant le début de la période
17 électorale. Si je faisais ça, ce n'était pas
18 considéré comme des dépenses électorales. C'était
19 considéré comme des frais de fonctionnement du
20 bureau. Donc, je pouvais prendre un local chromé,
21 avec du personnel puis il en avait de besoin, on
22 avait vingt-huit mille (28 000) cartes de membre,
23 il faut les émettre, puis c'était considéré comme
24 étant... comme n'étant pas des dépenses
25 électorales, article 453, alinéa 6 de la Loi

1 électorale.

2 (11:52:34)

3 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

4 Q. [554] Et donc, c'est quoi le changement qui va
5 faire par rapport à la publicité, là, pour vos
6 représentations de l'UMQ?

7 R. Ah, ce n'est pas juste mes représentations, ce
8 qu'ils ont fait, c'est qu'ils m'ont obligé à
9 inclure, dans la déclaration de candidature, le
10 montant de publicité qui a été fait à partir du
11 premier (1^e) janvier de l'année d'élection, r
12 jusqu'au moment du dépôt de la candidature.

13 (11:52:34)

14 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

15 Q. [555] Mais sans plafond?

16 R. Sans plafond. Ça ne donne rien. Même dans ce temps-
17 là, quand j'ai fait ça, moi, pour être sûr, bien
18 là, je mettais trente mille (30 000 \$) de plus,
19 pour l'inclure dans la déclaration pour ne pas
20 qu'ils arrivent, après, puis qu'ils étudient ça
21 puis qu'ils me disent: « Il manquait cinq mille
22 (5 000 \$), il manquait dix mille (10 000 \$) ». Je
23 prenais le montant réel, puis je me mettais un
24 coussin pour être sûr, parce qu'il n'y avait pas de
25 plafond à respecter.

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Q. [556] Et les chiffres que vous nous avez donnés, ce
3 sont les chiffres pour l'élection de deux mille
4 neuf (2009)?

5 R. Le un million cent (1,100 M\$)?

6 Q. [557] Oui.

7 R. Oui, oui, à des chiffres près, là...

8 Q. [558] Oui, plus ou moins quelques dizaines de
9 milliers, bien entendu, donc je comprends que le
10 quarante-cinq (45) jours de la période électorale
11 de deux mille neuf (2009), il y avait un budget
12 environ de trois cent vingt mille (320 000 \$) qui
13 était autorisé et qu'avant la période électorale de
14 quarante-cinq (45) jours, vous avez dépensé environ
15 huit cent, huit cent cinquante mille dollars (800-
16 850 000 \$)?

17 R. Huit cent (800), huit cent cinquante mille
18 (850 000 \$) et deux cent cinquante (250), deux cent
19 soixante mille (260 000 \$) pour la période
20 électorale, parce que je me laissais un coussin.
21 Parce que je me disais il y a vingt et un (21)
22 quartiers, c'est vingt et un (21) quartiers
23 décentralisés, si jamais quelque chose se passe
24 dans un quartier, bien on le mettra dans le budget
25 puis au moins, j'ai soixante mille (60 000 \$) de

1 jeu.

2 Parce que la période électorale, un agent,
3 un représentant officiel, un agent officiel n'a pas
4 de... comment je pourrais dire ça... de pouvoir ou
5 de pression avant la période électorale, mais
6 seulement pendant la période électorale, parce que
7 si vous dépassez le plafond des dépenses
8 électorales, tout le monde peut être disqualifié,
9 puis moi, c'est avec cette menace-là que je
10 réussissais à m'imposer plus dans les quarante-cinq
11 (45) derniers jours. Mais avant ça, ce n'est pas
12 moi qui disait quel genre de dépenses faire, quel
13 genre de publicité faire, moi, je suivais le bateau
14 puis je courais après le monde pour savoir... c'est
15 ça.

16 Q. [559] Je vous ai interrompu plus tôt, vous vouliez
17 parler...

18 R. Excusez-moi.

19 Q. [560] ... non c'est moi qui vous ai interrompu,
20 c'est à moi à m'excuser. Vous parliez du MAMROT qui
21 était venu au sujet de qu'est-ce qu'est recherche
22 et secrétariat.

23 R. Bien ce n'est pas le MAM... oui, oui, c'est le
24 MAMROT, qui en fait est... oui...

25 Q. [561] Expliquez-nous cet épisode-là.

1 R. Oui, excusez-moi.

2 Q. [562] Il n'y a pas de problème.

3 R. Là, ce qu'ils ont fait, c'était... lorsque les
4 vérificateurs ont été à la Ville de Laval pour
5 faire cette vérification-là, là, ils ont demandé...
6 bien ils ont dit: « Bien, on en n'a pas de balises,
7 la Loi des cités et villes ne donne pas de balises,
8 la loi de quatre-vingt-quatre (84) ne donne pas de
9 balises, qu'est-ce qu'on fait »? Ils ont demandé à
10 la Direction des services juridiques de leur donner
11 des balises. Puis là, eux autres, quand ils ont
12 fait les balises, ils se sont basés sur la Loi sur
13 les allocations pour les députés provinciaux, puis
14 même sur les frais de fonctionnement des bureaux
15 des députés provinciaux. Et dans les frais de
16 fonctionnement des bureaux des députés provinciaux,
17 c'est-à-dire qu'ils ont pris une notion de
18 recherche et secrétariat, ils l'ont réduite à peu
19 de chagrin avec frais de fonctionnement d'un bureau
20 puis même si vous regardez dans ce règlement-là, on
21 exclut spécifiquement et expressément les dépenses
22 partisans. C'est là qu'est venu le terme
23 « dépenses partisans » parce que je cherchais, il
24 n'y en a pas dans la Loi des cités et villes, il
25 n'y en a pas dans la Loi sur les élections et les

1 référendums, le terme « partisan » il était là.
2 Puis là, si je vais a contrario, s'ils ne
3 l'enlèvent pas expressément, il devrait être
4 dedans.

5 Puis je vais un petit peu plus loin dans ce
6 règlement-là, on parle des allocations des partis
7 politiques, on parle de recherche, frais de
8 recherche et de soutien. Bon, frais de recherche et
9 soutien, ça ressemble beaucoup plus à frais de
10 recherche et de secrétariat, et là, les dépenses
11 partisanes ne sont pas exclues. Ce que je veux dire
12 par là c'est qu'en deux mille onze (2011) ils ont
13 rédigé des balises, des balises illégales, parce
14 que vous regardez dans la Loi de 84, vous regardez
15 la Loi des cités et villes, il n'y a aucune
16 délégation de pouvoir réglementaire pour
17 confectionner des balises et le MAMROT a avoué
18 parce qu'ils ont amendé la loi fin deux mille douze
19 (2012), début deux mille treize (2013) pour se
20 donner le pouvoir de créer des balises. Ça, c'est
21 dans la loi. Je peux la produire mais il n'avait
22 pas le droit de faire des balises.

23 Là, c'est pour ça, là ils se sont donnés le
24 droit de faire des balises. Mais ce qui est arrivé,
25 c'est qu'ils ont fait des balises puis dans la

1 balise ils disaient « Aucune dépense d'un parti
2 n'est acceptée. ». Bien là! Quatre-vingt-dix pour
3 cent (90 %) de nos dépenses n'étaient pas bonnes
4 parce que toutes nos dépenses étaient relatives au
5 parti politique. Un conseiller, il fait partie d'un
6 parti. Quand on faisait des accroches-portes avec
7 le sigle du parti dessus, c'était pour les
8 conseillers, c'était eux-autres qui les
9 distribuaient. Donc, puis là tout le monde tombait
10 à bras raccourcis sur la Ville de Laval mais là ils
11 se sont aperçus que depuis deux mille un (2001) il
12 y a quinze (15) autres villes comme ça. Là, ils ont
13 fait toutes les recherches dans les quinze (15)
14 autres villes puis tout le monde était, comment
15 dire ça donc, ne respectait pas ces balises-là. Un
16 peu, le peloton là, c'était juste eux-autres qui
17 avaient le pas puis les villes n'avaient pas le pas
18 dans un peloton. C'était ça. Puis ils se sont
19 donnés, à la fin, ce qu'ils ont fait, ils ont pris
20 des balises très restrictives puis ils nous les ont
21 appliquées rétroactivement.

22 Puis je pense qu'en vertu de l'article 37
23 de la Charte des droits et libertés, ils n'ont pas
24 le droit de faire ça.

25 Q. [563] Tantôt je vous ai demandé, en deux mille un

1 (2001), quand on parle de cette loi-là, toujours la
2 même loi qu'en deux mille un (2001) il y a eu des
3 changements...

4 R. En deux mille un (2001) ils ont pris la Loi de 84,
5 ils l'ont introduite dans la Loi des cités et
6 villes.

7 Q. [564] O.K. Donc c'est applicable maintenant.
8 C'était applicable à toutes...

9 R. À seize (16) villes.

10 Q. [565] À seize (16) villes de plus de cent mille
11 (100 000)?

12 R. Cinquante mille (50 000) habitants.

13 Q. [566] Cinquante mille (50 000).

14 R. Cinquante mille (50 000), oui.

15 Q. [567] Avant de passer à la prochaine source de
16 financement, vous dites que, à titre informatif
17 vous avez dit qu'un panneau dix (10) par vingt (20)
18 ça coûte cher. Comment ça peut coûter un panneau
19 dix (10) par vingt (20) installé?

20 R. On les louait. On les louait puis on les faisait
21 installer. Je ne sais pas, je ne pourrais pas vous
22 dire mais les factures ont été produites parce que
23 moi, il y avait une fraction dans les dépenses
24 électorales puis une fraction en dehors des
25 dépenses électorales. Les factures ont toutes été

1 produites au DGE.

2 Q. [568] Mais juste une idée de grandeur là.

3 R. Je n'ai aucune idée.

4 Q. [569] Est-ce que c'est cinq cents dollars (500 \$),
5 cinq mille (5 000 \$), dix mille (10 000 \$).

6 R. Ah! Non, non. Ce n'est pas cinq cents dollars
7 (500 \$) mais je ne pourrais pas vous dire.
8 Franchement.

9 Q. [570] C'est moins que cinq cents (500 \$) ou plus?

10 R. C'est plus que cinq cents (500 \$).

11 Q. [571] Beaucoup plus?

12 R. Puis il y en a beaucoup qu'on prenait aussi avec
13 Mediacom là.

14 Q. [572] O.K.

15 R. Je ne pourrais pas vous dire. Franchement là.

16 Q. [573] Et quel genre de dépenses partisans faisiez-
17 vous pendant les années où c'était permis?

18 R. Bien c'est sûr c'était, comme donner un exemple, un
19 crayon promotionnel qu'on avait comme un genre de
20 store après, vous ouvriez ça, vous aviez les
21 numéros de téléphone des vingt et un (21) candidats
22 avec le numéro de téléphone du local central, puis
23 on distribuait ça. Des sacs écologiques pour faire
24 votre marché, on en a peut-être acheté une
25 soixantaine de mille (60 000) ou plus que ça, qu'on

1 a distribué, qu'on faisait distribuer par les
2 conseillers. Puis il fallait que le conseiller
3 parle aux gens. C'était des outils pour permettre
4 aux conseillers de parler avec les gens. Les
5 accroches-portes c'est la même chose. Il y en
6 avait, c'était des distributions puis en même temps
7 il fallait faire du porte à porte, comment je
8 dirais ça, pas intensif là mais, je ne me rappelle
9 pas du qualificatif, puis ça, l'accroche-porte,
10 c'est au printemps. Le monde commençait à sortir,
11 allait sur leur terrain puis un conseiller allait
12 sur la rue, distribuait ses accroches-portes, il
13 voyait quelqu'un, il parlait avec les gens, puis
14 essayer de connaître leur vision de la ville, les
15 problèmes du quartier. Ça les rendait beaucoup plus
16 proches des citoyens et ils répondaient au désir
17 des citoyens, puis c'est là qu'on prenait beaucoup
18 plus de popularité. Tous les outils qu'on avait, le
19 parti était axé sur le contact direct des
20 électeurs. Point. C'était tout ça.

21 Q. [574] Êtes-vous en mesure de donner un pourcentage
22 sur ces dépenses qui entraient sous ce poste-là?
23 Combien de pourcentages étaient réservés à des
24 articles promotionnels versus des coûts de
25 secrétariat?

1 R. Je ne pourrais pas vous dire. Franchement, je ne
2 pourrais pas vous dire. Je n'ai pas la mémoire de
3 ça.

4 Q. [575] Même pas une idée de grandeur?

5 R. Non plus. Non, non. Je n'oserais pas, je vous
6 (inaudible), je ne pourrais pas vous dire.

7 Q. [576] Est-ce qu'il y a d'autres choses que vous
8 voulez nous mentionner concernant la première
9 source de financement, le remboursement des
10 dépenses en matière de recherche et de secrétariat?

11 R. Non. C'est juste qu'on avait eu des balises
12 appliquées puis rétroactivement au seize (16)
13 villes puis non, pas d'autres choses.

14 Q. [577] Parfait. La deuxième source dont vous avez
15 fait état c'est les cocktails de financement.

16 R. Oui.

17 Q. [578] Bon, expliquez-nous un peu les tenants
18 aboutissants.

19 R. Bien comme je vous ai dit, en quatre-vingt-quatre
20 (1984) quand je suis arrivé comme représentant
21 officiel, c'était contrôlé entièrement par un
22 entrepreneur et des collecteurs de fonds.

23 Q. [579] O.K.

24 R. Qui se partageaient la vente des billets puis moi
25 je n'avais pas de contrôle. Le seul contrôle que

1 j'avais c'était de ramasser les chèques.

2 Q. [580] Pour les billets.

3 R. Pour les billets, c'est ça. Mais je n'avais pas de
4 contrôle sur le nombre de billets. Je n'avais pas
5 de contrôle du tout.

6 Q. [581] Est-ce que l'absence de contrôle va perdurer
7 très longtemps?

8 R. Oui, elle va perdurer assez longtemps, jusque dans
9 les années quatre-vingt-dix-sept (1997), quatre-
10 vingt-dix-huit (1998), dans ces coins-là. Je ne
11 pourrais pas vous dire l'année précise, mais à peu
12 près dans ces... Je n'avais même pas le contrôle
13 sur la liste d'envoi des lettres pour le cocktail.

14 Q. [582] Est-ce que c'est anormal, pour un agent
15 officiel, de ne pas gérer...

16 R. Oui.

17 Q. [583] ... l'activité principale de financement?

18 R. Oui.

19 Q. [584] Est-ce que vous êtes en mesure de nous donner
20 une explication?

21 R. Je suis arrivé, c'était comme ça. Moi je voulais me
22 faire connaître, je voulais faire fonctionner mon
23 bureau. J'arrive là, c'est comme ça. Qu'est-ce que
24 vous voulez que je vous dise? Là j'ai travaillé
25 pour aller chercher le contrôle, mais je ne pouvais

1 pas... Voyez-vous, comme avec l'entrepreneur qui
2 avait, lui, le plus gros contrôle, j'ai réussi à,
3 pas le repousser, là, mais à pouvoir aller prendre
4 mon contrôle lorsque j'ai refusé sa caution. Là, en
5 refusant sa caution, là il perdait du pouvoir. Là
6 j'ai réussi à me faufiler. Je n'étais pas l'adepte
7 de la chaise vide, là. J'ai resté là, et je vais
8 vous dire, je suis... J'adore l'organisation
9 politique, j'ai adoré ce que j'ai fait, et
10 travailler avec les gens, rendre service aux gens,
11 j'ai adoré ça. C'est des grandes histoires d'amitié
12 avec les conseillers, conseillères, les
13 organisateurs de quartier, les membres. C'était une
14 passion et une religion pour tout le monde. Puis là
15 je me disais, oui, c'est comme ça, mais je vais
16 finir par en prendre le contrôle.

17 Q. [585] Donc, ça tombe bien...

18 R. Je vais finir à prendre...

19 Q. [586] Oui. Vous allez finalement en prendre
20 contrôle quatre-vingt-dix-sept (97), quatre-vingt-
21 dix-huit (98) approximativement?

22 R. Oui. Puis je me suis servi, justement, de la loi,
23 parce que là je leur disais, « Écoutez, là. Moi je
24 vais vous inscrire sur la liste des sollicitateurs du
25 parti, je vais être obligé de vous inscrire là,

1 puis je vais vous envoyer ça à Québec. » Là, je
2 pense que les gens aimait moins ça. Puis en plus,
3 avec le temps je m'impliquais plus, puis j'allais
4 plus m'imposer, et je prenais plus de confiance
5 aussi. Puis je m'imposais, puis je voyais que je
6 m'imposais, puis il n'y avait pas de réaction de
7 monsieur Vaillancourt, ou de monsieur Lefebvre à
8 l'époque aussi, et de monsieur Vaillancourt, puis
9 je m'imposais de plus en plus, puis personne ne
10 m'empêchait de le faire. Je l'ai fait. Et vers
11 quatre-vingt-dix-sept (97), quatre-vingt-dix-huit
12 (98), je suis devenu - peut-être quatre-vingt-dix-
13 neuf (99) - je suis devenu le seul solliciteur.
14 J'ai pris le contrôle de la liste d'envoi, pas en
15 l'enlevant mais en m'en confectionnant une
16 nouvelle, basée sur les ventes antérieures, et
17 basée aussi sur toutes les sources... Parce que moi
18 j'envoyais des lettres, là, ce n'était pas juste
19 les contributeurs que j'envoyais des lettres.
20 J'envoyais le plus de lettres possible, parce que
21 je voulais que tout le monde sache qu'il y avait
22 une activité de financement, même mes opposants le
23 sachent, qu'il y a une activité, puis qui
24 fonctionnait fort. C'est ça que je... Mon premier
25 but c'était ça. Après...

1 (12:04:24)

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. [587] Est-ce que vous étiez rémunéré pour votre
4 activité de représentant officiel?

5 R. Je n'ai jamais été rémunéré, sauf en deux mille
6 neuf (2009).

7 Q. [588] O.K.

8 R. C'est un travail que je faisais, j'avais des
9 mandats de la Ville, et j'avais aussi des mandats
10 de tout... Pour moi c'était une activité de
11 relations publiques, et je vais être franc avec
12 vous, là, c'était une passion aussi, là.

13 Me SIMON TREMBLAY :

14 Q. [589] Donc, si on revient...

15 R. Et aussi... Excusez-moi.

16 Q. [590] Oui, allez-y, allez-y.

17 R. Et aussi, je n'étais pas... Je viens d'une famille
18 qui est quand même assez aisée. Je pouvais me
19 permettre de jouer un peu à la politique, si vous
20 voulez. Je n'étais pas quelqu'un qui était reconnu
21 comme une personne affamée qui voulait aller
22 chercher des mandats absolument. J'étais à mon
23 propre nom, seul, j'ai resté avocat seul toujours.
24 Je n'étais pas une concurrence pour d'autres
25 bureaux, moi là, là.

1 Q. [591] D'accord. Si on revient, donc, au moment où
2 vous prenez le contrôle, pour reprendre vos
3 termes...

4 R. Oui.

5 Q. [592] ... du cocktail, et donc là vous étiez à nous
6 dire que vous avez refait la liste d'envoi, et
7 donc, vous avez donc repris le contrôle. Ce
8 cocktail-là a lieu combien de fois par année?

9 R. Une fois par année. Un événement annuel, à peu près
10 vers le mois de juin.

11 Q. [593] O.K. Là je parle, évidemment, du moment où
12 vous prenez le contrôle à la dissolution du parti.

13 R. Bien, ça a toujours été... Ça a toujours été un
14 événement annuel.

15 Q. [594] O.K. Il y a combien de personnes, environ,
16 qui se rencontrent lors de cet événement annuel là?

17 R. Pour vous donner un exemple, en deux mille neuf
18 (2009) j'ai vendu, de mémoire, neuf cent vingt
19 (920) billets, et j'en ai donné sept cent cinquante
20 (750). Et il y a eu à peu près douze cents (1 200)
21 participants.

22 Q. [595] O.K. Combien ça se vend, un billet?

23 R. Deux cent cinquante dollars (250 \$) à l'époque. Ça
24 pouvait monter. Ça a monté... Ça a parti peut-être
25 de cent cinquante (150), à deux cents (200), à deux

1 cent cinquante (250).

2 Q. [596] Puis les sept cent quelques convives qui
3 n'ont pas à déboursier le deux cent cinquante
4 dollars (250 \$), on parle de qui?

5 R. Des membres et des travailleurs du PRO.

6 Q. [597] Mais il y a vingt et un (21) conseillers, il
7 n'y a sûrement pas sept cents (700) travailleurs au
8 parti PRO des Lavallois?

9 R. Il y a beaucoup... Il y a vingt-huit mille (28 000)
10 membres, puis oui, il y a beaucoup de travailleurs
11 au PRO. Pour vendre vingt-huit mille (28 000)
12 cartes de membre, il faut avoir des organisations,
13 puis il y a beaucoup de travailleurs bénévoles au
14 PRO.

15 Q. [598] Je n'en doute pas une seconde.

16 R. Oui.

17 Q. [599] Mais vous allez convenir avec moi que les
18 sept cents (700) personnes qui sont invitées
19 gracieusement ne sont pas tous des travailleurs du
20 PRO ou des conseillers?

21 R. Ce sont... Les conseillers sont invités
22 gratuitement, oui. Ce sont des gens de
23 l'organisation du PRO. Ça se peut que moi, des
24 fois, qu'une personne veut m'acheter des billets,
25 puis il n'est pas Lavallois, je peux en avoir

1 donné, mais ce n'est pas des grosses quantités.
2 Non, c'est des gens... des gens... Puis en plus,
3 c'est une manière de... Comme un congrès général.
4 Donner un exemple du congrès général, on donnait
5 beaucoup de billets ou de participations pour
6 essayer d'impliquer les gens. C'est une manière
7 d'attirer les gens, aussi, à adhérer à notre parti.
8 Puis on faisait ça aussi avec le cocktail. Il y
9 avait toujours le côté contact avec les électeurs,
10 et d'attirer des gens vers nous.

11 Q. [600] Mais vous parlez de contacts avec les
12 électeurs, puis dans la phrase précédente vous me
13 dites que vous donnez des billets...

14 R. Oui.

15 Q. [601] ... pour les non-Lavallois.

16 R. Non mais si une personne... Je peux donner des
17 billets à qui je veux. La loi ne m'empêche pas. La
18 personne qui rentre au cocktail peut être un non-
19 Lavallois. Parce qu'une personne qui m'achète
20 quatre billets, il peut faire ce qu'il veut avec
21 ses quatre billets. J'ai déjà eu une princesse du
22 Gabon dans un cocktail. Je ne pouvais pas
23 l'empêcher de rentrer. Puis il n'y avait pas de...
24 Il n'y avait pas de contrôle à la porte.

25 Q. [602] Mais, corrigez-moi si je me trompe, ce qui

1 est important, c'est que la personne qui paie le
2 billet doit être résidant de Laval.

3 R. Oui. Après ça, ça devient comme une valeur
4 mobilière. Moi, la seule chose que je leur disais :
5 « Vous n'avez pas le droit de les revendre. » Mais
6 s'il veut donner ça à quelqu'un de Québec ou de
7 Trois-Rivières. Puis moi je ne demandais pas de
8 pièce d'identité en rentrant au cocktail, là.

9 Q. [603] Mais vous, est-ce que, personnellement, ce
10 que vous avez fait ou indirectement suite à des
11 inscriptions de votre part, est-ce que vous avez
12 fait des invitations ciblées à des personnes à
13 l'extérieur de la Ville de Laval?

14 R. Non, jamais.

15 Q. [604] Aucune?

16 R. Notre envoi postal est envoyé à des Lavallois. Il
17 peut arriver que quelqu'un m'appelle puis me dise,
18 bien, « veux-tu envoyer une lettre à telle personne
19 parce qu'il reste à Laval ou il a un associé de
20 Laval », là je l'envoyais. Mais dans mon envoi
21 général, non, jamais envoyé à des non-Lavallois.
22 Mais si on m'appelle puis dire, je veux acheter...
23 comme il y a eu un cas qui a fait, qui a passé à la
24 télévision à Radio-Canada, la personne, une
25 personne appelle puis elle dit : « Envoie-moi deux

1 billets à Gentilly. » Bien, est-ce que ce sont des
2 Lavallois qui vont payer? Puis le Lavallois n'est
3 pas remboursé. « Non, non, pas de problème, c'est
4 un Lavallois qui paie, qui ne sera pas remboursé. »
5 Bon, moi j'envoie les billets puis chaque
6 correspondance, l'envoi général, tous les envois
7 que je fais et que je faisais étaient accompagnés
8 d'un formulaire d'information. Et sur les lettres
9 que j'ai envoyées à Gentilly que ça a passé
10 justement à l'émission de Radio-Canada, si les gens
11 avaient regardé un petit peu plus, bien, il y avait
12 une des deux lettres qui étaient écrites,
13 formulaire d'information, et s'il aurait demandé
14 c'est quoi le formulaire d'information, bien là il
15 aurait eu une lettre, une feuille complète qu'il
16 était indiqué qui peut acheter des billets, comment
17 qu'il peut en acheter, combien qu'il peut en
18 acheter puis qu'il n'a pas le droit d'être
19 remboursé. Ça c'était dans toutes mes
20 correspondances.

21 Q. [605] Madame Blanchette, je ne sais pas si c'était
22 possible pour vous de nous exposer l'onglet 4. Je
23 vais vous laisser quelques instants, Monsieur,
24 Maître Bertrand pour que vous puissiez regarder la
25 lettre.

1 R. Oui.

2 Q. [606] Si vous pouviez défiler, Madame Blanchette,
3 ça serait apprécié. C'est un document de deux
4 pages.

5 R. Ça c'est la lettre générale.

6 Q. [607] Ça on peut voir que c'était pour le cocktail
7 de juin deux mille dix (2010)?

8 R. Oui, et la signature de monsieur Vaillancourt,
9 c'est une signature électronique. Ce n'est pas lui
10 qui me disait à qui envoyer, c'est moi qui décidais
11 à qui j'envoyais. Exact. Pièce jointe : information
12 légale.

13 Q. [608] O.K. Puis si on descend toujours?

14 R. Vous avez les informations légales.

15 Q. [609] Donc, là, c'est, dans le fond, la référence à
16 la loi qui peut acheter, comment, pour, tout ce que
17 vous venez de nous dire, dans le fond, avant qu'on
18 expose la pièce?

19 R. Je vulgarisais la loi, voyez-vous, qui peut acheter
20 des billets. Après ça un peu plus bas, combien de
21 billets un électeur de Laval peut-il acheter,
22 combien, comment l'achat du ou des billets doit-il
23 être payé. Parce que je n'ai pas le droit
24 d'accepter des mandats poste, parce qu'un mandat
25 poste, une personne pourrait m'envoyer vingt-deux

1 (22) mandats poste de mille dollars (1000 \$).

2 Q. [610] Mais je ne veux pas entrer dans le détail.

3 R. Oui, oui, O.K., excusez-moi.

4 Q. [611] Le document, les commissaires seront en
5 mesure d'apprécier le document, mais donc le
6 document contient, là, les...

7 R. Puis, voyez-vous, à la fin complètement :

8 La contribution doit être versée par
9 l'électeur lui-même de ses propres
10 biens, doit être faite volontairement,
11 sans contrepartie ou compensation et
12 ne pas faire l'objet d'un quelconque
13 remboursement par un tiers, exemple,
14 par un employeur.

15 Q. [612] Est-ce que cette annexe-là ça fait longtemps
16 qui accompagne la lettre d'invitation?

17 R. Depuis l'an deux mille (2000), mais la version
18 de...

19 Q. [613] Avec la dernière partie?

20 R. Du remboursement, peut-être deux mille cinq (2005),
21 j'ai... ça, ça a été un petit peu copié sur une
22 lettre que le DGE avait envoyée à tous les
23 contributeurs lavallois pour s'assurer qu'ils
24 n'étaient pas remboursés. Puis j'ai pris ce
25 paragraphe-là et je l'ai mis dans ma lettre, mais

1 j'ai ajouté, exemple, « par un employeur ». Ça, ce
2 n'était pas dans la lettre du DGE.

3 Q. [614] D'accord. On va produire, Madame la
4 greffière, sous la cote 68P-732. Donc, on pourrait
5 appeler la lettre-type envoyée aux gens pour le
6 cocktail de financement annuel du parti PRO des
7 Lavallois.

8

9 68P-732 : Lettre-type de sollicitation du 27
10 avril 2010 pour le cocktail de
11 financement de 2010 du parti PRO des
12 Lavallois

13

14 Q. [615] Cette activité-là peut rapporter combien pour
15 le parti PRO?

16 R. Disons dans les dernières années on pourrait parler
17 de cent quarante mille (140 000), dans les dix
18 dernières années à peu près, cent quarante mille
19 dollars (140 000 \$) net.

20 Q. [616] Donc, après les...

21 R. Après les dépenses, tout ça, oui.

22 Q. [617] Les dépenses, les sept cents (700) billets
23 gratuits?

24 R. Il y a eu une année ça a coûté... j'ai vendu moins
25 de billets, mais en général, là, on peut parler,

1 oui, cent quarante mille (140 000), pas loin de
2 cent quarante mille (140 000). C'est dans les états
3 financiers.

4 Q. [618] Dans le cadre de ce cocktail-là, on a entendu
5 parler dans le cadre de différents témoins qui nous
6 parlaient de la Ville de Montréal, ils nous ont
7 parlé d'un chapeau?

8 R. Oui.

9 Q. [619] Je pourrais peut-être de façon plus
10 scientifique appeler ça des dons anonymes?

11 R. Oui.

12 Q. [620] Pouvez-vous nous en parler comment ça
13 s'opérait au parti PRO des Lavallois?

14 R. J'ai éliminé les dons anonymes en mil neuf cent
15 quatre-vingt-dix-huit (1998). En quatre-vingt-dix-
16 sept (97) il y a eu neuf cent quatre-vingt quelques
17 dollars de dons anonymes. Avant ça, ça pouvait
18 monter d'une couple de mille (1000), mais pas des
19 montants de vingt, trente mille, quarante mille
20 (20 000-30 000-40 000). On a le droit à vingt pour
21 cent (20 %) du montant collecté des revenus. Je ne
22 pense pas que ça inclut les revenus du recherche et
23 secrétariat, là.

24 Q. [621] Attendez, on va juste revenir. Qu'est-ce que
25 vous dites, c'est vingt pour cent (20 %)?

1 R. Des dons anonymes je pense que c'est vingt pour
2 cent (20 %).

3 Q. [622] Oui?

4 R. Du montant qu'on peut, de nos revenus. Comme disons
5 si je vais chercher en revenus deux cent cinquante
6 mille dollars (250 000 \$), pas de revenus nets,
7 mais revenus bruts pour le cocktail.

8 Q. [623] O.K. Dans le cadre de la cueillette de ces
9 dons anonymes là?

10 R. Des revenus, des contributions ordinaires. Si je
11 prends le montant de mes revenus, des donations
12 anonymes, si ma mémoire est bonne, c'est vingt pour
13 cent (20 %), maximum, de ces montants-là. Bon, bien
14 moi, les dons anonymes je ne croyais pas à ça. Puis
15 je vais être franc avec vous, s'il y a quelque
16 chose que je pouvais contrôler, je le contrôlais.
17 Puis moi, de l'argent au parti, me faire voler, moi
18 je ne voulais pas ça. Puis en quatre-vingt-dix-huit
19 (98), vous regardez les états financiers, ils sont
20 à zéro, sauf une année qu'il y a eu un cinquante
21 dollars (50 \$) parce que c'est une personne qui a
22 vraiment fait un don anonyme puis qui est partie,
23 puis on ne savait pas c'est qui. Bien, c'est un don
24 anonyme puis on l'a mis cinquante dollars (50 \$)
25 dans les dons anonymes.

1 Q. [624] Ça fait que la raison pourquoi vous décidez
2 de...

3 R. Je ne croyais pas à ça. Et ça, j'ai fait ça, aussi,
4 contre la volonté de monsieur Vaillancourt, aussi.

5 Q. [625] Est-ce qu'il y a eu des discussions à cet
6 effet-là avec monsieur Vaillancourt?

7 R. Une fois ou deux fois, mais pas fermement. Il me
8 disait : « Où est le... » pas le chapeau, nous
9 autres, c'était une boîte. « Où est la boîte là-
10 dessus? » Bien, j'ai dit... je lui disais : « Je
11 pense qu'il y en avait une ou... », je ne sais pas,
12 je l'évitais. Puis il me disait : « As-tu fait des
13 dons anonymes, qu'est-ce que tu fais pour les dons
14 anonymes? » Je lui disais oui, mais je ne le
15 faisais pas. Il le voyait bien dans les états
16 financiers suivants, mais il ne me revenait pas là-
17 dessus. Mais je les ai éliminés en quatre-vingt-
18 dix-huit (98), vous pouvez le voir sur les états
19 financiers.

20 Q. [626] En matière de cocktails de financement, est-
21 ce que le DGE fixe des limites, c'est-à-dire, est-
22 ce que je peux avoir invité cinquante... bien, pas
23 cinquante mille (50 000) personnes, soyons
24 réalistes, mais je pourrais inviter trois, quatre
25 mille (3 000-4 000) personnes?

1 R. Il n'y a pas de limites. Vous voulez dire pour
2 l'envoi des lettres?

3 Q. [627] Non, je parle pour le nombre de billets, là.

4 R. Vendus, bien non, non. Non, pourquoi que... non,
5 non, il n'y a pas de limite.

6 Q. [628] Est-que...

7 R. Je pourrais... j'ai vendu neuf cent dix-neuf (919),
8 neuf cent vingt (920) billets en deux mille neuf
9 (2009), je pourrais en avoir vendu quatorze cents
10 (1 400).

11 Q. [629] Quel genre de vérification le DGE peut faire
12 de ce genre d'activité là?

13 R. O.K., bien, comme exemple, là, ils ont fait une
14 seule vérification en trente (30) ans, mais une
15 bonne.

16 Q. [630] En deux mille dix (2010), là, c'est ça que
17 vous me parliez.

18 R. Oui, deux mille dix (2010), c'est ça, mais une
19 bonne. Ils ont vérifié deux mille huit (2008), deux
20 mille neuf (2009)... deux mille huit (2008), deux
21 mille neuf (2009). Ils ont pu constater que j'avais
22 des normes comptables encore plus sévères que
23 celles réclamées par le DGE. Parce que moi, chaque
24 chèque qui était déposé, j'en avais une photocopie
25 de chaque chèque avec mon bordereau de dépôt de la

1 banque et chaque copie de chèque avec l'émission du
2 reçu officiel. Donc, quand ils sont arrivés, en
3 deux mille dix (2010), ils ont pu voir tous les
4 chèques, puis ça c'est une norme qu'ils ont
5 demandée, je pense, en deux mille onze (2011) à
6 tout le monde après. Mais cette norme-là n'était
7 pas là avant deux mille onze (2011). Et moi, tous
8 les chèques que je déposais, c'était avec... puis
9 l'argent, aussi, que je déposais, quand les cartes
10 de membres, bien là, c'est le conseiller municipal
11 qui avait vendu des cartes de membre, nous autres,
12 qui m'amenait cinq cents dollars (500 \$) en cartes
13 de membre, bien là, on prenait une petite fiche,
14 cinq cents dollars (500 \$), cartes de membre, puis
15 il signait en bas. Et je le mettais avec mon
16 bordereau de dépôt qui avait le cinq cents dollars
17 (500 \$) de déposé dedans.

18 Q. [631] Avant qu'on passe à la troisième source de
19 financement, est-ce qu'il y a quelque chose que
20 vous voulez ajouter relativement aux cocktails de
21 financement?

22 R. Moi, là, il n'y avait pas... bien, en tout cas,
23 moi, il n'y avait pas de prête-nom dans le cocktail
24 bénéfice, moi, je n'en voyais pas de prête-nom dans
25 le cocktail bénéfice.

1 Q. [632] O.K. Contributions des conseillers municipaux
2 et de leurs proches. Peut-être un historique au
3 niveau des contributions. On sait qu'aujourd'hui,
4 vous l'avez dit tout à l'heure, c'est mille dollars
5 (1 000 \$) maximum?

6 R. Oui.

7 Q. [633] Il y a eu une évolution dans...

8 R. Oui, il y avait six cent cinquante dollars (650 \$)
9 pour tous les partis. Ça a monté à peu près à sept
10 cent cinquante dollars (750 \$) après pour chacun
11 des partis, et en quatre-vingt-dix-neuf (99), ça a
12 monté à mille dollars (1 000 \$) pour chacun des
13 partis, en quatre-vingt-dix-neuf (99).

14 Q. [634] O.K. Et c'est quand la première fois où on
15 discute avec vous ou vous discutez avec quelqu'un
16 de l'idée de faire contribuer les conseillers
17 municipaux et leurs proches?

18 R. Oui, ça c'est le coin le plus... mon coin obscur...
19 mon côté obscur, ça, oui. En mil neuf cent quatre-
20 vingt-quinze (1995), j'ai une réunion avec... il y
21 avait monsieur Lesault, Jean Gauthier, il y avait
22 un ou deux... je pense deux conseillers, mais je ne
23 me rappelle pas des conseillers, qui étaient là et
24 qui m'ont expliqué que les conseillers n'ont jamais
25 payé de leur poche, les contributions.

1 Q. [635] Je fais une petite pause, c'est qui monsieur
2 Lesault?

3 R. C'est l'entrepreneur qui avait cautionné le parti.

4 Q. [636] Ah, le type que vous nous parliez tout à
5 l'heure?

6 R. Oui, c'est ça.

7 Q. [637] D'accord. Donc, pour...

8 R. Qui avait cautionné à chaque année le parti.

9 Q. [638] Donc, poursuivez, il y a Maître Gauthier,
10 monsieur Lesault...

11 R. Oui.

12 Q. [639] Il y a deux conseillers dont vous...

13 R. Je ne me rappelle pas vraiment.

14 Q. [640] Est-ce que monsieur Vaillancourt est là?

15 R. Non. Monsieur Vaillancourt n'est pas là.

16 Q. [641] D'accord. Donc, il y a cette conversation-là,
17 qu'est-ce qui se passe dans cette réunion-là?

18 R. Bien, il m'explique que les conseillers n'avaient
19 jamais contribué de leur poche dans les
20 contributions faites au parti. Puis même de leurs
21 proches aussi. Je m'en doutais, là, écoutez...
22 parce qu'il y a des conseillers qui n'étaient pas,
23 vraiment pas fortunés puis qui faisaient des
24 contributions de sept cent cinquante dollars
25 (750 \$) et avec leurs proches, leur épouse, c'est

1 certain que je m'en doutais. Puis là, ils m'ont dit
2 ça. Bon, là, ils m'ont dit : « Bien, tu vas
3 continuer à le faire avec les conseillers parce que
4 les conseillers veulent continuer à faire ça. »

5 Q. [642] Qu'est-ce qu'ils vont continuer à faire?

6 R. Bien, on appelle ça du prête-nom aujourd'hui, mais
7 à l'époque, ce n'était pas du prête-nom, là. À se
8 faire rembourser les montants qu'ils cotisaient au
9 parti.

10 Q. [643] Pour eux personnellement ou également pour
11 les proches?

12 R. Pour eux personnellement et les proches.

13 Q. [644] D'accord. Donc, on est en quatre-vingt-quinze
14 (95), on discute de ça. Poursuivez.

15 R. C'est ça. Moi, j'ai dit : « Il va venir d'où cet
16 argent-là, là? » Là, c'est Maître Jean Gauthier
17 qui, lui, il me dit que l'argent venait des
18 ingénieurs, que les ingénieurs, eux autres, ne
19 voulaient pas faire du prête-nom au niveau
20 municipal. Parce qu'au niveau municipal, s'il y a
21 vingt (20), trente (30) chèques de chaque firme
22 d'ingénieurs, c'est facilement repérable. Puis eux
23 autres, ils ne voulaient pas faire du prête-nom,
24 ils voulaient donner de l'argent comptant.

25 Q. [645] Ça, c'est maître Gauthier qui vous explique

1 ça?

2 R. C'est maître Gauthier qui m'a expliqué ça. Bon, moi
3 je suis là en quatre-vingt-quinze (95), là...
4 c'était un peu la culture du temps, tout le monde
5 le faisait, les partis d'opposition le faisaient
6 aussi. Ça se faisait au provincial aussi. Moi,
7 j'avais des mandats de la Ville, j'adorais le
8 travail, j'ai accepté de le faire.

9 Q. [646] Donc, vous avez accepté de prendre de
10 l'argent...

11 R. De continuer. Je n'ai pas, moi, je n'ai pas
12 implanté ça, je n'ai pas... j'ai maintenu ça. J'ai
13 suivi la rivière.

14 Q. [647] Mais vous avez accepté de recevoir de
15 l'argent comptant de maître Gauthier, argent
16 comptant qui provenait des ingénieurs pour, après
17 ça, donner de l'argent aux conseillers?

18 R. Les distribuer à chacun des conseillers pour faire
19 du prête-nom, qu'on appelle aujourd'hui.

20 Q. [648] Avant de poursuivre sur cette ligne de
21 questions-là, je fais un pas en arrière. Vous nous
22 dites « Ça se passait de même aussi au niveau des
23 partis d'opposition et au provincial ».

24 R. Oui.

25 Q. [649] Sur quoi vous vous appuyez pour dire ça?

1 R. Bien, au provincial, moi j'avais un de mes amis
2 qui, au PQ, qui le faisait en quantité
3 industrielle. Là, il est décédé aujourd'hui, je ne
4 sais pas si c'est en quatre-vingt-quinze (95).

5 Q. [650] C'est en quatre-vingt-quinze (95), donc on va
6 s'en tenir, là, au...

7 R. Au nom?

8 Q. [651] Non, au dix-neuf (19) octobre quatre-vingt-
9 seize (96).

10 12:20:26

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [652] En quatre-vingt-quinze (95), non.

13 R. Il est décédé aussi.

14 Q. [653] Bien alors, non. Mais c'est surtout parce que
15 c'est à l'extérieur du mandat.

16 R. Oui, oui, oui, je vous comprends. C'est pour ça que
17 je... puis en plus, Madame, c'était un bon ami à
18 moi aussi, un ami d'enfance aussi, c'est pour ça
19 que...

20 Me SIMON TREMBLAY :

21 Q. [654] Donc, c'est...

22 R. Oui. Ils en faisaient en quantité industrielle.
23 Quand j'ai entendu le témoignage de monsieur
24 Cloutier, ça m'a rappelé les montants. Je pense que
25 c'était quatre cents dollars (400 \$) parce que

1 c'était à quatre cents dollars (400 \$), je crois,
2 qu'on avait le maximum de retour d'impôt. Ça m'a
3 fait penser à ça pour le montant. Je me rappelais
4 qu'il avait fait du prête-nom mais pour le montant,
5 ça m'a rappelé avec le témoignage de monsieur
6 Cloutier.

7 Q. [655] Donc, au niveau provincial c'est sur cette...

8 R. Oui. Ça se faisait.

9 Q. [656] ... information-là que vous vous basez.

10 R. Oui, au niveau du Parti libéral, bien ça, ça se
11 disait, là, mais je n'avais pas de source parce que
12 moi je ne suis pas de source libérale. Mais on en
13 entendait parler certain.

14 Q. [657] Quand vous dites vous n'êtes pas de source
15 libérale, vous êtes...

16 R. Je ne suis pas de...

17 Q. [658] ... vous êtes plus sympathisant pour le PQ,
18 c'est ça que vous voulez dire?

19 R. Oui, je suis... Oui. J'ai appris à faire des
20 élections avec le PQ.

21 Q. [659] O.K.

22 R. Et je suis un indépendantiste.

23 Q. [660] Donc, au niveau du PQ, c'est votre
24 connaissance avec votre ami, feu votre ami.

25 R. Qui était un indépendantiste lui aussi.

1 Q. [661] D'accord. Donc, ça c'est au niveau
2 provincial. Au Parti libéral, ça, c'est ce que vous
3 entendez...

4 R. Oui, oui, oui.

5 Q. [662] ... à gauche et à droite. Au niveau des
6 partis d'opposition, sur quoi vous vous basez pour
7 dire ça?

8 R. Partis d'opposition, bien, écoutez, ça se
9 faisait... Un parti politique municipal qui veut
10 rentrer six mois avant l'élection, puis il est
11 nouveau, puis il veut faire une campagne électorale
12 qui coûte à peu près cinq cent mille (500 000 \$),
13 il n'est pas capable de rentrer cinq cents (500)
14 donations de mille (1 000 \$) en dedans de six mois
15 puis les ressortir du parti légalement. Il peut en
16 rentrer un peu, admettons qu'il en rentre cent
17 mille (100 000 \$), mais il faut qu'il le ressorte
18 après. Puis après ça, il faut qu'il le rentre, il
19 n'est pas capable. Pour donner un exemple, en
20 quatre-vingt-dix-sept (97), le Parti élan a fondé
21 un journal, ça c'est monsieur Lefebvre, pour son
22 fils Daniel Lefebvre qui était candidat, il a fondé
23 un journal, le « Bonjour Laval ». Il a fondé ça à
24 peu près quatre, cinq mois avant l'élection,
25 financé par des privés, des tiers, puis c'était un

1 journal qui était une attaque en règle contre nous
2 autres. À toutes les semaines, il tirait, je pense,
3 soixante-cinq mille (65 000) exemplaires par
4 semaine, puis il envoyait ça à toutes les semaines
5 puis le journal a fermé peut-être deux mois après.
6 Puis ça, ça a été une manière de passer à côté du
7 parti puis de dépenser peut-être une couple de cent
8 mille à côté du parti, en contournant la loi. C'est
9 ça. Ça, c'est une manière. Les autres manières
10 c'est les gens, ils rentraient, c'est certain
11 qu'ils faisaient du prête-nom. Des cocktails aussi.
12 Il peut y avoir eu des cocktails à cinquante
13 dollars (50 \$), vous faites un cocktail puis il y a
14 cent (100) personnes qui viennent au cocktail mais
15 vous en déclarez cinq cents (500), vous avez aucun
16 reçu officiel à faire, ce n'est pas une
17 contribution, c'est en bas de cent (100 \$), puis
18 vous rentrez de l'argent avec le cocktail. Ça, on
19 n'a jamais fait ça, nous, parce qu'on était un
20 parti établi qui montait notre argent à tous les
21 ans. C'était à notre avantage puis en plus on avait
22 le budget de recherche et secrétariat.

23 Q. [663] Est-ce qu'il y a d'autres façons de faire en
24 plus de celles que vous venez d'énumérer? Quelles
25 soient théoriques ou pratiques, que vous avez pu

1 soit constater, que vous avez fait...

2 R. Non.

3 Q. [664] ... ou que vous avez pensé à?

4 R. Bien, il y a de l'argent qui se promène comptant à
5 part, oui, mais à part de ça, non, je ne vois pas
6 d'autres techniques, là. Bien, on avait assez de
7 faire notre travail, on voyait ce qui se passait
8 mais on n'était pas en examen, dans le fond, de
9 tout le monde, on faisait notre travail
10 d'organisation, là, électorale, là. Il peut y avoir
11 d'autres trucs, mais je n'en ai pas connaissance ou
12 je n'en ai pas souvenir là.

13 Q. [665] Le principal bailleur de fonds, donc la
14 personne, pardon, qui vous fournissait l'argent
15 comptant de façon principale, c'était maître
16 Gauthier?

17 R. À moi, oui.

18 Q. [666] Pourquoi vous dites à vous?

19 R. Bien là, les autres, je ne le sais pas.

20 Q. [667] O.K. Oui. Parfait. En année électorale,
21 combien d'argent comptant pouvait transiger entre
22 vos mains? Et quand je parle d'argent comptant,
23 bien entendu, je parle d'argent que je
24 qualifierais, là, de... collecté de façon à ne pas
25 respecter l'esprit de la loi d'alors.

1 R. Je vais vous parler de l'année deux mille neuf
2 (2009).

3 Q. [668] Parlez-nous de l'année deux mille neuf
4 (2009), donc l'année électorale.

5 R. C'est ça. L'année électorale deux mille neuf
6 (2009). Écoutez, en deux mille neuf (2009), on a
7 dépensé un...

8 Q. [669] Juste avant, je ne veux pas aller trop en
9 détail, juste avant qu'on aille en profondeur,
10 pardon, j'aime ça juste avoir une vue d'ensemble,
11 je veux savoir le total.

12 R. Bien, c'est pour ça...

13 Q. [670] ... (inaudible) électoral.

14 R. C'est ça. Mais, ce que je veux vous dire, c'est
15 qu'on a dépensé un million cent (1,1 M\$) en deux
16 mille neuf (2009).

17 Q. [671] D'accord.

18 R. L'argent devenait une exception parce qu'on était
19 un parti qui était riche. On n'avait pas besoin
20 d'aller chercher de l'argent à l'extérieur ou faire
21 des dépenses à l'extérieur, comprenez-vous? Mais,
22 oui, il y en avait de l'argent. Ça représentait
23 peut-être dix, douze pour cent (10 %-12 %) du
24 million cent mille (1,1 M\$). Je peux parler peut-
25 être, de mémoire, de cent cinquante mille

1 (150 000 \$) un gros... moi, d'après moi, un
2 maximum, là, de, moi, ce que je voyais, là.

3 Q. [672] Donc, d'argent comptant...

4 R. Oui.

5 Q. [673] ... qui provenait des ingénieurs et via
6 maître Gauthier...

7 R. Oui.

8 Q. [674] ... et qui était réinjecté, si on veut, dans
9 le parti?

10 R. Oui, on peut parler de cent cinquante mille
11 (150 000 \$).

12 Q. [675] De façon à nettoyer un peu, si on veut,
13 l'argent, de façon à rendre l'entrée dans le parti
14 légitime.

15 R. Il ne rentrait pas dans le parti, il était en
16 dépenses directes comptant. On n'avait pas besoin
17 de... à part du prête-nom... Puis même le prête-nom
18 des conseillers, on n'en avait pas vraiment de
19 besoin, là. Ça, on va revenir plus tard. Mais,
20 l'argent qui était rentré dans le parti, c'était
21 les cocktails. Puis, comme j'ai dit plus tard...
22 plus tôt, il n'y en avait pas de prête-nom dans les
23 cocktails. En tout cas, moi, d'après moi, il n'y
24 avait pas de qu'est-ce qu'on appelle le financement
25 sélectif parce qu'il n'y avait pas de... Moi, je ne

1 recevais pas de chèques massivement. Là c'est moi
2 qui faisais la sollicitation, c'est moi qui
3 contrôlais le cocktail.

4 Q. [676] Je sais, mais le cent cinquante mille dollars
5 (150 000 \$), là, en argent...

6 R. C'est de l'argent comptant qui servait...

7 Q. [677] ... c'est votre petite caisse, dans le fond,
8 pour payer certaines dépenses qui ne sont pas
9 comptabilisées pendant l'année électorale.

10 R. Exact.

11 Q. [678] Puis dans une année qui n'est pas électorale,
12 on parle de combien?

13 R. Il n'y en avait pas presque, c'étaient des cas
14 d'exception.

15 Q. [679] Mais, je veux un chiffre.

16 R. Ah! Je n'en ai pas, zéro, ou un cas d'exception,
17 trois mille (3 000 \$), cinq mille (5 000 \$), deux
18 mille (2 000 \$) comme...

19 Q. [680] Non, la question que je vous demande, Maître
20 Bertrand, c'est...

21 R. Oui. Excusez.

22 Q. [681] Non, ça va. En deux mille neuf (2009), qui
23 est une année électorale...

24 R. Oui.

25 Q. [682] ... vous estimez environ - et on fera le

1 détail plus tard - que maître Gauthier, par
2 l'argent collecté des entrepreneurs, vous remet
3 environ ou jusqu'à un maximum de cent cinquante
4 mille dollars (150 000 \$).

5 R. Collecté des ingénieurs, pas des entrepreneurs.

6 Q. [683] Des ingénieurs. Pardon.

7 R. Oui, oui, oui. Oui, cent cinquante mille
8 (150 000 \$).

9 Q. [684] En période électorale. Et on a la période de
10 deux mille neuf (2009) à titre de référence.

11 R. Oui, il y a deux mille dix (2010) qui en a... C'est
12 parce qu'en dehors des...

13 Q. [685] Mais, Maître Bertrand...

14 R. Oui.

15 Q. [686] ... une question à la fois. Deux mille neuf
16 (2009), année électorale, vous me dites...

17 R. Excusez.

18 Q. [687] ... - non, ça va - qu'il y a un maximum de
19 cent cinquante mille dollars (150 000 \$)...

20 R. Oui.

21 Q. [688] ... qui a transigé dans les coffres du parti
22 puis qui a servi, un peu comme une petite caisse, à
23 payer certaines dépenses qui n'ont pas été
24 comptabilisées.

25 R. C'est parce que quand vous dites « transigé dans

1 les coffres », c'est de l'argent qui a été dépensé
2 directement sans rentrer dans le parti.

3 Q. [689] Mais, au bénéfice du parti?

4 R. Ah! Oui.

5 Q. [690] Bon. On s'entend là-dessus.

6 R. Oui.

7 Q. [691] C'est pour ça, quand je dis « transité »,
8 c'est parce que c'est au bénéfice du parti.

9 R. Excusez-moi. Oui.

10 Q. [692] Ah! Peut-être ma terminologie n'est pas
11 appropriée, je m'en excuse, mais...

12 R. Non, non, non.

13 Q. [693] ... là maintenant on se comprend, donc dans
14 l'intérêt du parti. Ma question sous-jacente avant
15 de prendre la pause sur l'heure du lunch, c'est :
16 Dans une année non électorale, donc deux mille dix
17 (2010), deux mille huit (2008), deux mille onze
18 (2011), deux mille sept (2007), combien d'argent
19 comptant - et là j'utilise le mot « transige »,
20 mais... est utilisé dans l'intérêt du Parti PRO des
21 lavallois?

22 R. Le prête-nom.

23 Q. [694] C'est combien en dollars, environ?

24 R. Ça peut jouer dans quarante à soixante mille,
25 quarante mille (40 000 \$-60 000 \$-40 000 \$), ça

1 dépend des années.

2 Q. [695] O.K. Non, une idée de grandeur...

3 R. Oui, oui.

4 Q. [696] ... puis cet après-midi, on va aller dans le
5 détail.

6 R. Entre quarante à soixante mille (40 000 \$-60 000 \$)
7 d'après moi, là, de souvenir, là, oui.

8 Q. [697] Donc, quarante à soixante mille dollars
9 (40 000 \$-60 000 \$) d'argent comptant fourni,
10 encore une fois, par maître Gauthier provenant des
11 ingénieurs. Et cet argent, quarante à soixante
12 mille (40 000 \$-60 000 \$) sert à rembourser les
13 différents conseillers qui agissent comme prête-
14 nom.

15 R. Puis quand je vous ai parlé du cent cinquante mille
16 (150 000 \$) pour l'année électorale, le prête-nom
17 est dedans aussi.

18 Q. [698] O.K. Et ma question que je viens juste de
19 vous poser, je vais la répéter.

20 R. Excusez. Quarante à soixante mille (40 000 \$-
21 60 000 \$), oui, vous avez raison.

22 Q. [699] Donc, ça sert pour rembourser les différents
23 conseillers pour les contributions qu'ils font, eux
24 et leurs proches.

25 R. Exact, c'était en relation directement pour faire

1 du prête-nom.

2 Q. [700] Parfait. Donc, je pense qu'à ce moment-ci,
3 c'est le moment approprié pour suspendre pour le
4 lunch. On pourra à ce moment-là se revoir en début
5 d'après-midi. Merci.

6 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

7

8 REPRISE DE L'AUDIENCE

9

10 LA GREFFIÈRE :

11 Monsieur Bertrand, vous êtes toujours sous le même
12 serment.

13 R. Oui.

14 (14:03:22)

15 Me SIMON TREMBLAY :

16 Q. [701] Alors, bonjour à tous. Maître Bertrand,
17 lorsqu'on a suspendu pour la période du dîner, on
18 était... on venait de commencer à discuter, là, du
19 troisième... de la troisième source de financement
20 principale, si je peux la qualifier ainsi, donc les
21 contributions des conseillers municipaux et de
22 leurs proches. On a déjà établi dans les grandes
23 lignes, là, un peu... on a fait le portrait, là, on
24 va aller un peu plus dans les détails pour essayer
25 de comprendre exactement qu'est-ce qui s'est passé.

1 Donc, si on revient à maître Gauthier, donc
2 dès quatre-vingt-quinze (95) c'est lui qui va vous
3 remettre l'argent comptant qui est destiné aux
4 conseillers et à leurs proches?

5 R. Oui.

6 Q. [702] Et en quelle année va-t-il cessé de vous
7 remettre de l'argent comptant à cette fin-là?

8 R. Bien, dans le fond, il l'a toujours fait. Il y a
9 certaines années, c'était sous sa supervision, je
10 lui rendais des services, mais il l'a toujours
11 fait.

12 Q. [703] Mais, « toujours », vous ne le faites plus
13 aujourd'hui, donc...

14 R. Ah! Non, non.

15 Q. [704] ... il y a une fin, là.

16 R. Jusqu'à... O.K. Je comprends, là, jusqu'à peut-
17 être... Lui vraiment, là, jusqu'en deux mille neuf
18 (2009).

19 Q. [705] Deux mille neuf (2009).

20 R. Mais, deux mille dix (2010), je l'ai fait sous sa
21 supervision en deux mille dix (2010).

22 Q. [706] O.K. Et comment s'opérait la... je ne veux
23 pas la qualifier de procédure, mais la façon dont
24 était remis l'argent? Vous allez à son bureau? Il
25 venait à votre bureau?

1 R. Exact.

2 Q. [707] Vous allez au restaurant? Comment ça
3 fonctionnait?

4 R. Non, bureau-bureau.

5 Q. [708] Vous l'appeliez, il vous appelait?

6 R. Oui. Ou il pouvait plus m'appeler pour me dire
7 « bon, bien, j'ai l'argent nécessaire. Combien tu
8 veux pour pouvoir commencer à faire le prête-nom? »
9 Bien, on n'appelait pas ça le « prête-nom », là,
10 mais...

11 Q. [709] Vous appeliez ça comment?

12 R. Le remboursement ou l'argent pour les conseillers.

13 Q. [710] D'accord.

14 R. Ce n'était pas une expression vraiment à cette
15 époque-là, le remboursement pour les conseillers.
16 Puis là, moi, je pouvais aller à son bureau ou, des
17 fois, lui, il passait à mon bureau. Son bureau,
18 lorsqu'il était ouvert, parce qu'il a fermé son
19 bureau. Bien, il a quitté la pratique, je pense,
20 vers deux mille cinq (2005), deux mille six (2006).

21 Q. [711] Il était notaire, hein, c'est ça?

22 R. Il était notaire, c'est ça. C'est ça, exact.

23 Q. [712] D'accord. Et un estimé toujours, là, par
24 année, vous vous voyiez combien de fois pour des
25 remises d'argent? En moyenne?

1 R. On pourrait dire une fois ou deux... deux fois.

2 Q. [713] Deux fois. Et on parle de quel montant
3 approximativement?

4 R. Bien, comme je vous disais, moi, si vous avez vingt
5 et un (21) conseillers, il y a des années qu'il y
6 avait quinze (15) conseillers, si vous mettez une
7 moyenne de trois mille (3 000 \$) chacun, ça fait
8 une soixantaine de mille de dollars, ça. C'est ça.
9 C'était...

10 Q. [714] Donc, deux, trois...

11 R. Je ne le faisais pas d'un seul coup parce que je ne
12 voulais pas avoir soixante mille (60 000 \$) d'un
13 seul coup. Je pouvais aller chercher vingt mille,
14 trente mille (20 000 \$-30 000 \$) puis une autre
15 fois, trente mille (30 000 \$).

16 Q. [715] O.K. Ça, c'est en période non électorale, je
17 veux dire, une année...

18 R. En période non électorale.

19 Q. [716] C'est ça. En année électorale, tantôt vous
20 nous avez dit que vous avez besoin d'un maximum de
21 cent cinquante mille dollars (150 000 \$). Est-ce
22 que vous vous voyiez juste plus souvent ou les
23 montants étaient plus gros?

24 R. C'est parce que les besoins étaient différents.

25 Q. [717] Non, j'en suis conscient, mais toujours est-

1 il que...

2 R. Ah! Oui.

3 Q. [718] ... un virement bancaire, ça se fait, mais de
4 l'argent...

5 R. Non, on se voyait...

6 Q. [719] ... la remise de l'argent comptant se
7 faisait...

8 R. Excusez-moi. Oui. Non, on se voyait peut-être plus
9 souvent. J'ai vraiment pas remarqué. Mais, ce
10 n'était pas des grosses sommes, il n'y avait pas de
11 transfert de grosses sommes.

12 Q. [720] O.K. Au niveau des prête-noms, est-ce qu'il y
13 avait une période dans l'année à laquelle... à
14 laquelle c'était fait?

15 R. C'était vers la fin de l'année, vers le mois de
16 novembre.

17 Q. [721] Mais, la collecte que vous faisiez auprès de
18 maître Gauthier?

19 R. Vers le mois d'octobre, novembre, c'est ça, je
20 n'avais pas d'argent avant le mois d'octobre,
21 novembre, puis il fallait le faire rapidement.
22 Mais, c'est vingt (20) conseillers, c'est vingt et
23 un (21) conseillers, ça se fait rapidement.

24 Q. [722] O.K. Vous nous avez dit avant la pause du
25 midi que monsieur Gauthier, les autres personnes

1 qui étaient présentes en quatre-vingt-quinze (95),
2 c'était clair dès le début que l'argent provenait
3 des firmes d'ingénierie qui, selon votre
4 explication de tout à l'heure, ne voulaient pas
5 être... faire le jeu des prête-noms, c'est-à-dire
6 trouver trente (30) employés qui habitent à Laval,
7 leur faire faire trente (30) chèques.

8 R. C'est ce qu'on m'a dit à cette époque-là et c'est
9 ce qu'on m'a dit à plusieurs reprises parce que
10 j'ai reposé la question à plusieurs reprises.

11 Q. [723] Pourquoi...

12 R. Pas à tous les ans, là, mais à plusieurs reprises.

13 Q. [724] Pourquoi vous reposez... Vous reposez la
14 question pourquoi?

15 R. Bien, pour m'assurer que c'était vraiment ça.

16 Q. [725] O.K. Et est-ce que vous poussez votre
17 réflexion ou votre questionnement un peu plus loin,
18 à savoir pourquoi les firmes d'ingénierie...

19 R. Ne voulaient pas faire le prête-nom eux-mêmes?
20 Parce que, moi, je trouvais que les conseillers, ce
21 n'était pas vraiment bon pour leur réputation.
22 J'aurais bien aimé mieux que les ingénieurs le
23 fassent eux-mêmes. Puis c'est pour ça que je
24 n'aimais pas ça, puis je n'aimais pas ça pour les
25 conseillers. Moi, comme... quand je vous ai dit que

1 j'étais au service des conseillers, bien, c'est des
2 gens que j'appréciais, puis c'est du bon monde, du
3 monde honnête. Puis je ne voulais pas... Moi, si
4 j'avais pu empêcher ça, je l'aurais empêché.

5 Q. [726] Mais, ma question...

6 R. C'est dans ce sens-là que je posais les questions.

7 Q. [727] D'accord.

8 R. Ce n'est pas dans le sens de... non, dans ce sens-
9 là, oui.

10 Q. [728] Avez-vous cherché à savoir, là, les
11 ingénieurs, les montants qu'ils donnaient, pourquoi
12 ils les donnaient?

13 R. Non.

14 Q. [729] Si c'était en fonction d'un pourcentage
15 d'honoraires?

16 R. Non.

17 Q. [730] Si c'était en lien avec quelconque système de
18 collusion ou de corruption?

19 R. Non, je n'avais pas de... Moi, des allégations de
20 corruption, c'est vers les dernières années,
21 d'après moi. Bien, à Laval, il y avait des
22 allégations de scandales à tous les ans. À tous les
23 ans, au début, on était surpris, il y a un
24 scandale, je ne sais pas, moi, « une maison du
25 maire construite en zone non... inondable », des

1 choses comme... Il y en avait toujours qui
2 sortaient, mais ça ne sortait jamais. Là à la fin,
3 c'était rendu, bien, on ne s'en occupait pas
4 vraiment. Il y avait toujours des allégations, mais
5 il n'y avait rien qui sortait.

6 Q. [731] Mais, justement, ces allégations-là ne vous
7 poussaient pas, en tant qu'agent officiel du parti,
8 à peut-être s'enquérir un peu plus d'où pouvait
9 bien venir cet argent-là? Parce qu'on parle de...

10 R. Ah, il me disait que c'est de leur patrimoine à
11 eux. J'ai même... Je peux vous dire, comme, donner
12 un exemple, à Tecsalt, en l'an deux mille (2000),
13 il y avait eu un document qui disait, il avait, je
14 pense, un revenu de un million huit cent mille
15 (1 800 000) en revenus de location...

16 Q. [732] En honoraires professionnels...

17 R. En revenus de location, pour Tecsalt, parce qu'il
18 était propriétaire de l'édifice G.L.

19 Q. [733] O.K.

20 R. Puis après ça il avait cinq (5) à six millions
21 (6 M) d'honoraires professionnels. Cinq (5) à six
22 millions (6 M). Que lui donne. Je ne sais pas, mais
23 ça ne venait pas juste d'une firme qui donnait,
24 d'après moi, pour le prête-nom, là. C'est plusieurs
25 firmes. Bon, bien, si chacun donnait vingt mille

1 (20 000), pour des gens comme ça, moi, d'après moi,
2 c'était une contribution d'eux autres, de leur
3 patrimoine.

4 Q. [734] Ça fait que vous, vous voyiez ça, dans le
5 fond, une contribution qui était...

6 R. Illégale, mais une contribution.

7 Q. [735] ... qui était permise avant soixante-dix-sept
8 (77), la loi de soixante-dix-sept (77)...

9 R. Exact.

10 Q. [736] ... vient annuler... vient interdire, si on
11 veut, aux entreprises de contribuer. Pour vous, les
12 contributions qui perduraient, si je peux me
13 permettre d'utiliser cette expression-là, étaient
14 juste la continuité, dans le fond, des
15 contributions des entreprises?

16 R. Ça a toujours été le milieu des affaires qui
17 finançait les partis. Ce n'était pas local, ça,
18 c'est mondial, puis depuis toujours. Juste...

19 Q. [737] Toujours selon votre expérience, évidemment.

20 R. Bien, selon mon expérience, puis selon ce que le
21 DGE nous dit. Le DGE a souvent noté que moins de un
22 pour cent (1 %) de la population finançait les
23 partis politiques. C'est les milieux des affaires.
24 Ils avaient répertorié, récemment, environ treize
25 millions (13 M) de contributions qui pourraient

1 être des prête-noms.

2 (14:10:20)

3 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

4 Q. [738] Oui mais à ce moment-là vous saviez que
5 c'était illégal. Vous saviez que c'était illégal...

6 R. À l'encontre de la Loi sur les élections et les
7 référendums dans les municipalités, oui Monsieur.

8 Q. [739] Bon. Et vous êtes conscient que ce que vous
9 faites, c'est totalement illégal.

10 R. À l'encontre de la loi, oui. Absolument.

11 Me SIMON TREMBLAY :

12 Q. [740] Donc, pour répondre à ma question, vous
13 n'avez pas cherché, malgré toutes les allégations
14 et les rumeurs qui couraient, cherché à confronter
15 maître Gauthier pour savoir exactement d'où
16 provenait, puis est-ce que c'était en lien avec une
17 rumeur ou un système quelconque?

18 R. Dans les années quatre-vingt-quinze (95), en tout
19 cas, personne ne parlait de collusion. La
20 collusion, là, de... C'est récent.

21 Q. [741] Mais je suis d'accord, Maître Bertrand, mais
22 quatre-vingt-quinze (95), c'est quand vous
23 commencez, vous allez...

24 R. Ah, même en deux mille (2000)...

25 Q. [742] Au moins, vous parlez jusqu'en deux mille

1 neuf (2009), deux mille dix (2010), on va le voir
2 plus tard, mais minimalement sur une période de
3 quinze (15) ans vous agissez. Je peux comprendre
4 qu'en quatre-vingt-quinze (95), c'est peut-être
5 quelque chose qu'on parle moins, mais dans les
6 années deux mille (2000), plus ça avance, plus
7 qu'on en parle.

8 Q. [743] Moi, en tout cas, je ne voyais pas ça comme
9 ça. Moi je voyais que ça venait du patrimoine des
10 gens. Les ingénieurs, ils étaient, quoi, huit, neuf
11 firmes? Moi je ne voyais pas comment qu'ils
12 pouvaient faire de la collusion entre eux autres.
13 Ils faisaient des consortiums, c'est... C'est
14 comme, pour moi, de la collusion légale. Moi je ne
15 voyais pas ça de la firme des ingénieurs.

16 Q. [744] Mais vous êtes... Juste pour qu'on termine
17 sur ce point-là, vous n'avez pas cherché à en
18 savoir davantage...

19 R. Non.

20 Q. [745] ... en confrontant maître Gauthier?

21 R. J'avais des discussions avec, savoir d'où ça
22 venait, puis il me répétait, c'était des prête-noms
23 de firmes des in... des contributions que les
24 firmes d'ingénieurs faisaient parce qu'ils ne
25 voulait pas faire de prête-noms, puis ça venait

1 de leur patrimoine à eux autres. C'est ce qu'était
2 la discussion.

3 Q. [746] O.K. Est-ce que maître Gauthier vous a déjà
4 parlé, de quelque façon que ce soit, d'argent
5 provenant des entrepreneurs?

6 R. Non.

7 Q. [747] Ça a toujours été exclusivement provenant des
8 ingénieurs?

9 R. Exact.

10 Q. [748] On va s'attarder maintenant sur vos relations
11 avec les conseillers municipaux, évidemment, quant
12 au financement et aux contributions plutôt, au
13 Parti PRO des lavallois. Peut-être nous expliquer
14 un peu comment ça s'opérait. Est-ce que c'est vous
15 qui faisiez la tournée des conseillers...

16 R. Oui.

17 Q. [749] ... ou c'est les conseillers qui venaient
18 vous voir pour commencer?

19 R. Non. C'est moi qui faisais la tournée des
20 conseillers.

21 Q. [750] À quel moment faisiez-vous cette tournée-là?

22 R. Vers octobre, novembre, lorsque j'avais de
23 l'argent. Vers la fin de... Ça se pouvait aussi, il
24 y avait un congrès général au mois de novembre, que
25 je profite du congrès général pour en rencontrer

1 cinq, six, là, pour leur donner l'enveloppe
2 d'argent puis leur dire... Bien, je ne sais pas,
3 moi, combien qu'ils voulaient. S'ils voulaient deux
4 mille (2 000), trois mille (3 000), je donnais deux
5 mille (2 000) ou trois mille (3 000), puis, pour
6 qu'ils puissent me faire des chèques en retour.
7 Disons que c'est trois mille (3 000), c'est lui,
8 son épouse et un proche. Un fils, un proche, un
9 beau-frère, un... Je ne sais pas.

10 Q. [751] O.K. Mais j'imagine que ceux qui font partie
11 de la famille du parti, vous n'avez pas besoin de
12 leur expliquer trop trop...

13 R. Non. Ça, je...

14 Q. [752] ... de quoi il en est.

15 R. Je ne l'expliquais pas à la famille. Je
16 l'expliquais aux conseillers.

17 Q. [753] Non, je parle à la famille... aux
18 conseillers, je parle de la famille politique,
19 excusez-moi. J'ai peut-être utilisé une mauvaise
20 expression. Au niveau des conseillers, là.

21 R. Je leur disais que c'était illégal, parce que
22 j'aurais voulu qu'ils me disent, « Non, je ne veux
23 pas en faire », ça m'aurait fait un de moins. Je
24 leur disais que c'était illégal. Puis ils le
25 savaient que c'était illégal. Mais ils le faisaient

1 quand même. Mais je leur disais, puis ça... C'est
2 clair.

3 Q. [754] Ma question, c'est plutôt de savoir, eux qui
4 sont là depuis un certain temps, que j'ai peut-
5 être...

6 R. Ah, ils le savaient déjà que ça se faisait, mais...

7 Q. [755] Oui, ils le savaient déjà, donc ce n'était
8 pas compliqué.

9 R. Ils le faisaient déjà. Bien non, ça ce n'était pas
10 compliqué.

11 Q. [756] Mais les nouveaux, là, comment vous les
12 approchiez? Un nouveau conseiller est élu, là, il
13 faut le rencontrer, il faut qu'il fasse sa part.
14 Comment que...

15 R. La plupart du temps ils le savaient, parce que la
16 plupart du temps, les nouveaux, ils étaient déjà
17 dans l'organisation proche du conseiller.

18 Q. [757] La plupart du temps, non mais les fois que ce
19 n'était pas la plupart du temps?

20 R. Bien, s'il ne le savait pas, bien, je lui
21 expliquais.

22 Q. [758] Comment vous lui expliquiez ça, ou, lui ou...

23 R. Bien, les conseillers, habituellement, font du
24 prête-nom, parce qu'ils ne veulent pas dépenser
25 l'argent de leur poche. Puis je leur demandais,

1 « Vous, est-ce que vous voulez faire votre
2 contribution vous-même? Si vous ne la faites pas
3 vous-même, c'est illégal. » Puis ça, je le disais.

4 Q. [759] Mais, du même souffle...

5 R. Clairement, pour que ce soit clair.

6 Q. [760] Du même souffle, vous leur offriez la
7 possibilité de les rembourser.

8 R. Exact. Mais je ne leur donnais peut-être pas
9 l'argent dans le même moment, là, mais oui, j'avais
10 une discussion avec eux autres là-dessus, puis je
11 leur disais, « Mais si vous ne pouvez pas, les
12 autres en font, puis si vous voulez, vous allez en
13 faire, mais c'est illégal. »

14 Q. [761] L'argent c'est avant ou après que vous le
15 remettiez au conseiller?

16 R. Quand il y avait des discussions comme ça avec les
17 nouveaux conseillers, je ne pense pas que je le
18 donnais en même temps, de mémoire, là. J'essaie, ce
19 que je suis de mémoire, là. Mais habituellement je
20 leur donnais l'argent et je leur disais :
21 « Ramenez-moi des chèques. » Il n'y avait pas de
22 grande discussion à part la première fois que je
23 leur disais, c'est illégal. Mais la deuxième année
24 je ne leur disais pas que c'était illégal encore.
25 Là, je leur donnais l'argent puis ils me donnaient

1 des chèques.

2 Q. [762] Donc, vous le disiez, mettons...

3 R. Une fois, peut-être deux fois, mais ce n'était pas,
4 ce n'était pas répétitif, c'est clair.

5 (14:15:13)

6 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

7 Q. [763] Mais les conseillers, quand vous leur donnez
8 leur argent, là, ils sont bien conscients que c'est
9 parce qu'ils vous ont fait un chèque de mille
10 dollars (1 000 \$)?

11 R. Absolument.

12 Q. [764] Ils ne peuvent pas confondre ça au fait que
13 vous leur donnez de l'argent pour payer des
14 dépenses électorales?

15 R. Non.

16 Q. [765] Ce n'est pas en compensation du chèque?

17 R. C'était clair.

18 Q. [766] C'était clair à tous les gens à qui vous avez
19 fait ça?

20 R. Absolument, Monsieur.

21 Q. [767] Parfait.

22 Me SIMON TREMBLAY :

23 Q. [768] Puis est-ce que c'est vous qui disiez, cette
24 année ça vous prendrait deux, trois ou quatre...

25 R. Je n'imposais pas de nombre.

1 Q. [769] Qu'est-ce que vous... vous lui offriez la
2 possibilité, au conseiller?

3 R. Oui. Il y en a qui, d'après ce que j'ai pu voir
4 d'un reportage télévisé, il y en a un qui a dit que
5 je lui en avais donné cinq. Puis il est en arrière
6 d'un paravent, mais il est en arrière d'un paravent
7 pas parce qu'il avait peur des représailles, c'est
8 parce que c'était un conseiller puis je faisais
9 affaire avec les conseillers. Sauf exception sur
10 vingt-huit (28) ans, je faisais affaire avec les
11 conseillers, conseillères uniquement.

12 Q. [770] Avez-vous des exceptions en...

13 R. Parce que j'étais sûr que dans ce temps-là cette
14 personne-là ne parlerait pas parce qu'elle s'auto-
15 incrimine puis c'est une personne publique en plus.

16 Q. [771] Quand vous dites sauf exception, est-ce qu'il
17 y en a eu des exceptions?

18 R. Il n'y en a pas. Mais je vous dis ça parce que ça
19 fait vingt-huit (28) ans, mais de mémoire, non.

20 Q. [772] Donc, juste pour qu'on se comprenne bien...

21 R. Oui, oui, de mémoire.

22 Q. [773] Non, ça va, ça va. Pour qu'on se comprenne
23 bien, vous rencontrez le conseiller, puis vous lui
24 dites, par exemple, tu veux combien cette année?

25 R. C'est ça.

1 Q. [774] Puis là il va vous dire, deux, trois, quatre
2 mille (2000-3000-4000)?

3 R. Puis il y en a un qui pourrait dire, bien, cette
4 année je ne veux pas.

5 Q. [775] Il avait le choix?

6 R. Oui, absolument. Puis il y en a que de cette année,
7 il dit : « Bien, moi j'en veux juste un. »

8 Q. [776] Est-ce qu'il y en a qui ont dit non?

9 R. Il y en a un qui a dit non, monsieur Robert Plante,
10 il n'en a jamais fait.

11 Q. [777] Est-ce qu'il a eu des sanctions...

12 R. Non.

13 Q. [778] ... des réprimandes quelconques de la part du
14 parti?

15 R. Non. Pas de ma part, en tout cas. Puis je ne pense
16 pas que monsieur Vaillancourt ait fait une
17 allusion, il faudrait lui demander, mais moi, non,
18 je ne suis pas au courant de ça.

19 Q. [779] Pourquoi vous êtes surpris, vous réferez à
20 une émission de télévision qui dit que vous avez
21 donné cinq mille dollars (5 000 \$), donc pour cinq
22 prête-noms à mille dollars (1 000 \$), pourquoi...

23 R. Cinq c'est beaucoup.

24 Q. [780] Vous semblez surpris, pourquoi?

25 R. Oui, cinq, c'est beaucoup. C'est beaucoup, cinq,

1 puis de mémoire, quand on était en quatre-vingt-
2 quinze (95) les montants étaient de sept cent
3 cinquante dollars (750 \$). Faire cinq fois, ça
4 n'arrive pas à un montant juste, c'est difficile à
5 calculer, puis leur donner l'argent. On faisait
6 quatre fois, au maximum. Ça fait quatre fois sept
7 cent cinquante (750), on arrive à trois mille
8 (3 000). Là, cinq fois, je vais vous dire une
9 chose, je suis surpris pour le cinq fois. Puis ce
10 qui m'a insulté le plus c'est que la personne
11 disait : « On faisait ça pour l'aider sans savoir
12 que c'était illégal. » Ça ce n'est pas vrai, ils le
13 savaient que c'était illégal.

14 Q. [781] Pourquoi vous le disiez que c'était illégal?

15 R. Parce que j'aurais voulu qu'ils arrêtent de le
16 faire.

17 Q. [782] On va revenir sur ce point-là tout à l'heure.
18 À ce moment-ci on va...

19 R. Je faisais, confrère, Maître Tremblay, je ne
20 faisais pas quelque chose que j'aimais, là. Là, là,
21 c'était le côté obscur, je le faisais parce que je
22 voulais garder, j'adorais faire ce que je faisais
23 d'autre, puis ça c'était le petit bout, un petit
24 bout, le petit bout obscur puis j'aurais voulu
25 l'arrêter à un moment, puis j'ai essayé d'arrêter,

1 puis j'ai essayé de différentes manières de
2 l'arrêter. C'est ça.

3 Q. [783] On va y revenir.

4 R. Oui.

5 Q. [784] Juste avant de parler des façons dont vous
6 avez essayé d'arrêter cette façon de faire là, on
7 va faire un exercice. Je vais vous exposer à
8 l'écran la liste de tous les conseillers...

9 R. Oui.

10 Q. [785] ... municipals (sic) à la Ville de Laval
11 suivant les élections de quatre-vingt-treize (93),
12 de quatre-vingt-dix-sept (97), deux mille un
13 (2001), deux mille cinq (2005) et deux mille neuf
14 (2009). Quatre-vingt-treize (93), la raison c'est
15 qu'il y a environ un an et des poussières qui est
16 couvert par notre mandat. Et je vais vous demander
17 de me dire, pour chacun des conseillers, si oui ou
18 non, et c'est important, si oui ou non, vous lui
19 avez remis de l'argent comptant?

20 R. Mais c'est tous du bon monde puis du monde qui sont
21 honnêtes. Je pense que c'est tous du monde qu'on
22 s'est fait prendre, piéger par l'image, dans le
23 fond. Oui, allez-y, excusez-moi.

24 Q. [786] On va faire l'exercice. Juste pour terminer
25 ce que je vous demande.

1 R. Oui, excusez-moi.

2 Q. [787] Non, ça va. Donc, on va prendre chacun, vous
3 allez me dire si, dans le cadre de vos fonctions,
4 si vous leur avez remis de l'argent comptant en
5 échange, entre guillemets, de contribution de leur
6 part et de la part de leurs proches. Et lorsque je
7 vous pointerai un nom, sentez-vous bien à l'aise de
8 nous dire s'il y a des détails, en disant : « Lui
9 je me rappelle telle situation », pour pouvoir...

10 R. Oui.

11 Q. [788] ... nous aider à bien cerner la situation qui
12 s'est produite au courant des années.

13 Donc, Madame Blanchette, si vous pouviez, s'il vous
14 plaît, nous exposer à l'écran l'onglet numéro 1 à
15 la première page.

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Q. [789] (inaudible) nous disant, est-ce que vous avez
18 remis cet argent-là en main propre aux conseillers
19 ou parfois à l'organisateur? Ou c'était vraiment au
20 conseiller que vous remettez l'argent comptant?

21 R. À quatre-vingt-dix-huit pour cent (98 %) c'était au
22 conseiller ou c'est arrivé une fois ou deux à des
23 conjoints du conseiller... de la conseillère, je
24 veux dire. Mais la plupart du temps c'était au
25 conseiller directement ou au conjoint, c'est arrivé

1 peut-être deux, trois fois.

2 Q. [790] O.K.

3 R. Parce que c'était plus pratique pour moi de le
4 donner au conjoint, je le voyais plus facilement.

5 Me SIMON TREMBLAY :

6 Q. [791] Dans des cas particuliers?

7 R. Dans des cas particuliers.

8 Q. [792] Donc, comme vous invite monsieur le
9 commissaire Lachance, sentez-vous bien à l'aise de
10 commenter chacune des personnes. Si, évidemment, un
11 conseiller revient parce qu'il y en a qui sont élus
12 plus d'une fois...

13 R. Oui.

14 Q. [793] ... on pourra passer plus vite en disant :
15 « Bien, lui je l'ai dit tantôt. » C'est correct, je
16 ne veux pas qu'on passe non plus le reste de la
17 journée là-dessus. Donc, on voit le premier
18 document à l'écran. Je vais les produire en liasse
19 sous la cote 68P-733.

20 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

21 Madame la Présidente, excusez-moi. Uniquement
22 porter... et comme vous savez, je représente
23 l'institution et non pas le volet politique, mais
24 je porte à l'attention de la Commission que la
25 première page est datée du sept (7) novembre

1 quatre-vingt-treize (93) et je rappelle à la
2 Commission que le mandat commence en quatre-vingt-
3 seize (96).

4 (14:21:11)

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Vous avez raison.

7 Me SIMON TREMBLAY :

8 Non, toutefois, comme je l'ai souligné, ces gens-là
9 sont élus jusqu'en novembre quatre-vingt-dix-sept
10 (97), c'est donc dire du dix-neuf (19) octobre
11 quatre-vingt-seize (96) à la date en novembre
12 quatre-vingt-dix-sept (97), donc pendant un peu
13 moins d'un... un peu plus d'un an, pardon, c'est
14 couvert par le mandat de la Commission.

15 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

16 O.K. Bien, écoutez, tout simplement, là, restons-en
17 à quatre-vingt-seize (96)...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui. Alors ce qu'on...

20 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

21 ... et le témoin... je n'ai pas de problème avec
22 ça, là.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Non, mais ce qu'on peut faire pour obvier à ça,
25 c'est demander de vérifier avec le témoin si l'une

1 ou l'autre des personnes - vous avez dû le faire,
2 de toute façon, Maître Tremblay - si l'une ou
3 l'autre des personnes qui est mentionnée à cette
4 liste-là n'était pas en fonction en quatre-vingt-
5 seize (96).

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 O.K., parfait.

8 Q. [794] Est-ce que vous êtes en mesure de nous
9 indiquer ça, Maître Bertrand?

10 R. Je pense qu'ils étaient tous en fonction en quatre-
11 vingt-seize (96).

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. [795] Non, mais regardez avant qu'on le...

14 R. O.K.

15 Q. [796] ... avant qu'on l'affiche.

16 R. Parfait.

17 Me SIMON TREMBLAY :

18 Q. [797] Attendez, je vais...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [798] On va vous remettre un document.

21 R. Oui, s'il vous plaît. Merci.

22 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

23 Madame la Pré... uniquement, là, et encore là, là,
24 je ne veux surtout pas...
25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Non, non, mais vous avez raison.

3 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

4 ... mais vous comprenez ma... vous comprenez ma...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Je comprends parfaitement bien, Maître Longtin, et
7 j'accueille ce que vous dites, j'accueille votre
8 objection et on va... je suis certaine que ça a été
9 fait, mais on va le vérifier encore une fois pour
10 être certain que le nom des personnes qui
11 apparaissent à cette liste étaient toujours en
12 fonction en quatre-vingt-seize (96).

13 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

14 D'une part. Et d'autre part, si des sommes, le cas
15 échéant, ont été reçues mais donc, en quatre-vingt-
16 seize (96), quatre-vingt-dix-sept (97), j'imagine
17 que vous avez fait l'exercice.

18 Me SIMON TREMBLAY :

19 Évidemment.

20 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

21 Oui, merci.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Parfait. Par ailleurs, ce qu'on peut faire aussi,
24 c'est on peut commencer par la liste...

25

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 À la page 2?

3 LA PRÉSIDENTE :

4 ... par la page 2, qui est la liste de quatre-
5 vingt-dix-sept (97), alors on n'aurait pas à se
6 préoccuper de la liste de quatre-vingt-treize (93).

7 Me SIMON TREMBLAY :

8 Dans les circonstances, surtout pour l'exercice
9 qu'on veut démontrer...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui, c'est ça.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 ... je pense qu'en commençant en quatre-vingt-dix-
14 sept (97), ça va éviter un imbroglio quelconque.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 C'est ça, c'est ça. Alors, donc...

17 Me SIMON TREMBLAY :

18 Ça fait qu'on va... peut-être pour les fins de la
19 production, donc, j'étais à coter lorsque mon
20 confrère s'est levé, la pièce, sous la cote 68P-
21 733, et donc, on va extraire, là, de cette pièce-là
22 la première page, de sorte que la première page
23 sera « Scrutin du 2 novembre 1997 », pour éviter,
24 là, la confusion, compte tenu de l'exercice qu'on
25 fait, bien entendu.

1 68P-733: Liste des conseillers municipaux élus
2 par le Parti PRO lavallois (en y
3 retirant la page 1)
4

5 Q. [799] Donc, vous avez une copie papier devant vous?

6 R. Oui, si je peux me permettre, Maître Tremblay...

7 Q. [800] Oui, allez-y.

8 R. ... c'est parce que justement, j'aurais été...
9 impossible de dire qu'en quatre-vingt-seize (96),
10 ils l'ont fait. Ce que je peux dire, c'est que de
11 façon générale, ils l'ont fait. Il faudrait que je
12 consulte les états financiers à toutes les fois,
13 puis il y a des années qu'ils ont sauté, il y a des
14 années qu'ils ont sauté, ce n'était pas
15 systématique, c'est pour ça que je ne pourrais pas
16 vous dire quatre-vingt-seize (96)... comme là, à
17 partir de quatre-vingt-dix-sept (97), je peux vous
18 dire que dans le mandat de quatre-vingt-dix-sept
19 (97) à deux mille un (2001), sept personnes ont
20 fait du prête-nom.

21 Me SIMON TREMBLAY :

22 Bien, c'est ça, comme on...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [801] C'est parfait, on va se servir de la liste de
25 quatre-vingt-dix-sept (97).

1 R. Parfait.

2 Q. [802] Comme ça, ça va éviter toute ambiguïté.

3 R. Merci.

4 Me SIMON TREMBLAY :

5 Bien d'accord.

6 Q. [803] Donc, la liste de quatre-vingt-dix-sept (97),
7 si madame Blanchette pouvait juste descendre de
8 façon à ce que le conseil du district 1 soit en
9 haut de la page.

10 R. Bien, vous avez monsieur Jacques St-Jean en
11 partant, là.

12 Q. [804] O.K., donc, allez-y, donc, monsieur St-Jean.

13 R. Oui, il y a eu du prête-nom, je lui ai donné de
14 l'argent pour qu'il fasse des chèques pour lui, son
15 épouse, au bénéfice du PRO. Il y a peut-être eu des
16 proches, mais c'est difficile à repérer, là.

17 Monsieur Maurice Clermont, non, parce qu'il était
18 dans l'opposition et c'est le Parti ELAN à Laval;
19 monsieur Michel Poirier est dans le Parti ELAN à
20 Laval aussi, c'est non; Maître Georges Gauthier,
21 oui, il a fait du prête-nom; Georges Gagné aussi a
22 fait du prête-nom; Jean-Jacques Lapierre aussi a
23 fait du prête-nom. Voulez-vous que j'aille à droite
24 immédiatement avant de descendre en bas de liste
25 ou...

1 Q. [805] Ah, non, madame Blanchette va continuer, on
2 va suivre...

3 R. O.K.

4 Q. [806] ... la numérotation des districts.

5 R. Monsieur Benoît Fradet a fait du prête-nom;
6 monsieur Normand Girard a fait du prête-nom. Je
7 leur ai donné de l'argent pour qu'ils me fassent
8 des chèques. Monsieur Normand Girard, monsieur Yvon
9 Doré étaient dans l'opposition; Philippe Garceau
10 était dans l'opposition...

11 Q. [807] Quand vous dites « dans l'opposition », donc,
12 par... au sens de la logique, ils...

13 R. Donc, je ne pouvais pas leur parler...

14 Q. [808] Exactement.

15 R. ... eux autres, oui.

16 Q. [809] Parfait.

17 R. Je pense que j'aurais eu des problèmes. Madame
18 Michelle Major, oui, il y a eu du prête-nom.

19 Q. [810] Si on remonte en haut de la page?

20 R. Jocelyne Guertin, oui; Ginette Legault Bernier,
21 oui; Basile Angelopoulos, oui; Richard Goyer, oui;
22 Pierre Cléroux, oui; Jean-Jacques Beldier, oui;
23 Robert Plante, non, de mémoire, jamais.

24 Q. [811] Ça c'est la personne dont vous nous parliez
25 tantôt. Est-ce qu'il y a une raison, selon vous,

1 pourquoi...

2 R. C'est un homme qui est très fortuné puis que lui,
3 il ne voulait pas faire ça, il donnait au PRO puis
4 il donnait beaucoup au PRO, mais... sa famille,
5 tout ça, mais moi, de mémoire, je ne lui ai pas
6 donné d'argent pour le rembourser.

7 Q. [812] Parfait, si on poursuit avec le district 19.

8 R. Yvon Bromley, oui; André Boileau qui est décédé,
9 oui; Pierre Damico était dans l'opposition, le
10 Parti Option Laval.

11 Q. [813] Parfait. Donc, en résumé, tous les gens...

12 R. Oui.

13 Q. [814] ... en haut du Parti PRO Laval, suite à
14 l'élection du deux (2) novembre quatre-vingt-dix-
15 sept (97), ont été utilisés comme prête-noms?

16 R. Oui.

17 Q. [815] Si on peut aller à la page suivante pour...
18 suite aux élections de deux mille un (2001). Donc,
19 conseil du district 1, Jacques St-Jean, on l'a fait
20 tout à l'heure, je vous laisse poursuivre.

21 R. Oui, il a continué. Sylvie Clermont, qui est
22 devenue avec l'équipe Vaillancourt, oui, elle en a
23 fait; Madeleine Sollazzo, oui; Georges Gauthier,
24 oui; Francine Légaré, oui; Jean-Jacques Lapierre;
25 Benoît Fradet, Normand Girard, c'est oui; Yvon

1 Martineau, oui; Lucille Larocque, c'est oui; et
2 Michel Major, c'est oui.

3 Q. [816] On peut remonter maintenant.

4 R. Jocelyne Guertin, c'est oui; Ginette Legault-
5 Bernier, c'est oui; Basile Angelopoulos, c'est oui;
6 Richard Goyer, c'est oui; Pierre Cléroux, oui;
7 Jean-Jacques Beldié; Robert Plante, non; Yvon
8 Bromley, oui; André Boileau, oui; Denis Robillard,
9 oui. Mais comme je vous dis, ce n'est pas
10 systématique à tous les ans, il faudrait regarder
11 les états financiers.

12 14:27:07

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. [817] Et est-ce que vous êtes capable de nous dire,
15 à même cette liste, auxquels vous donniez plutôt
16 aux conjoints?

17 R. Oh! Je ne pourrais pas vous dire, Madame.

18 Me SIMON TREMBLAY :

19 Q. [818] Encore une fois ici...

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. [819] Pour une, madame Ginette Legault-Bernier,
22 est-ce que vous savez si vous donniez son argent au
23 conjoint?

24 R. Pardon?

25 Q. [820] Juste pour un, madame Ginette Legault-

1 Bernier, est-ce que vous vous rappelez si vous
2 donniez l'argent à son conjoint?

3 R. C'est possible parce que son mari était membre du
4 conseil de direction du PRO. Je le voyais plus
5 souvent, ça aurait été plus pratique de lui donner.
6 Mais de vous dire, là, catégoriquement, je ne
7 pourrais pas. C'en est des cas, ça, que ça peut
8 avoir arrivé parce que c'était plus pratique mais
9 je ne pourrais pas vous assurer.

10 Q. [821] Et madame Madeleine Sollazzo, est-ce que
11 c'est...

12 R. Non, non. C'était à Madeleine Sollazzo.

13 Me SIMON TREMBLAY :

14 Q. [822] Donc, encore avant de changer de page, je
15 peux conclure que, parce qu'en deux mille un (2001)
16 il n'y a plus d'opposition donc tous les
17 conseillers élus en deux mille un (2001)...

18 R. Exact, deux mille cinq (2005), c'est ça.

19 Q. [823] ... à l'exception de Robert Plante...

20 R. Exact.

21 Q. [824] ... ont été utilisés comme prête-nom au sens
22 qu'on l'a défini plus tôt.

23 R. Sauf que, comme je vous dis, le restant, on peut
24 continuer l'exercice, si vous voulez.

25 Q. [825] Oui, en deux mille cinq (2005)?

1 R. Oui, en deux mille cinq (2005). C'est parce que
2 rendu à deux mille dix (2010), il y en a un qui a
3 voulu arrêter en deux mille dix (2010).

4 Q. [826] On va y arriver.

5 R. C'est ça, O.K.

6 Q. [827] On va y arriver.

7 R. Monsieur Jacques Saint-Jean, c'est oui; Sylvie
8 Clermont, c'est oui; Madeleine Sollazzo, c'est oui;
9 Michèle des Trois Maisons, comme je vous dis, ça,
10 elle en a fait, pas beaucoup mais elle en a fait,
11 Michèle des Trois Maisons. Francine Légaré, Jean-
12 Jacques Lapierre...

13 Q. [828] Vous ne dites rien mais...

14 R. Excusez. Francine Légaré, oui.

15 Q. [829] D'accord.

16 R. Jean-Jacques Lapierre, oui; Benoît Fradet, oui;
17 Normand Girard, oui; Yvon Martineau, oui; Lucille
18 Larocque, oui; Ginette Grisé, oui; Jocelyne
19 Guertin, oui; Ginette Legault-Bernier, oui; Basile
20 Angelopoulos, oui; Alexandre Duplessis, oui; Pierre
21 Cléroux, oui; Jean-Jacques Beldié, oui; Robert
22 Plante, non; Yvon Bromley, oui; André Boileau, oui;
23 Denis Robillard, oui.

24 Q. [830] Et si on va avec la dernière élection, celle
25 de deux mille neuf (2009).

1 R. Monsieur Vaillancourt, je n'ai jamais remboursé
2 monsieur Vaillancourt.

3 Q. [831] Ça, j'allais l'aborder après.

4 R. Excusez, mais c'est parce que je le voyais au
5 début.

6 Q. [832] Non, il n'y a pas de problème. Donc...

7 R. Jacques Saint-Jean, oui; Sylvain Clermont, oui;
8 Madeleine Sollazzo, oui; Michèle des Trois Maisons,
9 oui...

10 Q. [833] Si j'arrête un peu à madame des Trois
11 Maisons.

12 R. Oui.

13 Q. [834] Tantôt vous avez hésité un peu, pas beaucoup.
14 Est-ce qu'il y a une raison particulière?

15 R. C'est parce qu'il y a une année que j'en ai pas
16 donné parce que j'avais dit à madame des Trois
17 Maisons que c'était illégal puis je ne lui avais
18 pas donné l'argent. Puis je lui avais dit « Madame
19 des Trois Maisons », je lui avais expliqué, comme
20 je vous ai dit tout à l'heure puis que c'était
21 illégal. Puis là, madame des Trois Maisons me
22 rappelle puis elle dit, elle voulait en faire avec
23 d'autres personnes qui travaillaient à un magasin
24 de linge où elle travaillait, un magasin de
25 vêtements. Là, ça, ça m'a fâché puis je lui disais

1 « C'est illégal. » Je l'ai sauté une année à cause
2 de ça.

3 Q. [835] Parce qu'elle sortait du cercle fermé des
4 gens...

5 R. Exact. Puis je lui expliquais « C'est illégal, il
6 ne faut pas en parler. » Puis si ça reste entre le
7 conseiller, son époux puis des proches, j'étais sûr
8 que ça ne sortirait pas. Mais faire du prête-nom
9 avec des gens qu'on ne connaît pas, je trouvais ça
10 épouvantable puis épouvantable pour les autres
11 conseillers aussi, là.

12 Q. [836] De peur d'avoir leur système de stratagèmes
13 mis à jour.

14 R. Leur réputation. C'est ça qui nous fait le plus mal
15 aujourd'hui de faire ça, de vous dire ça. Je ne
16 sais pas où j'étais rendu, là. Michèle des Trois
17 Maisons...

18 Q. [837] On était à madame des Trois Maisons, donc
19 district numéro 5.

20 R. Francine Légaré, oui; Claire Lebel, oui; Benoît
21 Fradet, oui; Normand Girard, oui; Yvon Martineau,
22 oui; Lucille Larocque, oui; Ginette Grisé, oui;
23 Jocelyne Guertin, oui; Ginette Legault-Bernier,
24 oui; Basile Angelopoulos, oui; Alexandre Duplessis,
25 oui; Pierre Cléroux, oui; Jean-Jacques Beldié, à

1 partir de deux mille dix (2010), là il est en deux
2 mille neuf (2009), deux mille dix (2010), il a
3 refusé en deux mille dix (2010). Il a donné deux
4 mille neuf (2009), mais deux mille dix (2010) il
5 m'a dit « Je veux arrêter. » Super.

6 Q. [838] Ça fait qu'on comprend que lui, en deux mille
7 neuf (2009) il sert de prête-nom mais en deux mille
8 dix (2010) il dit « Ça suffit » et ça cesse.

9 R. C'est ça. Madame France Dubreuil, jamais. Je ne lui
10 en ai même pas parlé.

11 Q. [839] Pourquoi?

12 R. Parce que c'est une nouvelle puis je voulais...
13 moi, en deux mille neuf (2009), après... à
14 l'élection de deux mille neuf (2009), moi j'étais,
15 je n'ai pas de confirmation mais dans moi, dans ma
16 tête à moi, j'étais persuadé que monsieur
17 Vaillancourt ne revenait pas. Et j'avais eu une
18 petite confrontation avec monsieur... une petite!
19 une confrontation avec monsieur Vaillancourt en
20 deux mille cinq (2005) sur les prête-noms et là, vu
21 qu'il ne revenait pas, moi je me disais, bien là,
22 c'est le temps d'en profiter pour essayer de
23 baisser le nombre de prête-noms. C'est pour ça que
24 je n'en ai jamais parlé à madame Dubreuil. Yvon
25 Bromley, oui. Madame Beaugrand, aussi je ne lui en

1 ai jamais parlé aussi à madame Beaugrand.

2 Q. [840] Puis monsieur Robillard?

3 R. De mémoire. Oui, monsieur Robillard, c'est oui.

4 Q. [841] Et madame Beaugrand c'est les mêmes raisons
5 que madame Dubreuil?

6 R. Oui, c'est une nouvelle puis je n'ai pas voulu lui
7 en parler.

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. [842] Vous avez dit ce matin que vous avez été payé
10 en deux mille neuf (2009).

11 R. Oui.

12 Q. [843] Pourquoi on vous a payé en deux mille neuf
13 (2009) précisément pour cette année-là?

14 R. Oui, c'est parce que...

15 Me SIMON TREMBLAY :

16 Q. [844] Vous pouvez répondre, bon, on y arrivait, là.

17 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. [845] Oui? O.K.

19 Me SIMON TREMBLAY :

20 Q. [846] On est dans...

21 R. C'est parce que ça saute d'une année à l'autre mais
22 je vais l'expliquer. Je vais l'expliquer. Et ce que
23 je veux dire aussi c'est que deux mille neuf
24 (2009), si je peux me permettre, j'avais calculé à
25 peu près quarante mille dollars (40 000 \$) de...

1 Q. [847] Allez-y.

2 R. ... prête-noms.

3 Q. [848] Oui.

4 R. Deux mille dix (2010), j'ai descendu à peu près à
5 vingt-six mille (26 000 \$). Parce que là j'ai pris
6 les états financiers et je les ai repris. Mais à
7 quarante mille (40 000 \$) c'est peut-être plus, là.
8 J'ai essayé de voir les proches puis les
9 conseillers, moi j'ai figuré qu'à quarante mille
10 (40 000 \$), en deux mille neuf (2009), c'est à peu
11 près ça. En deux mille dix (2010) j'ai descendu à
12 vingt-six mille (26 000 \$). En deux mille onze
13 (2011) j'étais presque à rien, puis en deux mille
14 douze (2012), de mémoire, il n'y avait rien. Mais
15 deux mille onze (2011), deux mille douze (2012),
16 j'ai eu des problèmes de santé, et ma mémoire est
17 plus difficile à ce moment-là. J'étais plus dans la
18 tourmente personnelle, puis j'ai plus de
19 difficulté. Mais je suis pas mal sûr qu'en deux
20 mille onze (2011) c'est l'exception, puis en deux
21 mille douze (2012) il n'y en avait plus. Pas mal
22 sûr. Mais je ne peux pas être catégorique.

23 Me SIMON TREMBLAY :

24 Q. [849] O.K. En plus de ces... Excusez-moi. Tantôt,
25 monsieur Vaillancourt, pardon, c'est la question

1 que je gardais pour la fin, est-ce que monsieur
2 Vaillancourt, lui, a été utilisé comme prête-nom?
3 R. Non. J'ai toujours appelé sa secrétaire personnelle
4 pour lui dire, « Bon, on est au mois de novembre,
5 là, j'ai besoin de la contribution de monsieur
6 Vaillancourt et de madame Vaillancourt. » Si c'est
7 un compte conjoint, il faut que chacun signe le
8 chèque, comme d'habitude. Il ne faut pas que ça
9 soit un qui signe les deux chèques, et caetera.
10 Puis je faisais la demande, et il m'envoyait, par
11 un courrier, les deux chèques. Mais je ne parlais
12 pas à lui directement, je parlais à sa secrétaire,
13 là. Je n'ai jamais fait de demande à lui
14 directement.

15 Q. [850] Il y a un... J'aimerais ça que vous montrez
16 un chèque, puis nous expliquer un peu la
17 provenance.

18 R. Oui.

19 Q. [851] Madame Blanchette, si vous pouviez exposer
20 l'onglet 3, s'il vous plaît.

21 R. Oui.

22 Q. [852] On voit un chèque, là, on a caviardé les
23 détails.

24 R. Oui.

25 Q. [853] On voit que c'est un chèque de votre part à

1 Francine Dupuis. C'est qui, Francine Dupuis?

2 R. C'est l'épouse de monsieur Vaillancourt.

3 Q. [854] O.K. On voit un chèque du vingt-neuf (29)
4 septembre deux mille huit (2008) de cinq mille deux
5 cents dollars (5 200 \$).

6 R. Absolument.

7 Q. [855] Ça ce n'est pas...

8 R. C'est ma signature, c'est moi.

9 Q. [856] Est-ce que c'est en lien avec les prête-noms,
10 ce chèque-là, ou...

11 R. Non, ça n'a pas de lien avec les prête-noms, non
12 non non.

13 Q. [857] Comment vous expliquez que vous faites un
14 chèque de cinq mille deux cents dollars (5 200 \$)
15 en deux mille huit (2008) à la conjointe, à la
16 femme, dis-je, de monsieur Vaillancourt?

17 R. Au mois de mai deux mille huit (2008), il y a eu
18 le... À tous les ans, à tous les mois de mai, il y
19 avait le dîner de homard de la Fondation M.D.
20 Vaillancourt. Et moi je... Le Parti PRO des
21 Lavallois achetait une table à chaque année. Et
22 j'étais là, moi, avec mon épouse, Jean Gauthier
23 était à la table aussi avec son épouse, et d'autres
24 personnes. Et je rentre là, puis là le maire est là
25 avec d'autres personnes, organisateurs du dîner de

1 homard, qui nous saluent, je serre la main à tout
2 le monde, et là je serre la main à monsieur
3 Vaillancourt, puis là il m'attire de côté pour me
4 parler. Il me dit, « Jean, je... » Je ne sais pas
5 si... À ce moment-là je ne savais pas s'il y avait
6 été ou il y allait, « Je m'en vais, ou j'ai été au
7 Japon, à la ville de Tokyo, pour aller visiter des
8 usines de recyclage de déchets. Puis j'ai un
9 surclassement, parce que moi... » Je pense que son
10 billet était payé par la Ville, ou je ne sais pas
11 qui, là, mais il avait un surclassement de cinq
12 mille deux cents dollars (5 200 \$). Puis il voulait
13 le faire payer par le parti.

14 Sur le coup je lui ai dit oui. Là je suis
15 reparti, puis là je pensais à ça, puis ce n'est pas
16 une dépense bien bien admissible pour un parti.
17 J'en parle avec Jean Gauthier, parce que Jean
18 Gauthier c'était mon mentor, une personne... ma
19 personne de confiance. Puis quand j'avais des
20 problèmes, je lui en parlais toujours. Je demande à
21 Jean Gauthier, « Ça n'a pas d'allure, ça. »

22 Puis en plus de ça, dans ces temps-là il y
23 avait eu le salaire secret de monsieur Jean Charest
24 qui avait sorti. Là j'ai dit, « Si les journalistes
25 posent des questions, un compte de dépenses, un

1 billet d'avion, ça ne marche pas. » Là Jean
2 Gauthier me dit, « Tu as raison. Bien là, je
3 retourne lui dire non. Oui, vas-y. » Bon. Je
4 retourne, je lui dis non à ce moment-là. Il n'a pas
5 été plus loin. Ça a arrêté là. Moi je pensais que
6 c'était terminé.

7 Mais, au mois de septembre, le jeudi,
8 vendredi, parce que ça, j'ai regardé, c'était un
9 lundi, le vingt-neuf (29). Le jeudi ou le vendredi
10 précédent, j'ai eu un dîner avec monsieur
11 Vaillancourt, c'était le troisième dîner tête-à-
12 tête. J'avais eu un appel de la secrétaire de
13 monsieur Vaillancourt, qui m'a demandé de me rendre
14 à un restaurant pour aller dîner avec monsieur
15 Vaillancourt. J'y vais, et là on parle de tout et
16 de rien, et il me revient avec le surclassement du
17 billet d'avion. Là je lui dis, « Non, je ne veux
18 pas le payer avec le parti. Ce n'est pas une
19 dépense admissible par le parti. Ça peut amener des
20 questions, puis ce n'est pas bon. »

21 Mais mon argument secret, que je n'ai pas
22 dit, mais que j'avais dans la tête puis que je ne
23 voulais pas payer, c'est que je n'ai pas fait du
24 prête-nom pour lui payer un billet d'avion. Moi je
25 n'ai pas fait des choses illégales pour faire des

1 dépenses comme ça. Puis ça, ça... J'ai peut-être
2 mal fait, là, mais c'est ça.

3 Là, dans ce temps-là, bien j'ai dit,
4 « Écoutez, je vais vous le payer, votre billet. Là
5 il me dit, O.K., fais-moi un chèque à mon épouse. »
6 Puis j'ai fait un chèque à son épouse, de cinq
7 mille deux cents dollars (5 200 \$). Et, mais ce
8 n'était pas pour avoir des mandats. J'étais avocat-
9 conseil à ce moment-là, puis je n'avais pas de
10 relations avec la Ville. Je n'ai pas eu de mandats
11 de la Ville, puis je ne faisais pas ça pour avoir
12 des mandats de la Ville. Je faisais ça pour me
13 débarrasser d'un problème, parce qu'il n'en
14 démordait pas. Puis ça commençait à être pesant.
15 Puis c'est comme ça que je me suis sorti du
16 problème, et j'ai été remboursé par Jean Gauthier
17 aussi. Je n'ai pas payé ça de ma poche. Ça a été...
18 J'ai payé... Mon chèque a sorti de mon argent, mais
19 j'ai été remboursé après par Jean Gauthier.

20 Q. [858] En argent comptant?

21 R. En argent comptant.

22 Q. [859] Provenant de la collecte des ingénieurs?

23 R. Provenant de la collecte des ingénieurs. Bien,
24 provenant... Non, je ne sais pas.

25 Q. [860] On peut présumer?

1 R. Je ne le sais pas.

2 Q. [861] Parce que vous m'avez dit que l'argent ne
3 venait jamais des entrepreneurs.

4 R. Non, c'est vrai. Mais ils donnent... Vous savez, ce
5 n'est pas étiqueté dessus, là, mais on peut
6 présumer, oui. C'est l'histoire de ce chèque-là.

7 Q. [862] Est-ce que les conseillers municipaux
8 savaient, eux, que l'argent provenait des
9 ingénieurs?

10 R. Je pense qu'ils ne m'ont jamais demandé. Ça doit
11 être exceptionnel, ceux qui peuvent m'avoir
12 demandé. Puis s'ils me le demandaient, je leur
13 disais ce qu'il en était. Mais, d'après moi, de
14 mémoire, il n'y a personne qui me l'a demandé.

15 Q. [863] Et je reviens un pas en arrière également,
16 lorsque vous avez des conversations avec les
17 différents conseillers dont on a fait état, la
18 quasi totalité à l'exception...

19 R. Lors de l'échange, tout ça, oui.

20 Q. [864] ... de deux nouveaux puis de monsieur Plante.
21 Est-ce que vous discutez, est-ce qu'il y a des
22 discussions plus concrètes à savoir : « Bien je
23 vais utiliser mon beau-père comme prête-nom, je
24 vais prendre ma femme »?

25 R. C'est le cas de monsieur Duplessis qui m'avait dit

1 que son épouse n'avait pas assez de revenus et
2 qu'il était pour prendre son beau-père. Ça je me
3 rappelle de cette conversation téléphonique. Je ne
4 peux pas vous dire l'année précise, mais dans les
5 dernières années, là.

6 Q. [865] Donc, sept, huit, neuf, par exemple?

7 R. À peu près.

8 Q. [866] Est-ce qu'il y a d'autres conversations ou
9 d'autres situations un peu particulières dans
10 lesquelles on vous demande qu'on invoque, par
11 exemple, des habitudes d'une communauté ou qu'on
12 invoque des situations particulières?

13 R. Non.

14 Q. [867] Vous n'avez pas de souvenir particulier?

15 R. Non.

16 Q. [868] Le maire, monsieur Vaillancourt, est-ce qu'il
17 était au courant selon vous de ce stratagème-là de
18 prête-nom?

19 R. Il n'y a pas grand chose que monsieur Vaillancourt
20 n'est pas au courant. Il le savait, mais j'ai eu
21 une discussion avec lui deux fois là-dessus.

22 Q. [869] Bon, deux fois, la première fois c'est à quel
23 moment, Monsieur Bertrand?

24 R. En quatre-vingt-dix-sept (97) parce que c'était
25 pendant la campagne électorale. Là, je ne me

1 rappelle pas le mois, là, un peu, mais c'était
2 avant le début de la période électorale, mais dans
3 ces années-là je pense que la période électorale
4 n'était pas de quarante-cinq (45) jours, je pense
5 qu'elle pouvait être de vingt et un (21) jours,
6 mais c'est à peu près une semaine à peu près avant
7 le début de la période électorale.

8 Q. [870] Début de l'automne deux mille sept (2007),
9 quatre-vingt-dix-sept (97), pardon?

10 R. Oui, ça devait être septembre mille neuf cent
11 quatre-vingt-dix-sept (1997) au local central du
12 Parti, dans le bureau de l'organisateur. Ce qui est
13 arrivé c'est qu'il y a eu une petite confrontation,
14 un petit problème avec l'organisateur, puis
15 monsieur Vaillancourt est venu, pas spécialement
16 pour ça, mais il est venu le lendemain puis il m'a
17 demandé au bureau pour me parler de ce petit
18 problème-là puis il était en avant de moi, il était
19 au bureau de l'organisateur en avant de moi, moi
20 j'étais assis en avant de lui puis il y avait une
21 personne à ma droite, je suis plus visuel, en avant
22 de moi, la personne à ma droite je ne suis pas sûr
23 de cette personne-là. Puis là on a réglé le petit
24 problème, mais là je lui ai dit en même temps, là,
25 je lui ai dit : « Moi, écoutez, là », en quatre-

1 vingt-dix-sept (97) c'est une élection extrêmement
2 dure, on a gagné avec quarante-deux pour cent
3 (42 %) du vote. Là, j'ai dit : « Monsieur
4 Vaillancourt, ça n'a pas d'allure », parce que les
5 amendes n'étaient pas importantes, ce n'est pas une
6 question d'amende, mais si ça sort une affaire
7 comme ça, c'est mauvais pour la réputation, puis on
8 était en plein combat. C'est difficile de faire ça.

9 Q. [871] Qu'est-ce qu'il vous répond à ce moment-là?

10 R. Il ne m'a pas répondu, il a changé la conversation
11 avec l'autre personne, puis l'autre personne était
12 d'accord avec moi. Puis il a changé de conversation
13 ça a fini là.

14 Q. [872] Qui est présent à cette conversation-là que
15 vous vous rappelez?

16 R. Soit l'organisateur de, monsieur Claude Dumont qui
17 est décédé, soit le chef de cabinet monsieur Pierre
18 Lafleur ou soit Jean Gauthier lui-même qui était là
19 aussi. Mais la personne qui était là était d'accord
20 pour dire que ça n'avait pas d'allure.

21 Q. [873] Donc, ça c'est la première fois qu'on en
22 discute?

23 R. En quatre-vingt-dix-sept (97).

24 (14:41:43)

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [874] Le sujet était?

3 R. La confrontation, Madame, c'est peut-être une
4 histoire un petit peu longue, si vous la voulez je
5 n'ai pas de problème.

6 Q. [875] Non, mais qu'est-ce que vous...

7 R. Ça n'avait rien à voir avec cette question-là.

8 Q. [876] Non, ce n'est pas ça?

9 R. Excusez.

10 Q. [877] Ce que je dis c'est qu'est-ce que vous ne
11 vouliez plus qui se fasse ou que vous faisiez?

12 R. De faire du..., on n'appelait pas ça du prête-nom à
13 l'époque, mais de rembourser, que les, bien
14 rembourser, que les conseillers reçoivent de
15 l'argent pour faire des contributions à leur nom.

16 Q. [878] O.K. Alors, c'est de ça dont vous vous êtes
17 entretenu avec...

18 R. Monsieur Vaillancourt.

19 Q. [879] ... monsieur Vaillancourt?

20 R. Oui.

21 Q. [880] Qui a abordé la question en premier?

22 R. C'est moi.

23 Q. [881] O.K. Et sous quelle forme avez-vous abordé
24 cette question-là avec lui?

25 R. Comme ça, j'ai dit : « La question de donner de

1 l'argent aux conseillers municipaux pour
2 rembourser, pour donner des chèques je trouve que
3 ça n'a pas d'allure ». C'est ça que je lui disais.
4 Puis je lui ai exprimé mon inconfort.

5 Q. [882] Puis qu'est-ce qu'il a dit monsieur
6 Vaillancourt?

7 R. Il a changé de conversation, il semblait un petit
8 peu irrité parce qu'il y avait quelqu'un. Il aurait
9 peut-être aimé mieux que je sois tout seul avec
10 lui, puis il a changé de conversation avec l'autre
11 personne qui était là.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Q. [883] Ça c'est la première fois, vous m'avez dit
14 qu'il y avait deux fois?

15 R. Oui.

16 Q. [884] Donc, la première fois en quatre-vingt-dix-
17 sept (97), quand a lieu la seconde fois?

18 R. O.K. Lors de l'élection deux mille cinq (2005), je
19 commence l'année d'élection moi avec neuf cent
20 mille (900 000 \$) dans le compte du PRO, je
21 dépense, je ne sais plus combien en deux mille cinq
22 (2005), peut-être sept cent mille (700 000 \$), là.
23 Je vous dis un chiffre comme ça, mais ça peut être
24 plus haut, je dépense sept cent mille (700 000 \$)
25 disons. Je me sers du budget de recherche et

1 secrétariat pour aller chercher une partie de ces
2 montants-là, dans le fond, qui sont remboursés.
3 J'ai un cocktail à cent quarante mille (140 000 \$).
4 Là, j'arrive, j'arrive à la fin de l'année et j'ai
5 sept cent mille (700 000 \$). J'étais à neuf cents
6 (900 000 \$), je tombe à sept cents (700 000 \$).
7 Donc, pour revenir à neuf cents (900 000 \$) pour la
8 prochaine élection j'ai quatre ans avec un cocktail
9 bénéfice de cent quarante mille (140 000 \$) par
10 année, avec toujours mon budget de recherche et
11 secrétariat qui est là qui m'empêche de descendre
12 mon compte de banque. Là, je dis : « Ça ne vaut pas
13 la peine, le risque n'en vaut plus la peine, ça n'a
14 plus d'allure ». Je n'ai pas sollicité personne.
15 Aucun conseiller municipal. Je n'ai pas été les
16 voir pour leur donner de l'argent.

17 Q. [885] En deux mille cinq (2005), ça?

18 R. En deux mille cinq (2005). Puis je n'ai pas appelé
19 le maire pour pouvoir lui demander parce que je ne
20 voulais pas que personne ne le sache. Je ne l'ai
21 pas appelé non plus pour lui demander ses chèques.
22 Il y a eu deux conseillers, par exemple, qui ont
23 donné de l'argent dans les états financiers, mais
24 c'était pour des billets du cocktail.

25 Q. [886] Lesquels?

1 R. Ça n'avait rien à voir avec, monsieur Plante puis
2 monsieur Duplessis.

3 Q. [887] Monsieur Plante c'est le même individu qui
4 n'a jamais été?

5 R. Monsieur Robert Plante qui n'a jamais voulu faire
6 du prête-nom, puis monsieur Duplessis, je pense
7 qu'il avait acheté quatre billets à deux cents
8 dollars (200 \$), ça fait un chèque de huit cents
9 dollars (800 \$).

10 Q. [888] D'accord.

11 R. Mais à part de ça, personne, je n'ai pas demandé de
12 prête-nom. Pour moi, là, deux mille cinq (2005)
13 c'était presque parfait. Puis j'étais content de
14 ça. Mais là, deux mille six (2006), février, je
15 produis mon rapport vers fin février, mois de mars,
16 je commence à avoir des appels des conseillers,
17 conseillères. Ils veulent leur reçu d'impôt. Bien
18 là, il n'y a pas de reçu d'impôt, vous n'avez pas
19 donné. Ils n'étaient pas contents, il y en a qui
20 n'étaient pas... « Bien oui, vous n'avez pas
21 contribué, il n'y a pas de reçu d'impôt ».

22 Suite à ça, peut-être, un mois plus tard,
23 je ne le sais pas, là, j'ai un appel du bureau de
24 monsieur Vaillancourt. La secrétaire qui m'appelle
25 puis il veut me voir la journée même. Là, je suis

1 un stressé un peu de... ça ne paraît pas là,
2 mais...

3 Q. [889] Pourquoi vous dites « la journée même »?

4 R. Il voulait me voir la même journée que la
5 secrétaire m'a appelée.

6 Q. [890] C'est-tu exceptionnel, ça ou...?

7 R. Ça pouvait arriver, mais c'était assez rare. C'est
8 pour ça que ça me stressait un petit peu.

9 Q. [891] O.K. Donc, il vous dit... bien, la secrétaire
10 ou le bureau de...

11 R. « On veut vous voir après-midi ». Disons qu'elle
12 m'aurait appelé le matin, là, écoutez, je ne peux
13 pas vous donner les heures exactes, là, mais disons
14 qu'elle m'aurait appelé le matin, puis « Monsieur
15 Vaillancourt veut vous voir cet après-midi ». Pas
16 de problème, je me rends là, comme d'habitude, un
17 trois quarts d'heure d'attente dans la salle
18 d'attente, mais je me rends, je rentre au bureau,
19 je m'en vais à la petite salle de conférence qui
20 est à la droite, il est là, il est assis là, il me
21 reçoit, on parle de tout et de rien, mais il a
22 entre les mains les états financiers de deux mille
23 cinq (2005). On parle de tout et de rien, mais là,
24 il arrive à un moment donné, il rouvre les états
25 financiers à la liste des contributeurs. Et là, il

1 me demande: « Comment ça se fait, mon nom n'est pas
2 là et celui de mon épouse n'est pas là »? « Bien,
3 je ne vous ai pas appelé parce que je n'ai pas fait
4 non plus de remboursement avec les autres
5 conseillers municipaux de prête-nom, parce que si
6 je vous avais mis là tout seul, ça aurait peut-être
7 eu l'air »... peut-être pas... bien fou un peu.
8 J'ai dit: « Je ne l'ai pas mis puis je ne vous ai
9 pas appelé puis il n'y a pas de conseiller non
10 plus ». Là, il me dit: « Comment ça se fait qu'il
11 n'y a pas de conseiller »? Bien là, je lui
12 explique, neuf cent mille (900 000 \$), sept cent
13 mille (700 000 \$), ça ne vaut pas la peine, c'est
14 risqué. Puis là, je me rappelle toujours, avec son
15 index, là, il m'a pointé les... puis il m'a dit:
16 « Tu vas recommencer ». Bien j'ai dit: « Pourquoi
17 recommencer? Je ne veux pas recommencer. On n'a pas
18 besoin de ça, on l'a l'argent, puis il y a des
19 amendes puis ce n'est pas juste les amendes, c'est
20 la réputation de tout le monde ». Il m'a dit: « Tu
21 vas recommencer. Tu recommences. Les amendes, le
22 reste, je m'en occupe, tu recommences ».

23 Q. [892] Qu'est-ce que vous venez de dire? « Tu
24 recommences, les amendes, le reste, je m'en
25 occupe »?

1 R. « Tu recommences de faire du prête-nom ».

2 Q. [893] O.K., puis il s'occupe des amendes?

3 R. Oui, lui, il s'occuperait... en voulant dire

4 « Mêlé-toi pas de ça, occupe-toi pas de ça, moi, je
5 veux que tu recommences ».

6 Q. [894] Après la rencontre...

7 R. Bien là...

8 Q. [895] ... est-ce que vous avez recommencé?

9 R. ... j'ai recommencé en deux mille six (2006), c'est
10 clair. C'était ferme. Je ne pouvais pas... sinon,
11 je m'en allais chez moi, là.

12 Q. [896] En deux mille six (2006), est-ce que vous
13 êtes aussi agressif dans votre sollicitation des
14 conseillers pour obtenir des prête-noms?

15 R. Je ne suis pas ag... je n'ai jamais été agressif...

16 Q. [897] Non, mais quand je dis « agressif », c'est...
17 exhaustif.

18 R. Non, j'en ai manqué, là, je n'ai pas fait mon
19 travail comme il faut cette année-là, c'est vrai.
20 J'en ai manqué plusieurs. Je ne pourrais pas vous
21 dire quels, là, mais j'en ai manqué.

22 Q. [898] Pour quelle raison?

23 R. Parce que je n'étais pas vraiment... ce n'est pas
24 un travail que je faisais de gaieté de coeur, puis
25 disons que je n'étais pas trop heureux de le faire,

1 puis je l'ai fait en en oubliant un paquet, c'est
2 ça... bien, un paquet... peut-être pas tant que ça,
3 là, mais j'en ai oublié.

4 Q. [899] Je reviens encore une fois un peu en arrière.
5 Monsieur Angelopoulos, est-ce que vous vous
6 souvenez s'il vous a déjà expliqué que ce n'était
7 pas des prête-noms, que c'était pour aider des
8 compatriotes ou que...

9 R. Non.

10 Q. [900] Non?

11 R. Je n'ai jamais... moi, là, monsieur Angelopoulos,
12 je lui donnais des chèques pour qu'il me
13 retourne... je lui donnais des chèques... je
14 donnais de l'argent pour qu'il me retourne des
15 chèques. Ça n'a jamais été... non, absolument pas.

16 Q. [901] Ce matin, je vous ai demandé si monsieur
17 Vaillancourt était impliqué, d'une façon ou d'une
18 autre dans le financement du Parti PRO des
19 Lavallois. Vous m'avez répondu « Non ». Comment
20 conjuguez-vous cette rencontre-là avec lui, versus
21 le fait qu'il ne s'impliquait pas?

22 R. C'est parce que quand vous m'aviez posé la
23 question, on parlait du cocktail bénéfice, je
24 pense, ou on était dans ce secteur-là. Puis le
25 cocktail bénéfice, il y avait comme un mur, si vous

1 voulez, entre le solliciteur et le maire et les
2 conseillers. Moi, quand j'appelais pour vendre des
3 billets, là, je ne leur disais pas... je disais
4 rien, là, en vertu des contrats, rien, je ne
5 faisais pas de menaces, pas de promesses. Puis si
6 jamais quelqu'un me parlait « Je n'ai pas de
7 contrat », « Bien là, si... moi, je suis un vendeur
8 de billets et »... puis je n'en parlais pas... ma
9 vente de billets, je ne disais pas, là, « J'ai
10 vendu à un tel, il n'a pas acheté assez de
11 billets », je n'ai jamais fait ça. Je n'ai jamais
12 placé des billets, dire « Tu vas prendre vingt (20)
13 billets puis arrange-toi avec ça », je n'ai jamais
14 fait ça. Puis après ça, les seules choses que
15 monsieur Vaillancourt voyaient par après, bien
16 c'est les états financiers. C'est pour ça que dans
17 le sens, il ne s'est jamais occupé du financement
18 au niveau du cocktail. Au niveau des budgets de
19 recherche et secrétariat, il signait la demande de
20 remboursement, mais ce n'est pas lui qui rédigeait
21 la demande. Lui, dans le fond, il se fiait sur moi,
22 il se fiait sur le trésorier qui faisait son
23 travail puis qu'il revenait puis il disait de
24 payer. Mais là-dessus, le prête-nom, c'est certain
25 qu'il était là, oui.

1 14:49:40

2 Me SIMON TREMBLAY :

3 Je réalise, Madame la greffière, que j'ai omis de
4 coter le chèque en question donc 68P-73...

5 LA GREFFIÈRE :

6 4.

7

8 68P-734 : Chèque personnel de Jean Bertrand à
9 Francine Dupuis du 29 septembre 2008

10

11 Me SIMON TREMBLAY :

12 Q. [902] 734. Donc en deux mille six (2006), vous
13 recommencez l'utilisation de prête...

14 R. Oui.

15 Q. [903] ... ou la recherche de prête-noms, peut-être
16 pas avec la même vigueur qu'avant deux mille cinq
17 (2005).

18 R. Oui.

19 Q. [904] Comment ça va se passer en deux mille sept
20 (2007), deux mille huit (2008), deux mille neuf
21 (2009)?

22 R. Je pense que ça c'est rétabli, il y en a beaucoup
23 qui en ont fait là, il faudrait que je regarde.
24 Mais d'après moi, je faisais le travail que j'avais
25 à faire.

1 Q. [905] De façon que je qualifierais d'exhaustive,
2 c'est-à-dire vous alliez voir tous les conseillers
3 là.

4 R. Oui, tout le monde. C'est ça.

5 Q. [906] Donc tantôt vous avez parlé...

6 R. Mais excusez, je faisais tout le monde mais disons
7 que les nombres n'étaient peut-être pas élevés là.
8 Tu sais, moi je ne poussais pas personne puis eux-
9 autres, s'il y en a un qui arrivait puis il disait
10 un, super, moi, ça faisait mon affaire.

11 Q. [907] Tantôt vous avez parlé de quarante-six mille
12 dollars (46 000 \$) en deux mille neuf (2009).

13 R. Quarante mille (40 000 \$) en deux mille neuf
14 (2009).

15 Q. [908] Quarante mille (40 000 \$) pardon.

16 R. Vingt-six (26 000 \$) en deux mille dix (2010).

17 Q. [909] Excusez-moi, merci de me corriger. Deux mille
18 onze (2011), deux mille douze (2012), expliquez-
19 nous. Donc après deux mille neuf (2009), je présume
20 qu'il y a un certain déclin. Pouvez-vous nous
21 illustrer comment cela s'opère sur le terrain?

22 R. Un déclin dans le prête-nom?

23 Q. [910] Dans l'utilisation de prête-noms.

24 R. Oui, bien deux mille neuf (2009), puis comme je
25 vous disais, moi en deux mille neuf (2009) j'étais

1 persuadé que monsieur Vaillancourt ne revenait pas.

2 Q. [911] Qu'est-ce qui vous faisait croire ça?

3 R. Ah! J'étais sûr de ça parce que là, écoutez, il y a
4 l'âge, son âge, moi j'étais sûr qu'il ne revenait
5 pas en deux mille treize (2013). J'étais certain.
6 Même je l'ai rencontré, moi, en mai deux mille onze
7 (2011) pour lui dire « Moi, je ne reviens pas en
8 deux mille treize (2013). ». « Vous ne revenez pas,
9 moi je ne reviens pas. » Il dit « Tu ne prendrais
10 pas un remplaçant? ». « Non » « Mais je reviens
11 peut-être. » « Ah! Bien peut-être, mais moi, si
12 vous ne revenez pas, en tout cas, je ne reviens
13 pas. » je le savais qu'il ne revenait pas, j'étais
14 sûr qu'il ne revenait pas. J'étais persuadé. Mais
15 ça, c'était...

16 Q. [912] J'imagine que ce n'était peut-être pas pour
17 les raisons...

18 R. Ah! Non.

19 Q. [913] Dans ce temps-là...

20 R. Non, non, non.

21 Q. [914] Vous ne vous attendiez pas que c'était pour
22 ces raisons-là qu'il ne revenait pas.

23 R. Non, non, non. Puis aussi, il faut voir aussi ce
24 qui se passe au niveau électoral. Entre deux mille
25 cinq (2005) et deux mille neuf (2009), il y a eu

1 dix-sept mille (17 000) électeurs de plus. Puis
2 quatre-vingt-dix-sept pour cent (97 %) des dix-sept
3 mille (17 000) électeurs de plus ont voté contre
4 nous. Il faut toujours voir un petit peu qu'il y
5 avait peut-être un petit glissement qui s'en venait
6 un peu puis que deux mille treize (2013), avec
7 aussi ce qui s'était passé avec l'ancien ministre
8 Ménard, tout ça, le terrain politique n'était plus
9 pareil non plus là. C'est pour ça que moi, mais en
10 deux mille neuf (2009), à l'élection de deux mille
11 neuf (2009), j'étais pas mal sûr que, pour moi, de
12 la manière que je voyais son comportement, tout ça,
13 qu'il ne revenait pas mais c'était des convictions
14 personnelles.

15 Q. [915] On a effleuré la question plus tôt ce matin,
16 et là je mets à côté la question de versements
17 d'argent comptant en contrepartie de contributions.
18 On va rester dans le versement d'argent comptant
19 aux conseillers mais pas pour prête-noms, pour des
20 dépenses par exemple.

21 R. Oui.

22 Q. [916] Est-ce que vous avez versé de l'argent à des
23 conseillers municipaux pour des dépenses?

24 R. Oui.

25 Q. [917] Quand je parle d'argent, je parle d'argent

1 comptant provenant des ingénieurs, bien entendu.

2 R. En années électorales.

3 Q. [918] Exclusivement?

4 R. Ça pouvait arriver en dehors, non, oui,
5 exclusivement. À part du prête-nom, il pouvait y
6 avoir des cas exceptionnels.

7 Q. [919] Par exemple?

8 R. Par exemple un conseiller qui était parti en voyage
9 avec son cellulaire puis il avait fait je ne sais
10 pas quoi avec, qui revenait avec une facture de
11 deux (2 000 \$), trois mille dollars (3 000 \$) qu'il
12 avait eu en voyage, là il était obligé de
13 rembourser la Ville de Laval, bien là, il pleurait
14 puis il voulait être remboursé puis moi on me
15 disait de le rembourser. Puis ça, on me disait de
16 le rembourser, c'est peut-être le chef de cabinet
17 qui me disait ça, je ne me rappelle pas qui, mais
18 il y a quelqu'un qui me disait de le rembourser.
19 Mais là je demandais à Jean Gauthier puis je le
20 remboursais, en argent.

21 Q. [920] C'est arrivé souvent ça?

22 R. C'est arrivé d'après moi deux fois.

23 Q. [921] O.K.

24 R. Mais je ne suis pas sûr là, je pense qu'il faudrait
25 faire des...

1 Q. [922] Si vous n'êtes pas certain...

2 R. C'est ça.

3 Q. [923] Ne nommez pas de noms inutilement.

4 R. Exact.

5 Q. [924] Si vous n'êtes pas certain mais une chose que
6 vous êtes certain, c'est arrivé deux fois.

7 R. Oui, ça je suis certain que c'est arrivé deux fois.

8 Q. [925] Bon. Donc vous payez à même, encore une fois,
9 l'argent comptant des ingénieurs.

10 R. Exact. Exact. Ça, c'est des cas exceptionnels.

11 Q. [926] Bon.

12 R. Moi, j'essayais de travailler pour rendre ça que
13 l'argent soit vraiment l'exception. J'ai toujours
14 travaillé pour, regardez, quand je suis arrivé en
15 quatre-vingt-quatre (1984) je n'avais aucun
16 contrôle, j'ai essayé de monter le contrôle
17 tranquillement puis d'essayer d'enlever cet argent
18 comptant-là aussi.

19 Q. [927] D'accord. Donc si on vient aux années
20 électorales, vous remettez également un peu
21 d'argent comptant aux conseillers. À quelle
22 hauteur?

23 R. Je peux vous parler de deux mille neuf (2009).

24 Q. [928] Prenons deux mille neuf (2009), c'est la
25 dernière année électorale.

1 R. Oui, c'est ça que je me rappelle vraiment. Deux
2 mille neuf (2009), justement, j'ai été payé en deux
3 mille neuf (2009), moi, j'ai eu vingt mille dollars
4 (20 000 \$) en deux mille neuf (2009) qui était la
5 moitié du paiement que je devais recevoir. Il y
6 avait quarante mille dollars (40 000 \$) de prête-
7 noms en deux mille neuf (2009), comme j'ai déjà
8 dit, on est rendu à soixante (60 000 \$). Je donnais
9 à chaque quartier justement des dépenses. On le
10 calculait selon le nombre de sections de vote, ça
11 revenait à peu près à trente-six mille sept cent
12 (36 700 \$) quelque chose, mettons quarante mille
13 (40 000 \$) rond que je donnais, tout en leur disant
14 de ne pas toucher avec la période électorale avec
15 cet argent-là pour pas faire des dépenses pour
16 faire sauter le plafond de dépenses électorales. Et
17 en plus, d'autres dépenses, mettez... moi, je
18 disais trente mille...

19 (14:55:03)

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. [929] Excusez-moi. Ce sont des dépenses payées en
22 argent comptant.

23 R. Oui.

24 Q. [930] Vous les comptabilisez quand même comme étant
25 des dépenses électorales?

1 R. Non, ce que je veux dire, c'est que si vous le
2 dépensez pendant la période électorale...

3 Q. [931] Oui.

4 R. ... et vous vous faites prendre, ça peut monter
5 votre...

6 Q. [932] Vous vous faites prendre, donc vous ne les
7 comptabilisez pas là, c'est juste...

8 R. Non, non, c'était...

9 Q. [933] ... que s'ils se font prendre par le DGE à ne
10 pas avoir comptabilisé une dépense électorale payée
11 avec de l'argent comptant, c'est ça.

12 R. Si la dépense est faite en dehors de la période
13 électorale...

14 Q. [934] Il n'y a pas de problème. Il n'y a pas de
15 problème.

16 R. C'est ça.

17 Q. [935] Et pendant la période électorale, s'ils se
18 font prendre la main dans le sac à payer une
19 dépense avec de l'argent comptant puis ils ne l'ont
20 pas comptabilisée, c'est là qu'il y a un danger
21 pour eux là.

22 R. C'est ça. Puis c'est pour ça que je leur disais de
23 ne pas rien faire pendant la campagne électorale.
24 D'une manière ou d'une autre, comme je vous disais,
25 on arrive à peu près à huit cent cinquante mille

1 (850 000 \$) de dépenses le quinze (15) septembre,
2 c'est ça. Le restant, c'est la vitesse de
3 croisière, ils ont besoin de leurs chaussures puis
4 d'aller cogner aux portes, c'est ça qu'ils ont de
5 besoin, puis de se préparer pour la journée
6 d'élection. Le travail est fait, c'est pour ça.
7 Mais là, je vous parlais...

8 Q. [936] Mais, avant le déclenchement d'élection, si
9 vous faites des dépenses que vous ne comptabilisez
10 pas dans vos états financiers, ça aussi c'est...

11 R. Exact, oui, vous avez raison. Oui.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Q. [937] Est-ce qu'on peut affirmer, Maître Bertrand,
14 que cent pour cent (100 %) de l'argent comptant que
15 maître Gauthier vous a remis n'a jamais été
16 comptabilisé dans les livres ou dans la
17 comptabilité...

18 R. Absolument.

19 Q. [938] ... du Parti PRO des lavallois?

20 R. Bien, l'argent comptant, non, exactement, il ne
21 passait pas par le Parti. Puis je vais vous dire
22 une chose, des partis politiques qui font des
23 élections sans qu'il y ait de l'argent comptant,
24 pour moi, c'est impossible.

25 Q. [939] Pourquoi?

1 R. Parce qu'il y a toutes sortes de dépenses là que
2 les gens veulent être payés comptant, il n'y en a
3 pas de ça. Ça, moi, j'ai...

4 Q. [940] Les bénévoles, ça, c'est rare?

5 R. Il y en a des bénévoles qui sont payés, puis, ça,
6 c'est dans ces dépenses-là là.

7 Q. [941] L'argent comptant vous voulez dire?

8 R. Oui, oui. Dans les montants que je viens de vous
9 dire. Puis là j'ai oublié un montant là, on n'a pas
10 fini.

11 Q. [942] On continue.

12 R. Oui. Là je vous ai dit vingt mille (20 000 \$), pour
13 moi, il y avait quarante mille (40 000 \$) de prête-
14 noms, un quarante mille (40 000 \$) que j'avais
15 figuré pour eux. Puis il y a toujours des dépenses
16 en plus. Moi, j'avais dit trente mille (30 000 \$),
17 mais allez jusqu'à cinquante (50 000 \$) si vous
18 voulez, puis c'est à peu près le montant qui se
19 dépense. Puis ça là, ce n'est pas beaucoup, c'est
20 vraiment pas beaucoup.

21 Q. [943] Qu'est-ce que vous voulez dire « ce n'est pas
22 beaucoup »?

23 R. Bien, ce n'est pas beaucoup parce qu'il y a des
24 campagnes électorales, moi, je suis sûr que dans
25 des partis politiques, c'est beaucoup plus que ça,

1 par expérience là, c'est beaucoup plus que ça.
2 Parce que, moi, dépenser... Il n'y a pas beaucoup
3 de partis politiques qui peuvent se permettre de
4 dépenser un million cent (1,1 M\$) lors d'une
5 élection.

6 Q. [944] Au niveau municipal que ce soit.

7 R. Au niveau municipal. Puis quand on a dépensé un
8 million cent (1,1 M\$), je pense qu'on a pas mal
9 tout couvert, il ne reste plus grand-chose.

10 Q. [945] O.K. Quand vous avez dit, dans votre
11 énumération ou votre ventilation plutôt, vous
12 parlez quarante (40 000 \$) pour leurs dépenses,
13 donc c'est quarante mille dollars (40 000 \$) que
14 vous aviez mis de... vous avez pris de maître
15 Gauthier.

16 R. Oui.

17 Q. [946] Puis là il y a vingt et un (21) conseillers,
18 donc je présume, c'est environ deux mille (2 000 \$)
19 chaque?

20 R. Absolument.

21 Q. [947] Et à quoi est destiné cet argent-là? Quand
22 vous le remettez, j'imagine que vous dites « cet
23 argent-là, ce n'est pas pour le prête-nom, c'est
24 pour... » et vous dites quoi.

25 R. « Vos dépenses à vous », ils peuvent se payer

1 justement des bénévoles, des choses comme ça, mais
2 pas dans la période électorale. En période
3 électorale, il faut qu'il soit vraiment bénévole,
4 puis on ne dépense pas d'argent dans la période
5 électorale. Ça, je l'ai dit à tous les... Avant les
6 élections, il y avait toujours un Lac-à-l'Épaulé,
7 puis au Lac-à-l'Épaulé, je le disais deux fois
8 sinon trois.

9 Q. [948] Je reviens sur votre dernière réponse. Vous
10 dites que cent cinquante mille (150 000 \$), ce
11 n'est pas beaucoup, ça coûte cher. Est-ce que vous
12 pensez qu'en plus de l'argent comptant que maître
13 Gauthier vous donnait, qu'il y avait d'autres
14 argents liquides qui circulaient dans le Parti, de
15 l'argent comptant?

16 R. Il y a vingt et une (21) organisations, ils savent
17 qu'en période électorale, moi, j'interdis à peu
18 près tout, c'est possible, absolument. J'ai déjà,
19 dans des années antérieures, je ne vous parle pas
20 de deux mille neuf (2009), mais dans des années
21 antérieures, dans les années quatre-vingt-dix (90),
22 vu des choses là qui se passaient. Bien « vu des
23 choses », soupçonné des choses, mais je ne peux pas
24 jouer à la police non plus. Puis je les avertissais
25 « si vous faites des dépenses dans votre quartier

1 puis que vous ne le dites pas, si vous vous faites
2 prendre, vous allez vous faire disqualifier si
3 c'est en période électorale », mais je ne peux
4 pas... Écoutez, j'ai déjà fermé des locaux, j'ai
5 déjà eu un conseiller qui avait loué un Winnebago
6 puis que j'ai empêché de louer le Winnebago. Des
7 locaux... des locaux secrets presque pour faire
8 leur centrale de quartier. Ils n'ont pas besoin de
9 centrale de quartier, ils n'ont pas besoin de ça.
10 Ils ont besoin d'aller faire du porte à porte. Puis
11 j'en ai fermé des centrales de quartier. Puis ça,
12 vous pouvez en parler aux conseillers, c'est...
13 c'est connu ça.

14 Q. [949] Il est trois heures (15 h 00).

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Vous voulez prendre la pause!

17 Me SIMON TREMBLAY :

18 Oui.

19 SUSPENSION DE L'INTERROGATOIRE DU TÉMOIN

20 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

21

22 REPRISE DE L'AUDIENCE

23 Me SIMON TREMBLAY :

24 Alors, Madame la Présidente, Monsieur le

25 Commissaire. À ce stade-ci, j'avais oublié de le

1 mentionner avant la pause, mais il y a une requête
2 qui avait été fixée déjà depuis quelque temps et
3 présentable là à trois heures et quart (15 h 15),
4 donc disons c'est après la pause de l'après-midi
5 aujourd'hui.

6 Donc, avant de passer la parole à maître
7 Porter qui va s'occuper de la requête du côté de la
8 Commission, je vais juste brièvement passer le mot
9 à maître Poulin du DPCP qui veut vous adresser très
10 brièvement. Ensuite, maître Porter assurera la
11 suite des choses. Et quant à moi, je vous dis soit
12 à plus tard ou on se revoie le dix (10) juin avec
13 la poursuite de l'interrogatoire de maître
14 Bertrand.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Parfait.

17 Me SIMON TREMBLAY :

18 Merci.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Merci, Maître Tremblay. Oui, Maître Poulin.

21 Bonjour.

22 (15:31:34)

23 REPRÉSENTATIONS PAR Me PIERRE POULIN :

24 Bonjour. Alors, le DPCP voudrait présenter une
25 nouvelle requête en non-divulgence du témoignage

1 de monsieur Jean Bertrand. J'ai déjà déposé les
2 copies à la greffière. Nous n'avons pu le faire ce
3 matin puisque monsieur Bertrand là n'était pas
4 prévu, nous n'avions pas anticipé son témoignage ce
5 matin, de telle sorte que nous avons passé la
6 journée là à faire rédiger les affidavits et les
7 annexes. Alors, par conséquent, nous aimerions que
8 vous ordonniez là une interdiction de publier ou de
9 diffuser le contenu de la présente requête et
10 d'ordonner le scellé et ainsi que d'ordonner une
11 interdiction de publier ou de diffuser toute
12 information révélée dans la requête, en attendant
13 l'audition.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Oui. Alors, donc... Parfait.

16 Me PIERRE POULIN :

17 Voilà!

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Alors... et je comprends qu'il n'y a pas
20 d'objection de la part des médias à cette... à
21 cette requête.

22 Me PIERRE POULIN :

23 Les médias, nous avons...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Je parle à ce stade.

1 Me PIERRE POULIN :

2 ... à ce stade, ils n'ont pas été informé de cette
3 requête-ci, ils le seront... parce qu'elle n'était
4 pas sous scellée. Nous avons eu des discussions
5 avec des représentants des médias qui... et nous
6 avons décidé de ne pas les aviser avant qu'elle
7 soit mise sous scellé, car autrement, elle aurait
8 pu être diffusée.

9 DÉCISION

10 LA PRÉSIDENTE :

11 O.K. Alors, comme il s'agit simplement de la
12 requête et de la demande de la requête et que je
13 n'ai pas à statuer sur la requête comme telle, je
14 vais prendre acte de votre requête; ordonner
15 l'interdiction de publication de la requête; et
16 mettre la requête sous scellé. Et je comprends que
17 ces requêtes-là seront débattues donc lundi le dix
18 (10) juin, c'est exact?

19 Me PIERRE POULIN :

20 C'est bien le dix (10)?

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Bien, ce n'est certainement pas lundi prochain en
23 tout cas.

24 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE

25

1 Me PIERRE POULIN :

2 Ça va, c'est bien. Non, c'est que j'ai eu des
3 communications ambiguës, mais je veux bien
4 m'assurer que c'est bien le dix (10).

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Alors, vérifiez avec les procureurs...

7 Me PIERRE POULIN :

8 Très bien.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 ... mais je peux vous assurer que ce n'est pas
11 lundi prochain.

12 Me PIERRE POULIN :

13 O.K. Et je m'engage à aviser immédiatement les
14 procureurs des médias du dépôt de cette requête-ci.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Parfait.

17 Me PIERRE POULIN :

18 Merci.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Merci, Maître Poulin. Oui.

21 Me ÉRIKA PORTER :

22 Alors, Madame la Présidente, Monsieur le
23 Commissaire. Cet après-midi une requête est
24 présentable devant vous, il s'agit d'une requête
25 qui est présentée par monsieur Claude Deguise qui

1 est représenté par maître Pinsonneault. Il
2 s'agit...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Bonjour, Maître Pinsonneault.

5 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

6 Bonjour.

7 Me ÉRIKA PORTER :

8 Il s'agit d'une requête en annulation d'assignation
9 à un témoin. Alors, très brièvement, avant de
10 passer la parole à maître Pinsonneault, je dirai
11 ceci par... Nous nous sommes... nous avons eu des
12 communications. Il est question cet après-midi de
13 la cassation de l'assignation. Maître Pinsonneault
14 a été avisée que les commissaires étaient enclins à
15 l'entendre sur cette partie de la requête.

16 Néanmoins, elle me signifie avoir d'autres
17 représentations à faire, généralement. Ainsi donc,
18 je vais laisser aller maître Pinsonneault, dans un
19 premier temps, pour présenter sa requête.

20 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

21 Bonjour.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Maître Pinsonneault, si j'ai bien compris, c'est
24 une requête en annulation d'assignation du témoin
25 Claude Deguise.

1 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

2 Exactement.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Bon. Je vous écoute.

5 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

6 Je vais commencer par déposer l'original des
7 pièces. La requête originale a été déjà remise à
8 madame la Greffière. Je pense que vous avez en
9 votre possession les requêtes que j'ai signifiées
10 et les pièces y sont attachées. Alors...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Attendez. J'ai la requête. Les pièces, j'ai le
13 Traité de procédures pénales.

14 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

15 Vous avez cinq pièces, Madame la Présidente.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Attendez, oui. R-5, c'est le Traité de preuve...

18 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

19 Exactement.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 ... de procédures pénales. R-4, c'est le jugement
22 de l'Honorable Stober.

23 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

24 Exactement, du vingt-deux (22) octobre deux mille
25 douze (2012).

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui.

3 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

4 Si on continue à rebours...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 R-3, ce sont les... le mandat d'arrestation.

7 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

8 Oui.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 R-2...

11 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

12 R-2.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 ... c'est la citation à comparaître.

15 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

16 Et R-1, le décret.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Et R-1, le décret. Effectivement. Voilà!

19 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

20 Alors, j'allais les détailler, mais je vais, en

21 liasse, les déposer à madame la Greffière. Ce sont

22 les originaux des pièces.

23 Me ÉRIKA PORTER :

24 Maître Pinsonneault, si je peux me permettre, avant

25 que vous débattiez, j'avais, pour ma part, deux

1 pièces à déposer et comme elles peuvent être utiles
2 aux représentations de maître Pinsonneault, je vais
3 vous demander la permission de les déposer
4 immédiatement. Sous la cote I-1, s'il vous plaît,
5 pour la liste des passages pertinents des
6 témoignages concernant monsieur Claude Deguise, une
7 copie a été déposée devant vous.
8

9 I-1 : Liste des passages pertinents des
10 témoignages concernant M. Claude Deguise
11

12 Et la pièce I-2, qui est différents articles parus
13 dans les sources ouvertes concernant monsieur
14 Claude Deguise.
15

16 I-2 : Couverture médiatique
17

18 Merci, Maître Pinsonneault.

19 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

20 Merci à vous, c'est très apprécié. Ça m'évite de
21 faire la preuve complète de tout ce qui a été dit
22 dans ce dossier-là concernant monsieur Deguise.

23 (15:37:44)

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Est-ce que ça inclut le témoignage de monsieur

1 Mergl d'hier?

2 Me ÉRIKA PORTER :

3 Je crois que le dernier témoignage est celui de
4 monsieur Théberge.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 O.K.

7 Me ÉRIKA PORTER :

8 Alors non, il n'inclut pas le témoignage de
9 monsieur Mergl.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Je ne sais pas si vous avez écouté...

12 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

13 Oui.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 ... la Commission hier?

16 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

17 Oui.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Parce que monsieur... Il a été largement question
20 de monsieur Deguise par monsieur Mergl hier.

21 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

22 Je le sais. De toute façon, ça ne changera pas la
23 nature de mes arguments.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Parfait.

1 Me ÉRIKA PORTER :

2 D'ailleurs, à ce stade-ci, puisque ça ne changera
3 pas la teneur de vos arguments, Maître
4 Pinsonneault, peut-être y aurait-il lieu de
5 vérifier s'il y a une admission quant à la
6 pertinence du témoignage de monsieur Deguise pour
7 les travaux de la Commission.

8 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

9 C'est une admission qui va être faite durant ma
10 plaidoirie, mais je peux l'annoncer dès maintenant.

11 Me ÉRIKA PORTER :

12 D'accord. Merci, Maître Pinsonneault.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Merci.

15 (15:38:13)

16 ARGUMENTATION PAR Me ÉLISE PINSONNEAULT :

17 Alors, je vais établir les faits brièvement.

18 Monsieur Claude Deguise a reçu une citation à
19 comparaître le vingt-huit (28) mars deux mille
20 treize (2013) signée par vous, Madame la
21 Présidente, lui ordonnant de venir témoigner devant
22 cette Commission entre le quinze (15) avril deux
23 mille treize (2013) et le vingt-sept (27) juin deux
24 mille treize (2013), sous peine d'outrage au
25 Tribunal.

1 Les motifs allégués par la Commission, et
2 je vous dirige vers la pièce R-2, alors c'est
3 écrit :

4 En vertu de l'article 9

5 Bon,

6 sur la Loi de la Commission, il vous
7 est ordonné de comparaître devant les
8 commissaires entre le 15 avril et le
9 27 juin 2013 pour témoigner de toute
10 information pertinente relative au
11 mandat de la Commission d'enquête sur
12 l'octroi de la gestion des contrats

13 Bon,

14 devant cette Commission, conformément
15 au décret que nous connaissons, soit
16 le décret 1119-2011 du 9 novembre
17 2001.

18 Le huit (8) mai deux mille treize (2013),
19 un mandat d'arrestation a été émis et exécuté
20 contre trente-sept (37) accusés à Laval, incluant
21 monsieur Deguise. En pièce R-3 vous avez ce mandat
22 d'arrestation, où on voit le nom de monsieur
23 Deguise. Il est accusé de neuf chefs d'accusation,
24 dont complot, fraude, abus de confiance, et avoir
25 commis des infractions au profit d'une organisation

1 criminelle.

2 Entre le vingt-huit (28) mars deux mille
3 treize (2013) et le huit (8) mai deux mille treize
4 (2013), monsieur Claude Deguise n'a pas présenté
5 devant cette Commission, ni devant aucun autre
6 tribunal, de requête en cassation de citation à
7 comparaître. Suite à sa comparution au palais de
8 justice de Laval, monsieur Deguise m'a donné mandat
9 de le représenter.

10 Aucune divulgation de preuve faite par le
11 DPCP dans le dossier au criminel de Laval n'a été
12 faite encore, à ce jour. Et monsieur Deguise a
13 réservé son choix quant au mode de procès, pour
14 lequel il optera lorsqu'il aura eu divulgation de
15 la preuve par le DPCP.

16 À ce stade, il est important de noter que,
17 comme dans tous les dossiers semblables, il va y
18 avoir une requête en interdit de publication qui
19 sera déposée le matin du témoignage de monsieur
20 Deguise, requête à laquelle je me joindrai, tout
21 dépendant de votre décision sur la présente
22 requête, évidemment.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Je m'excuse. Une requête en interdit de publication
25 à quelle étape? Quand parlez-vous de cette requête-

1 là?

2 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

3 Pour voir eu des communications avec le DPCP,
4 maître Julie-Maude Greffe m'a dit que
5 vraisemblablement, voire certainement, il va y
6 avoir une requête de ce type-là qui va être faite
7 le matin du témoignage de monsieur Deguise.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 À la Commission.

10 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

11 À la Commission.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K. Parfait.

14 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

15 Il est important de noter aussi que pour la
16 présente requête, mon avis de présentation faisait
17 état d'une date en particulier, qui était le matin
18 du témoignage de monsieur Deguise ou dès que le
19 conseil pourra être entendu. Ce sont les avocats de
20 la Commission qui m'ont proposé cette plage horaire
21 d'aujourd'hui. Vous comprendrez que c'est un peu
22 compliqué, et pour eux et pour moi, de trouver la
23 ligne médiane entre la tardiveté et le côté
24 prématuré d'une requête. En fait, on veut suivre
25 les règles de procédure de la Commission, mais on

1 veut aussi ne pas se faire dire que notre requête
2 est prématurée.

3 Deux choses sont sûres. Ce qu'on m'a dit,
4 c'est que monsieur Deguise allait témoigner au plus
5 tard le vingt-sept (27) juin. Alors, monsieur
6 Deguise devra témoigner de toute information
7 pertinente relative au mandat de cette Commission.
8 Le mandat de la Commission est celui qu'on retrouve
9 au décret dont on a parlé plus tôt, soit la pièce
10 R-1. Bien que vous le sachiez, je vais quand même
11 en faire état.

12 Que, conformément à l'article 1 de la
13 loi

14 Et ce sont des extraits du décret en question, la
15 Loi sur les commissions d'enquête,

16 soit constituée une commission

17 La vôtre,

18 dont le mandat est le suivant :

19 1. examiner l'existence de stratagèmes
20 et, le cas échéant, de dresser un
21 portrait de ceux-ci, qui
22 impliqueraient de possibles activités
23 de collusion, de corruption, dans
24 l'octroi et la gestion des contrats
25 publics dans l'industrie de la

1 construction, incluant notamment les
2 organismes et les entreprises du
3 gouvernement et les municipalités,
4 incluant des liens possibles avec le
5 financement des partis politiques;
6 2. de dresser un portrait de possibles
7 activités d'infiltration de
8 l'industrie de la construction par le
9 crime organisé;
10 3. d'examiner les pistes de solution
11 et de faire des recommandations en vue
12 d'établir des mesures permettant
13 d'identifier, d'enrayer et de prévenir
14 la collusion et la corruption dans
15 l'octroi de ces dits contrats.

16 Afin de remplir son mandat, comme vous le savez, la
17 Commission peut forcer, on le sait tous, des gens à
18 venir témoigner, et peut aussi les forcer à
19 répondre à toutes les questions, y compris les
20 questions qui pourraient les incriminer.

21 Je vais faire miennes les paroles du juge
22 Stober, parce qu'il est très éloquent dans son
23 jugement du vingt-deux (22) octobre deux mille
24 douze (2012). J'en fais état dans ma requête à
25 l'allégué 9. Je vous ai aussi produit le jugement

1 en entier. Je vous en lirai simplement quelques
2 passages. C'est la pièce R-4, ou, dans la requête,
3 l'allégué 9. Je commence au paragraphe 26 :

4 Le Tribunal souligne que l'article 7
5 de la Loi sur les commissions
6 d'enquête énonce qu'en ce qui concerne
7 les procédures d'examen, les
8 commissaires ont les pouvoirs d'un
9 juge de la Cour supérieure.

10 Paragraphe 27 :

11 Les commissaires, selon les règles de
12 procédure de la Commission, peuvent,
13 lorsque les circonstances l'exigent,
14 imposer le huis clos ou émettre une
15 ordonnance interdisant la divulgation,
16 la publication et la communication de
17 tout témoignage, document ou élément
18 de preuve pour assurer notamment un
19 procès juste et équitable aux
20 personnes qui ont des litiges
21 existants ou à venir. Les commissaires
22 peuvent ordonner que les avocats des
23 parties ne soient pas présents lors
24 d'une audience à huis clos.

25 Et on cite les parties des règles qui en parlent.

1 Paragraphe 28 :

2 Les commissaires ont certainement le
3 pouvoir de reporter un témoignage à
4 une date ultérieure afin de respecter
5 les droits d'un témoin. Les
6 commissaires peuvent également décider
7 si une personne assignée pourrait
8 rendre un témoignage pertinent.

9 Notez que je ne conteste pas la pertinence du
10 témoignage de monsieur Deguise.

11 Il est opportun
12 au paragraphe 30

13 que la Commission soit de première
14 instance...

15 Bon, en fait ce que je veux vous dire en lisant le
16 jugement du juge Stober c'est que je reconnais que
17 c'est la Commission qui doit décider de cette
18 question. Il est intéressant quand même de lire la
19 juge L'Heureux-Dubé au paragraphe 32 du jugement du
20 juge Stober qui dit :

21 Je veux toutefois insister sur le fait
22 que les juges, même s'ils ont une
23 large compétence, pour entendre les
24 demandes présentées par les accusés
25 afin d'obtenir une interdiction de

1 publication et une autre de réparation
2 devraient s'abstenir c'est le
3 commissaire qui devrait en décider.
4 Surtout lorsque le procès est loin et
5 que l'enquête est commencée ou à la
6 veille de débiter. Le commissaire est
7 alors de toute évidence la personne la
8 mieux placée pour déterminer s'il y a
9 lieu d'octroyer une réparation pour
10 décider, le cas échéant, de la
11 réparation la plus appropriée.

12 On finit par dire au paragraphe 39 que la
13 Commission est le meilleur forum pour décider de
14 cette question. Alors, comme je vous le disais et
15 je le répète pour que ce soit bien enregistré : Ni
16 la pertinence du témoignage de monsieur Deguise ni
17 l'importance de cette Commission pour l'intérêt
18 public est remise en question ici.

19 Ceci établit le requérant vous propose
20 quand même et vous demande quand même de casser son
21 subpoena pour les raisons suivantes.

22 À ce stade-ci je vais vous faire état
23 brièvement du droit sur la question, je vais vous
24 proposer des cahiers. À l'onglet 1, assez
25 brièvement parce que vous avez certainement une

1 connaissance très poussée de ces arrêts-là. Ce sont
2 les arrêts-types.

3 La cour suprême dans R. c. S.R.J. en dix-
4 neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) sous la plume
5 des juges La Forest, Cory, Iacobucci et Major nous
6 dit ce qui suit. C'est important de noter que dans
7 cet arrêt-là il ne s'agit pas d'une commission
8 d'enquête, mais bien d'une personne qui est appelée
9 à témoigner dans le procès d'un autre et qui
10 invoque le droit au silence en disant qu'elle va
11 divulguer probablement sa défense.

12 Il existe au Canada un principe
13 interdisant l'auto-incrimination
14 je suis à la page 452 de l'onglet 1. Alors, au
15 deuxième paragraphe, là, où on voit :

16 Les juges La Forest, Cory, Iacobucci
17 et Major : Il existe au Canada un
18 principe

19 bien sûr

20 interdisant l'auto-incrimination qui
21 fait partie des principes de justice
22 fondamentale. Sa justification de
23 principe, en common law et dans la
24 Charte, repose sur l'idée que le
25 ministère public doit établir une

1 « preuve complète ». Toutefois, ce
2 principe n'est pas absolu [...]. Ce
3 principe peut donner lieu à
4 l'établissement de nouvelles règles
5 qui profiteront à l'ensemble du
6 système.

7 À la page 455, le juge Lamer fait les remarques
8 suivantes, le dernier paragraphe :

9 Les remarques du juge Iacobucci
10 concernant le statut du principe
11 interdisant l'auto-incrimination comme
12 principe de justice fondamentale sont
13 acceptées et ses conclusions quant à
14 la possibilité de recourir à
15 l'immunité relative à la preuve
16 dérivée comme moyen de mettre en
17 oeuvre ce principe sont acceptées de
18 façon générale. Cependant, dans
19 certaines circonstances, l'art. 7
20 [...] offrira une protection
21 supplémentaire au-delà de l'immunité
22 relative à la preuve de façon à
23 sauvegarder le droit des individus de
24 ne pas être contraints à s'incriminer,
25 et il exigera des exceptions à la

1 règle générale suivant laquelle l'État
2 a droit au témoignage de chacun. Le
3 principe directeur qui est sans doute
4 le plus important en droit criminel
5 est le droit de l'accusé de ne pas
6 être contraint de prêter son concours
7 aux poursuites intentées contre lui et
8 les principes de justice fondamentale
9 exigent que les tribunaux conservent
10 le pouvoir discrétionnaire d'exempter
11 une personne de l'obligation de
12 témoigner, dans des circonstances
13 appropriées. La personne qui réclame
14 l'exemption a le fardeau de convaincre
15 le juge
16 ou cette Commission
17 que, dans toutes les circonstances, de
18 l'atteinte à ses droits
19 en fait elle a le fardeau de convaincre, c'est une
20 balance. Elle a le fardeau de convaincre le
21 tribunal devant lequel elle se trouve que
22 l'atteinte à ses droits emporte sur la nécessité
23 d'obtenir son témoignage.
24 Je continue à la page 457. Nous sommes au
25 milieu de la page, c'est le juge Sopinka qui

1 établit certains critères qui pourraient guider un
2 décideur sur cette question :

3 Lorsque l'on soupèse le droit d'un
4 accusé de garder le silence en
5 fonction de celui du ministère public
6 d'obtenir les éléments de preuve.

7 ou on peut remplacer cette phrase par les intérêts
8 du public à entendre ce que la Commission a à lui
9 dire.

10 Pour en arriver à une décision sur la
11 contraignabilité, on devrait tenir compte des
12 facteurs suivants, il précise que l'énumération
13 n'est pas exhaustive.

14 1. L'importance relative du témoignage
15 dans les poursuites ou devant cette
16 Commission...

17 Ce qui n'est pas contesté.

18 ... la question de savoir si les
19 éléments de preuve peuvent être
20 obtenus d'une autre façon, la question
21 de savoir si le procès ou toute
22 décision relative à l'accusation
23 portée contre la personne que l'ont
24 veut contraindre à témoigner pourrait
25 raisonnablement avoir lieu avant que

1 cette personne ne soit assignée...

2 Il y a un problème de mandat ici et de durée.

3 4. Le rapport entre les questions que
4 l'on compte poser au témoin accusé et
5 les questions en litige.

6 Ce qui va être un critère applicable, je crois.

7 La question de savoir si le témoin
8 accusé risque de divulguer ses moyens
9 de défense et d'autres renseignements
10 qui aideront le ministère public,
11 nonobstant l'application du paragraphe
12 du paragraphe 2 de l'article 5 de la
13 Loi sur la preuve.

14 6. Tout autre préjudice pour le
15 témoin, y compris l'effet de la
16 publication de son témoignage.

17 Si vous voulez bien aller à l'onglet numéro 2. Un
18 autre arrêt qui se rapporte à la question, mais de
19 façon plus précise, cette fois-ci. En fait, les
20 principes ne sont pas plus précis, mais le cas est
21 plus semblable. Il s'agit du cas où une mine, en
22 Nouvelle-Écosse a explosé, la mine Westray, qui a
23 causé de nombreux morts et une commission d'enquête
24 a été ouverte devant le juge Richard, vous
25 connaissiez ça, c'est l'arrêt de principe. Je le dis

1 plutôt pour les autres, alors, dans Philips contre
2 Nouvelle-Écosse, la Cour Suprême, en dix neuf cent
3 quatre-vingt-quinze (1995), s'exprime ainsi, et je
4 suis à la page 99. En fait, la page 99, ça relatait
5 les faits, mais vous les connaissez par coeur,
6 comme quoi la première instance a statué que le
7 mandat de la Commission était constitutionnel, que
8 la Cour d'Appel a seulement suspendu l'audience et
9 que la Cour Suprême, bien que les faits ont changé,
10 hein, les accusés avaient réopté pour un juge seul,
11 a rendu certains... a rendu un jugement sur la
12 question. Nous sommes maintenant à la page 100, le
13 dernier paragraphe. Alors les juges Cory, Iacobucci
14 et Major :

15 L'enquête publique est importante pour
16 la province de Nouvelle-Écosse...
17 Comme celle-ci est importante pour la province de
18 Québec, je crois.

19 ... et pour tous les intéressés dans
20 l'industrie minière. Aux fins de cette
21 enquête, la possibilité de contraindre
22 les directeurs de la mine...

23 Parce qu'il faut comprendre que ces directeurs-là
24 étaient accusés d'homicide involontaire et de
25 négligence causant la mort, leur procès se

1 déroulait pratiquement en même temps que l'enquête
2 où ils étaient appelés à témoigner.

3 Les lois canadiennes...

4 Et là, vous verrez qu'il y a une erreur, vous
5 continuez à la page 101, qui est deux pages plus
6 loin. Alors :

7 Les lois canadiennes, en matière de
8 preuve et la charte donnent la
9 préférence à la contraignabilité, mais
10 conjuguée avec la protection offerte
11 au témoin dans les procédures
12 ultérieures.

13 Un peu plus loin, dans le même paragraphe.

14 À ce stade-ci, puisque l'article 7
15 commande de soupeser les droits
16 individuels et le bien public, la
17 balance penche en faveur de l'intérêt
18 public dans la poursuite de l'enquête
19 Westray.

20 Ce qu'on dit, c'est que l'enquête doit continuer.
21 Par contre, on va parler plus loin de mesures qui
22 pourraient sauvegarder les droits.

23 Et dans l'obtention, par la contrainte
24 des témoignages que le commissaire
25 estime nécessaire pour l'accomplis-

1 sement de son mandat.

2 Au paragraphe 4 de la même page :

3 Le droit à un procès équitable revêt
4 une importance fondamentale. Il doit
5 toujours être pris en compte quand il
6 s'agit de décider s'il y a lieu
7 d'accorder une réparation sous le
8 régime de la charte afin de protéger
9 ce droit.

10 Un peu plus bas :

11 Les droits de ces témoins sont
12 généralement protégés par les
13 dispositions de la charte...

14 En particulier 11d, 13 et 7, qui est résiduel en
15 fait de protection de la charte qui reprend, en
16 fait, toutes les autres protections.

17 Non seulement les témoins ont droit à
18 ce qu'aucun témoignage qu'ils donnent
19 ne soit utilisé pour les incriminer
20 mais encore, ils sont protégés contre
21 l'utilisation de la preuve dérivée.

22 Ceux qui demandent au Tribunal
23 d'interdire la publication ou toute
24 autre réparation, ont la charge de
25 démontrer la nécessité d'une telle

1 ordonnance.

2 Enfin, à la page 103, on vient dire... on vient
3 dire, à la page 103, comme je vous disais que :

4 Le remède qu'on proposerait, parce que
5 c'est la Commission qui va en décider,
6 serait la publication... en fait,
7 l'interdit de publication de la
8 totalité ou d'une partie des
9 témoignages de ces gens-là et aussi de
10 surseoir à la publication du rapport
11 final des commissaires.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Indiquez-moi où vous êtes à la page 103.

14 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

15 Je suis...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 O.K., l'avant-dernier paragraphe.

18 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

19 Non, je suis à la page 103, Madame la Présidente,
20 au deuxième paragraphe complet, qui commence par :

21 La publication de la totalité ou d'une
22 partie des témoignages des directeurs
23 de la mine pourrait être interdite
24 puisqu'il existe un risque grave, que
25 leur droit à un procès équitable

1 devant jury garanti par la charte ne
2 soit mis en danger.

3 La juge L'Heureux Dubé, vous le savez certainement,
4 est un peu plus restrictive dans ses propos. En
5 fait, ce qu'elle dit, c'est qu'on doit pratiquement
6 alléguer que le but de l'interrogatoire servirait
7 plutôt à incriminer ces gens-là plutôt qu'à
8 simplement informer le public sur le sujet de
9 l'enquête. Par contre, elle nous dit que les
10 tribunaux ont à leur disposition une panoplie de
11 remèdes, et je ne vous les répéterai pas parce que
12 j'en ai parlé à l'intérieur du jugement du juge
13 Stober tantôt, qui citait la juge L'Heureux-Dubé.
14 Ça c'était pour l'arrêt Phillips contre Nouvelle-
15 Écosse.

16 Ce qui est différent, et je vais vous
17 demander de me laisser faire une légère
18 nomenclature des principes de justice fondamentale
19 qui sont établis par la Charte canadienne des
20 droits à l'article 7 et 11.d) : le droit au
21 silence, le principe interdisant l'auto-
22 incrimination, le procès juste et équitable, la
23 défense pleine et entière, la divulgation de la
24 preuve, le droit d'être représenté par avocat, et
25 le privilège du secret professionnel de l'avocat

1 sont des droits et des garanties, des principes de
2 justice fondamentale enchâssés dans la Charte.

3 L'article 11.d) aussi, nous dit que dans
4 toute affaire criminelle et pénale, tout inculpé a
5 le droit :

6 d) d'être présumé innocent tant qu'il
7 n'est pas déclaré coupable,
8 conformément à la loi, par un tribunal
9 indépendant et impartial à l'issue
10 d'un procès public et équitable;

11 Dans la Reine contre RSJ, le procès est
12 commencé. La preuve est reçue. Le droit au silence
13 a été exercé d'une façon éclairée, et on a décidé,
14 déjà, de la stratégie à adopter, parce que le
15 procès est commencé. En tout cas, je l'espère.

16 Le seul principe de justice fondamentale
17 invoqué, c'est le principe interdisant l'auto-
18 incrimination. On ne parle pas des autres
19 principes, parce qu'on est rendu à un stade où ils
20 ne sont plus en cause. Je présume. Parce qu'on ne
21 les a pas invoqués. Et je pense que c'est pour ça
22 que la Cour suprême restreint la violation à ce
23 seul principe.

24 Il ne faut pas non plus perdre de vue que
25 dans cet arrêt-là, les deux jeunes qui sont

1 inculpés, l'un doit témoigner contre l'autre, ce
2 n'est pas devant une commission, ce n'est pas
3 public... C'est public. Ce n'est pas télévisé, et
4 ce n'est pas à ce point commenté par les médias. Il
5 y a aussi le principe de l'exclusion des témoins
6 qui s'applique généralement dans ce genre de
7 dossier.

8 Dans Phillips, l'option est déjà faite. Les
9 gens ont opté pour un juge seul. Qui est présumé
10 impartial. Donc, le fait de mettre en péril un
11 futur jury qui entendrait la couverture médiatique
12 n'existe plus. Le procès est commencé, la preuve
13 est reçue, et on propose comme réparation un
14 interdit de publication malgré tout, et que les
15 conclusions de la Commission Richards soient mises
16 en attente pour suivre l'issue du procès.

17 Ici, les principes de justice fondamentale
18 en péril sont plus nombreux à être touchés, je
19 crois. Le droit au silence, le principe interdisant
20 l'auto-incrimination, évidemment, un procès juste
21 et équitable, la défense pleine et entière, le
22 droit à la divulgation de la preuve, le droit
23 d'être représenté par avocat, et le privilège du
24 secret professionnel de l'avocat. Je vous explique.
25 Évidemment, le droit d'être présumé innocent et

1 d'avoir un tribunal indépendant et impartial aussi
2 s'appliquent en la matière. Pourquoi? Je vous
3 explique.

4 La raison d'être de ces droits, de ces
5 principes de justice fondamentale, c'est qu'au
6 Canada, nous avons choisi de mener des procès
7 équitables, de juger et de condamner des gens, mais
8 en leur donnant la possibilité de faire des choix
9 éclairés. Je pense que les droits qui sont
10 enchâssés dans la Charte ne sont... Ce n'est pas
11 juste des droits simples comme le droit de
12 téléphoner à un avocat, ni le droit de se taire. Je
13 pense que ce sont les droits qui impliquent le
14 choix éclairé. La connaissance. L'instruction sur
15 qu'est-ce qui nous arrive.

16 Les accusés ont le droit de savoir de quoi
17 on les accuse. Ont le droit de se défendre, et
18 seront trouvés coupables ou non suite à un
19 processus juste. Et sont présumés innocents jusqu'à
20 preuve du contraire. Ils ont le droit de lire la
21 preuve qu'on entend déposer contre eux au procès.
22 Ils ont le droit de garder le silence jusqu'à ce
23 qu'ils décident de répondre aux accusations, ou
24 non. On ne peut leur reprocher de garder le
25 silence, ni rien inférer de ce silence, puisqu'ils

1 sont présumés innocents. Et que c'est à l'État de
2 prouver hors de tout doute raisonnable leur
3 culpabilité. L'État seul a ce fardeau et doit tout
4 dévoiler à l'accusé pour qu'il sache exactement ce
5 qu'on lui reproche avant d'y répondre. Afin
6 d'équilibrer les forces, un accusé a le droit aux
7 conseils d'un avocat. Et tout ce qu'il dira à son
8 avocat sera frappé du privilège avocat-client.

9 Je vois l'interrogation dans votre oeil, et
10 je vous amène à l'onglet 3. L'arrêt McClure. La
11 Cour suprême, en deux mille un (2001), dans la
12 Reine contre McClure... Et ce n'est pas du tout un
13 arrêt dont les faits correspondent à notre
14 histoire. Simplement, la Cour suprême vient y faire
15 la description, et surtout les fondements de
16 certains droits et de certains principes de justice
17 fondamentale, notamment le privilège avocat-client.

18 Pourquoi je vous parle de ça? C'est que
19 j'aimerais que vous me laissiez m'exprimer quelques
20 minutes sur ce sujet-là...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Est-ce que je vous ai donné une indication que je
23 ne voulais pas vous laisser...

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Pas du tout.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 ... tout le temps que vous voulez?

3 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

4 Non, c'est parce que c'est un sujet particulier...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 O.K.

7 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

8 ... que je plaide, et qui n'a pas été plaidé

9 encore.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Allez-y.

12 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

13 Je le trouve particulièrement intéressant.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Je voulais juste vous rassurer, là, je...

16 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

17 Vous trouvez ça intéressant aussi.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Je n'ai pas de point d'interrogation.

20 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

21 Ça va.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Je vous laisse vous exprimer librement.

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Merci. Alors nous sommes à la page 449 de McClure,

1 le juge Major nous parle de l'étendue du privilège
2 du secret professionnel de l'avocat :

3 L'étendue du privilège du secret
4 professionnel de l'avocat est
5 réexaminée dans ce présent pourvoi. Ce
6 privilège ne date pas d'hier et son
7 utilité a été vérifiée dès les tout
8 débuts de la common law. Il est
9 toujours aussi important.

10 Permettez-moi de vous indiquer, de vous amener
11 directement à l'analyse en page 453. Il est
12 intéressant de comprendre à travers les propos de
13 la Cour suprême dans cet arrêt-là l'importance et
14 comment on utilise le droit à l'avocat, comment on
15 le réalise, comment il se traduit.

16 L'évolution du secret professionnel de
17 l'avocat. Le secret professionnel de
18 l'avocat est un aspect fondamental du
19 système juridique canadien. Bien qu'il
20 ait son origine dans une règle de
21 preuve, il est devenu une règle de
22 droit fondamentale et substantielle.

23 Maintenant, à la page 455, je vous fais grâce de
24 toute l'analyse de la Cour suprême sur le fait,
25 mais ce qu'on comprend, et je vous dirige vers la

1 lettre B en bas, les types de privilège, c'est
2 qu'il existe deux types de privilège dont un
3 beaucoup plus important qui est le privilège
4 générique et le privilège, le secret professionnel
5 de l'avocat en raison de la place exceptionnelle
6 qu'il occupe dans notre système juridique est
7 l'exemple du privilège générique le plus
8 remarquable.

9 Et pourquoi je vous dis tout ça? On est à
10 la page 457, la lettre C, la raison d'être du
11 secret professionnel de l'avocat. On l'explique de
12 façon claire et concise à la page 458, dernier
13 paragraphe, le juge Cory le résume comme suit :

14 Le juge Cory réitère l'importance
15 fondamentale du secret professionnel
16 de l'avocat dans l'arrêt Jones, [...]
17 Le secret professionnel de l'avocat
18 est considéré depuis longtemps comme
19 étant d'une importance fondamentale
20 pour notre système judiciaire. Cette
21 règle a été reconnue il y a plus de
22 cent ans, [...].

23 [traduction] L'objet et la teneur de
24 la règle sont les suivants :

25 et c'est là où j'en viens

1 comme, en raison de la complexité et
2 des difficultés inhérentes à notre
3 droit, les procès ne peuvent être
4 correctement menés que par des
5 professionnels, il est absolument
6 nécessaire qu'un homme fasse appel à
7 des avocats professionnels pour faire
8 valoir ses droits ou se défendre [...]
9 qu'il puisse, pour employer une
10 expression populaire, tout avouer au
11 professionnel qu'il consulte pour
12 faire valoir sa demande ou pour se
13 défendre [...], qu'il puisse placer
14 toute sa confiance dans ce
15 représentant professionnel et que les
16 choses communiquées demeurent
17 secrètes.

18 Enfin, à la page 459, deuxième paragraphe, au
19 milieu du paragraphe :

20 Le droit est complexe. Le rôle des
21 avocats est singulier. La
22 communication libre et franche entre
23 l'avocat et son client protège les
24 droits que la common law reconnaît au
25 citoyen. Il est essentiel qu'un avocat

1 soit au courant de tous les faits qui
2 ont trait à la situation de son
3 client. L'existence d'un droit
4 fondamental au secret professionnel de
5 l'avocat encourage la divulgation dans
6 les limites des rapports que l'avocat
7 a avec son client. L'affaiblissement
8 du secret professionnel de l'avocat
9 peut contribuer à restreindre la
10 communication entre un avocat et son
11 client. L'immunité de ce privilège
12 contre toute attaque s'explique par la
13 nécessité de le préserver.

14 Je ne suis pas en train de vous dire qu'il y a des
15 informations qu'on va demander à mon client qui
16 vont faire partie du secret professionnel. Je suis
17 en train de vous dire que l'étendue du droit à
18 l'avocat et du privilège des conversations que nous
19 aurons va jusque-là.

20 (16:06:32)

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Et comment conciliez-vous ça avec une commission
23 d'enquête?

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Je vais faire ça immédiatement. Le lien, c'était le

1 prochain point dans mon argumentaire. Le lien entre
2 l'importance du droit à l'avocat et le privilège
3 des conversations avocat-client et l'existence
4 d'une commission d'enquête, c'est le choix éclairé.

5 Alors, monsieur Deguise vient témoigner,
6 par hypothèse, sans aucune protection. A-t-il eu...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Où, ça?

9 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

10 Ici.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Il a l'immunité.

13 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

14 Oui, une immunité relative en vertu...

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Non. Une immunité contre toute poursuite criminelle
17 ou civile.

18 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

19 Oui, en vertu de l'article 13 de la Charte et de
20 l'article 5 de la Loi sur la preuve. Ça reste une
21 immunité relative. J'explique pourquoi.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 La Loi sur les commissions d'enquête.

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Oui. J'explique pourquoi, j'y viens, j'y viens, j'y

1 viens. Quel lien je fais? C'est le lien et le droit
2 à l'existence d'un choix éclairé. Qu'est-ce que ça
3 fait un avocat quand ça rencontre quelqu'un qui est
4 accusé au criminel? Première chose. Ça dit :
5 « Taisez-vous, laissez-moi avoir divulgation de la
6 preuve, regardez ce qu'il y a dans la preuve. Nous
7 discuterons ensuite de la nature des accusations,
8 de leur suffisance, de la légalité de la preuve
9 obtenue et nous déciderons ensemble si vous faites
10 une défense ». C'est ça le droit au silence. C'est
11 le droit au choix.

12 Même chose pour une option. On a le droit
13 d'opter pour un juge et jury, on a le droit d'opter
14 pour un juge seul. On a le droit à ce choix-là.
15 C'est le choix que je vous plaide. C'est le choix
16 éclairé. Or, ce monsieur-là, sans avoir divulgation
17 de la preuve, sans savoir les accusations qui
18 pèsent contre lui, parce qu'il a reçu une
19 dénonciation, aucun rapport de police, aucun
20 témoignage de témoin, pas de mandat d'écoute. Rien.
21 Alors, on a une dénonciation avec neuf chefs.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Il y a une chose qu'il sait cependant...

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Oui.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 ... c'est tous les témoignages qui ont été rendus
3 et qui l'impliquent...

4 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

5 Tout à fait.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 ... devant la Commission.

8 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

9 Ça n'empêche pas...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Ça, il sait ça.

12 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

13 Ça, il sait ça, mais ça ce n'est pas lui qui le
14 dit. C'est quelqu'un d'autre qui le dit.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Non, mais c'est parce que...

17 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

18 Ça, il ne peut pas l'empêcher.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Non, mais c'est parce que si je suis votre
21 argument.

22 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

23 Oui.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Vous dites : « Il ne sait pas quelle est la preuve

1 qui pèse contre lui ». D'abord, pour commencer ce
2 n'est pas un procès ici.

3 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

4 Exactement.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Première des choses.

7 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

8 Oui.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Et deuxième des choses, il sait ce qui est dit sur
11 lui.

12 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

13 Mais ça vient encore plus aider mon argument ce que
14 vous me dites, là, parce que, c'était un de mes
15 arguments, c'est le fait que ce qui va être dit,
16 dans cette Commission, devant cette Commission, va
17 être exactement le sujet du procès au criminel, ça
18 ne peut pas être plus pareil, là. Ce n'est pas
19 comme dans Raynald Desjardins qui a été accusé de
20 meurtre, ce n'est pas comme dans monsieur Zampino,
21 qui avait certes des accusations, mais qui
22 concernait un pan de sa preuve, hein. Ici, là, on
23 est dans le vif du sujet, de A à Z. Monsieur va
24 s'exprimer sur les faits de la Commission,
25 concernant le mandat de la Commission et ce sera le

1 corps de son accusation. Ce que les autres disent,
2 qu'est-ce que vous voulez que je fasse? Je ne peux
3 rien faire. Ce que lui dit, je peux vous plaider
4 quelque chose.

5 Alors, ce que je vous plaide, c'est le
6 choix. Le choix de se taire ou d'avouer. Le choix
7 d'être jugé par un juge seul ou un jury. Le choix
8 de considérer la preuve comme suffisante, légale ou
9 non. Le choix de faire une défense ou non. Le rôle
10 de l'avocat est défini par les honorables Béliveau
11 et Vauclair, je vous en ai fourni une copie, mais
12 c'est assez restreint. On dit que notre rôle, c'est
13 de défendre notre client contre la preuve illégale,
14 insuffisante, de contester la juridiction d'un
15 tribunal si ça s'applique et de tester la
16 crédibilité des témoins. L'avocat commence par dire
17 à son client, comme je vous disais, de se taire.
18 Ensuite, on décide si les accusations sont réelles,
19 soutenues par une preuve sérieuse, des témoignages
20 crédibles ou intéressés, ou mensongers. La preuve
21 est-elle légalement obtenue? -comme je vous ai dit.
22 Une fois le droit bien expliqué, la preuve bien
23 comprise, l'accusé décidera de façon éclairée pour
24 la suite des événements. Une fois les conseils
25 reçus, il fera une option. Veut-il être jugé par un

1 juge et jury ou par un juge seul? Il aura pris
2 connaissance de la preuve en détail, pas seulement
3 d'une dénonciation et des allégations devant une
4 commission d'enquête.

5 L'accusé n'a rien à dévoiler à la
6 poursuite, il n'a pas à s'expliquer, à fournir des
7 défenses, avant de décider de le faire à son
8 procès. Le principe est simple, on vous accuse et
9 si vous êtes condamné, vous êtes passible de
10 quatorze (14) ans de prison, par exemple, la preuve
11 doit donc être sérieuse, hors de tout doute
12 raisonnable et légale. Le péril est sérieux et
13 personne, au Canada, ne doit être condamné sans
14 possibilité de se défendre. Vous pouvez décider de
15 vous défendre sur un seul chef ou sur plusieurs.

16 Dans le dossier présent, monsieur Deguise
17 est accusé et il est passible de plusieurs années
18 de prison. Il est protégé par tous les principes
19 décrits plus haut. Il a le droit de savoir de quoi
20 on l'accuse, il a le droit d'avoir communication de
21 preuve avant de témoigner devant quelque instance
22 que ce soit. Avant d'avoir cette preuve, il ne peut
23 profiter du droit à l'avocat complet. Mes conseils,
24 ma compréhension de la preuve, en tant que
25 spécialiste du droit criminel, doivent lui être

1 donnés avant qu'il ne s'exprime en public sur le
2 sujet. Il a droit au silence jusqu'à ce qu'il
3 sache, de façon éclairée, s'il veut parler ou non.
4 Il a le droit de choisir, d'opter, il a le droit à
5 une divulgation avant de répondre aux accusations.
6 Il a droit à une divulgation avant de répondre aux
7 accusations ou de témoigner devant trois millions
8 de personnes sur les mêmes accusations. Ce qui
9 pourrait mettre en péril l'équité de son procès de
10 façon sérieuse. Les témoins potentiels dans la
11 cause, hein, ce n'est pas juste monsieur Deguise
12 qui les entend. S'il témoigne publiquement, les
13 témoins potentiels dans la cause criminelle
14 entendront son témoignage, les enquêteurs, les
15 procureurs et le futur jury, s'il y en a un. Encore
16 une fois, je vous dis que ce n'est pas une
17 violation hypothétique, c'est le choix, maintenant,
18 que monsieur n'a pas encore fait et c'est ce choix-
19 là qu'il n'aura plus si vous ne décidez pas en sa
20 faveur, d'une façon ou d'une autre.

21 Le témoignage devant la Commission pourra
22 divulguer sa défense, s'il en a une, ses
23 explications, ses aveux potentiels. Les témoins
24 entendront ces faits, les solutions possibles qui
25 s'offrent à moi sont de venir m'asseoir ici et de

1 m'objecter à chaque question qui touche ses droits
2 fondamentaux, donc, être constamment debout ou, au
3 procès, essayer de définir quelle partie de la
4 preuve est un résultat des violations arrivées un
5 ou deux ans plus tôt. Le mandat de cette commission
6 et les accusations criminelles ont un lien étroit.

7 La couverture médiatique, je remercie
8 Maître Porter, a été déposée. Je crois qu'elle
9 est... ce n'est pas... je n'ai pas fait l'exercice
10 de regarder si la couverture médiatique était à ce
11 point différente de celle qu'on voit dans la mine
12 Westray. Par contre, dans la mine Westray, on la
13 qualifie d'objective et qui ne fait que rapporter
14 l'évolution de la Commission. Je pense ne pas trop
15 m'avancer en disant que la couverture médiatique de
16 la Commission sur l'octroi des contrats... en tout
17 cas, votre commission, est plutôt couverte
18 abondamment et commentée de toutes parts et je
19 pense que chaque mot prononcé ici est repris et que
20 le public y a accès d'une façon complète.

21 Je prétends qu'il y a un lien de causalité
22 qui existe entre le témoignage de monsieur Deguise,
23 ici, et la négation de ses droits en tant
24 qu'accusé. Le péril n'est pas hypothétique à mon
25 avis, il est réel et immédiat.

1 La réparation. Je comprends Maître Porter,
2 elle m'a avisée qu'on parlait de cassation de
3 subpoena. Toutefois, je ne veux pas plaider d'autre
4 chose, c'est la cassation que je demande parce que
5 je ne prétends pas être un tribunal qui peut
6 décider, comme vous, de la meilleure réparation. Je
7 me dois de commencer par celle-là, parce que c'est
8 une demande en cassation qui peut, si je ne la fais
9 pas, m'être reprochée plus tard, je pense. Alors,
10 je vous demande la cassation. Mais je dis dans ma
11 requête que vous pouvez, et je vous invite à le
12 faire si vous trouvez que la cassation n'est pas la
13 réparation idéale, vous pouvez rendre toute
14 ordonnance qui ferait en sorte que les droits de
15 mon client seraient protégés dans le futur. Ici, je
16 fais remarquer encore que monsieur Deguise n'a pas
17 contesté son subpoena avant d'être accusé au
18 criminel. Pourquoi je vous dis ça? C'est parce que,
19 premièrement, la loi l'oblige à venir témoigner.
20 Deuxièmement, il a reçu un subpoena, il n'a pas
21 fait aucune action et c'est lorsque les accusations
22 au criminel se sont matérialisées qu'il a fait,
23 sous mon conseil, une requête en cassation de
24 subpoena. Ce que je vous dis, c'est que l'État a
25 décidé de procéder ainsi. L'État a créé cette

1 commission et l'État a décidé d'accuser monsieur
2 Deguise juste avant son témoignage et juste après
3 qu'il ait reçu son subpoena. En fait, c'est l'État
4 qui fait que monsieur Deguise vient vous demander
5 de témoigner d'une façon protégée. Ce n'est pas
6 lui. Tout accusé ferait, je crois, s'il était bien
7 conseillé, la même chose dans les mêmes
8 circonstances.

9 Certes, il est immunisé et je comprends
10 très bien pourquoi l'article 13 de la Charte et
11 l'article 5 de la Loi de la preuve en font état.
12 Mais je ne reprendrai pas les paroles de la Cour
13 suprême qui dit que dans certaines circonstances,
14 et je crois qu'on y est, l'article 7 doit
15 s'appliquer aussi. À cause de cette double
16 procédure, il doit vous demander de casser son
17 subpoena ou de rendre toute ordonnance qui pourrait
18 protéger ses droits, soit un report de son
19 témoignage. Le problème en est les délais au
20 criminel et la durée limitée de votre mandat. Mais
21 ce serait une solution à considérer étant donné...
22 je ne pense pas qu'elle est possible parce que vous
23 allez finir votre mandat avant que le procès se
24 passe, mais enfin, casser le subpoena, ordonner un
25 huis clos complet ou toute autre solution...

1 16:17:02

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Je prends acte de ce que vous venez de dire.

4 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

5 Bien, je vous le souhaite, en fait, que ça dure
6 plus longtemps.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Non, non, non, ce n'est pas ce que je dis. Ce que
9 je dis c'est que vraisemblablement le mandat de la
10 Commission se termine en avril deux mille quinze
11 (2015). Alors je comprends donc que le procès des
12 accusés, des différents accusés...

13 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

14 Dans le projet Honorer.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 ... dans le projet Honorer n'aura vraisemblablement
17 pas lieu avant avril deux mille quinze (2015).

18 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

19 En fait, je souhaite qu'il ait lieu avant. Puis ce
20 n'est pas la défense qui va... je souhaite qu'il...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Je comprends ce que vous dites.

23 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

24 Oui.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Mais il est moins que probable que le procès ait
3 lieu avant avril deux mille quinze (2015). Et c'est
4 ce que vous m'exprimez.

5 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

6 C'est ce que j'exprime.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Bien candidement.

9 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

10 C'est ce que j'exprime. Maintenant je ne le sais
11 pas s'il va y avoir enquête préliminaire ou dépôt
12 d'un acte d'accusation privilégié. Ça peut aller
13 beaucoup plus vite. Tout ce que je dis, c'est que
14 c'est une des solutions que je vous propose mais je
15 n'ai pas à vous les proposer, vous savez mieux que
16 moi quoi faire, mais je pensais aussi au huis clos
17 complet et j'ai trouvé intéressante la solution qui
18 est édictée, qui est relevée par le juge Stober, en
19 fait ça fait partie de vos prérogatives d'ordonner
20 un huis clos à l'exclusion des avocats, des autres
21 personnes et de moi-même.

22 Maintenant, un léger détail concernant les
23 solutions qui ont été préconisées dans Lino
24 Zampino, Raynald Desjardins et Gaétan Turbide. Bon,
25 je vous l'ai dit tantôt, dans Lino Zampino, une

1 non-publication partielle parce que certaines
2 informations concernaient l'affaire du Faubourg
3 Contrecoeur. Ce n'est pas du tout notre situation
4 où je pense qu'ici les faits seront constamment
5 entrecroisés avec le procès criminel. Raynald
6 Desjardins était accusé de meurtre et, par contre,
7 il était sûr d'avoir un procès devant jury, c'était
8 de juridiction exclusive. Toutefois, je pense que
9 vous avez gardé en suspens votre décision
10 concernant un huis clos et une ordonnance de non-
11 publication. Monsieur Turbide, lui, n'était pas
12 accusé, ce qui est bien différent.

13 Alors c'est ce que je vous demande de
14 trouver parmi toutes ces... évidemment, vous devez
15 et c'est le juge Cory qui le dit dans Phillips,
16 prendre la réparation qui... en fait, qui ne doit
17 pas excéder le minimum nécessaire pour garantir les
18 droits à un procès équitable. C'était ce que
19 j'avais à vous dire.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Merci Maître Pinsonneault. Maître Porter, est-ce
22 que vous désirez répliquer? Je vous écoute.

23 Me ÉRIKA PORTER :

24 Très brièvement.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Je vous écoute.

3 RÉPLIQUE PAR Me ÉRIKA PORTER :

4 Alors voici. Évidemment, encore une fois je le
5 réitère à titre de...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Nous vous écoutons.

8 Me ÉRIKA PORTER :

9 Merci. Alors Monsieur le Commissaire, Madame la
10 Présidente, à titre de procureur de la Commission,
11 justement, notre rôle est très restreint mais il
12 convient ici, je crois, de bien cerner les
13 différents enjeux qui sont devant vous cet après-
14 midi. S'il avait été fait question et mention à ma
15 collègue de la question de la cassation du subpoena
16 cet après-midi devant vous, c'est que ce type de
17 demande participe d'un fardeau qui est particulier
18 et qui est différent de celui qui concerne les
19 différentes mesures de protection.

20 Tout d'abord, puis d'ailleurs je crois que
21 la requête de ma consœur en fait très clairement
22 mention, la première question visant à annuler un
23 subpoena est celle de la pertinence. Sera annulée
24 l'assignation si elle fait l'objet d'une preuve qui
25 ne serait pas pertinente pour les fins de

1 l'enquête. Or, l'enquête, qu'est-ce qui est
2 pertinent... en fait, je vais le dire très
3 brièvement puisqu'il y a une admission sur la
4 question de la pertinence. C'est ce qui peut faire
5 avancer l'enquête. Or, il est acquis dans les
6 circonstances que le témoignage de monsieur Deguise
7 peut faire avancer l'enquête, considérant le mandat
8 de la Commission mais considérant également le rôle
9 occupé par monsieur Deguise au sein de
10 l'administration de la Ville de Laval, monsieur
11 Deguise ayant été directeur des services de
12 l'ingénierie pendant une période d'environ onze
13 (11) ans au sein de la Ville de Laval.

14 Cela étant, une fois cette question de la
15 pertinence réglée, le fardeau... parce que, bien
16 entendu, lorsque je parle de la pertinence, c'est
17 le fardeau des procureurs de la Commission que
18 d'établir que l'assignation est nécessaire, en
19 fait, est pertinente. Une fois ceci fait, le
20 fardeau se déplace alors sur les épaules de ma
21 consoeur de vous démontrer que, comme d'ailleurs
22 elle l'exprime dans sa requête, qu'il s'agirait
23 d'un abus de procédure que de maintenir cette
24 assignation.

25 Or, rien - et je vous le soumets bien

1 humblement - dans les représentations de ma
2 consoeur ne présente un tel abus dans les
3 circonstances. Ce que ma consoeur vous plaide - et
4 c'est d'ailleurs très bien illustré par le
5 fondement de sa demande - ce sont les différents
6 droits fondamentaux et le respect des droits
7 fondamentaux de son client, monsieur Deguise.

8 En fait, pour bien cerner l'issue, une fois
9 la question de l'assignation réglée, vient ensuite
10 la question des mesures de protection qui met en
11 équilibre deux types d'intérêts différents, c'est-
12 à-dire la publicité des audiences versus le droit à
13 un procès juste et équitable. Et c'est pour cette
14 raison qu'il n'y a pas lieu de confondre les deux
15 recours.

16 Bien entendu, comme vous le plaidait ma
17 consoeur, dans l'affaire des mines Westray, il est
18 question d'une potentielle annulation de subpoena
19 devant la Commission lorsque nous sommes dans une
20 situation extrême et manifeste.

21 Ma consoeur vous déposait d'ailleurs
22 certains paragraphes dans sa requête de la décision
23 du juge Stober. Je me permettrai de relire certains
24 extraits qui ne figurent pas à la requête, lesquels
25 sont les suivants :

1 La contestation de la validité d'un
2 subpoena, à l'étape du subpoena, est
3 de nature hautement conjecturale et ne
4 saurait réussir que dans les cas les
5 plus manifestes;

6 c'est au paragraphe 29 de l'arrêt Westray

7 Du point de vue pratique, il peut être
8 assez difficile d'établir une conduite
9 fondamentalement inéquitable à l'étape
10 du subpoena, puisque le but réellement
11 poursuivi par le ministère public peut
12 ne pas être évident à ce moment. Le
13 témoin contraint à témoigner, sera
14 mieux en mesure de démontrer un risque
15 de préjudice lorsque (et si) ce risque
16 se matérialise au moment de son
17 procès;

18 Alors, c'est ce qui était dit. C'est donc dire que
19 dans la myriade de mesures de protection
20 disponibles, l'annulation du subpoena est la mesure
21 extrême. Alors, la question que vous avez à vous
22 poser, Monsieur le Commissaire, Madame la
23 Présidente, est : est-ce que dans les circonstances
24 cette situation extrême a été atteinte ou sommes-
25 nous plutôt en présence d'une situation qui

1 commande que nous mettions en équilibre le droit à
2 la publicité des audiences, qui appartient
3 notamment en partie au public, et le droit à un
4 procès juste et équitable de monsieur Deguise.

5 Le requérant n'est pas démunie de recours à
6 ce stade-ci. Il pourra présenter les différentes
7 mesures. Mais, comme je l'explique, à ce moment-là,
8 puisque le public est part à la procédure, les
9 médias doivent notamment être convoqués afin que
10 vous puissiez examiner ces questions. En
11 l'occurrence, cela n'a pas été fait.

12 Par ailleurs, ajoutons qu'au moment venu,
13 lorsque effectivement monsieur Deguise sera appelé
14 à la barre, et que le DPCP devrait poursuivre avec
15 ses requêtes en mesures de protection, il y aura
16 toujours lieu pour le Requêteur de présenter toute
17 cette myriade de mesures de protection qui
18 demeurent à sa disposition.

19 Alors, je vous remercie, je n'ajouterai
20 rien. Merci.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Très bien. Alors, nous allons prendre votre requête
23 en délibéré, Maître Pinsonneault.

24 Me ÉLISE PINSONNEAULT :

25 Merci.

1 Me BENOIT BOUCHER :

2 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Oui.

5 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE

6 Me BENOIT BOUCHER :

7 J'aurais peut-être un petit commentaire à faire
8 ici. Dans le cadre des représentations qui ont été
9 faites, Madame la Présidente, vous avez émis un
10 commentaire sur la portée de l'immunité qui était
11 accordée par l'article 11 de la Loi.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Hum, hum.

14 Me BENOIT BOUCHER :

15 Et je vous rapporte à vos propos du vingt-six (26)
16 juin, au moment où cette question-là vous était
17 posée directement et dans laquelle vous avez dit, à
18 bon droit, je crois, que votre Commission ne
19 pouvait pas se prononcer, qu'il s'agissait d'une
20 question de droit et que votre Commission n'allait
21 pas émettre d'opinion sur cette question-là et vous
22 vous en êtes remise à ce moment-là à l'opinion de
23 vos procureurs.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Tout à fait. Maître Boucher, j'ai discuté avec

1 maître Pinsonneault. Alors, si le... je m'étonne
2 d'ailleurs, mais, enfin, si le Procureur général a
3 une autre opinion, vous pourrez la plaider dans un
4 autre forum.

5 Me BENOIT BOUCHER :

6 Mais, ce n'était pas l'objet de mon propos.
7 Enfin...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 O.K.

10 Me BENOIT BOUCHER :

11 ... j'ai compris de ce que vous disiez que vous
12 vous en remettiez toujours à l'opinion de vos
13 procureurs au moment où ça avait été fait, là, le
14 vingt-six (26) juin.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Je ne comprends pas le...

17 Me BENOIT BOUCHER :

18 Le vingt-six (26) juin, ce que vous nous avez dit
19 ici en audience publique...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Oui, oui, j'ai dit que je m'en...

22 Me BENOIT BOUCHER :

23 ... c'est que vous vous en remettiez à l'opinion de
24 vos procureurs.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui, mais je ne comprends pas l'à-propos de
3 votre...

4 Me BENOIT BOUCHER :

5 Je voulais juste m'assurer que c'était toujours
6 l'opinion du tribunal. C'est-à-dire que vous vous
7 en remettez à l'opinion de vos procureurs, mais
8 qu'il ne s'agit pas...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Si vous voulez savoir si j'ai statué...

11 Me BENOIT BOUCHER :

12 Exactement.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 C'est ce que vous voulez savoir?

15 Me BENOIT BOUCHER :

16 Oui.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 J'ai discuté avec maître Pinsonneault d'un élément
19 qu'elle mettait en cause et que...

20 Me BENOIT BOUCHER :

21 D'accord.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Alors, tout simplement.

24 Me BENOIT BOUCHER :

25 Je comprends.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Ça va?

3 Me BENOIT BOUCHER :

4 Merci.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Parfait. Donc, je prends votre requête en délibéré,

7 Maître Pinsonneault. Et pour ce qui est du reste

8 des travaux, nous allons donc nous revoir lundi en

9 huit (8), c'est-à-dire le dix (10) juin prochain.

10

11 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

12

13

14

1

2

3

4

5 SERMENT

6 Nous, soussignées, ODETTE GAGNON et DANIELLE

7 BERGERON sténographes officielles, certifions que

8 les pages qui précèdent sont et contiennent la

9 transcription fidèle et exacte de l'enregistrement

10 numérique, le tout hors de notre contrôle et au

11 meilleur de la qualité dudit enregistrement.

12

13 Le tout conformément à la loi.

14

15 Et nous avons signé,

16

17

18

19 Odette Gagnon (Tableau #202129-3)

20 Sténographe officielle

21

22

23

24 Danielle Bergeron (Tableau #289077-1)

25 Sténographe officielle